SAGAN CHEZ CASTRO

(Voir pp. 20-21)

L'EXPRESS

1,25 NF

4 AOUT 1960. — N° 477.

Un grand concours :

QUE FAIRE DU PALAIS-BOURBON ?

(Lessing-Magnum.)

M. DAG HAMMARSKJŒLD, SECRETAIRE GENERAL DE L'O.N.U.

« Ici et aujourd'hui commence une ère nouvelle de l'histoire du monde et vous pourrez dire que vous y avez été. » (Gœthe)

B - 6 ★ ★ ★ ★ ★

PETITES ANNONCES

29, rue de Marignan - PARIS (8e) - BAL. 19-68

Tarif : 4, 50 NF le mm. (+ taxes 8,52 %)

Minimum 12 mm. encadré (42 lettres, signes ou espaces par ligne)

PAYABLE D'AVANCE

OFFRES D'EMPLOIS (cadres)

IMPORTANTE GALERIE PEINTURE
NEW YORK demande :
DIRECTEUR
gde expérience. Ecrire curr. vit. à C.E.C.N.
11, faubg Saint-Honoré - PARIS

DEMANDES D'EMPLOIS (cadres)

CADRE COMMERCIAL
42, ans - standing actuel 36.000 NF
OFFRE IMPORTANT CAPITAL
sous forme expérience dans vente matériels industriels principalement Administrations automobiles, Aviation, contre situation définitivement stable ; l'avenir devant être fait avec futur patron ou associé. Ecrire n° 6.523 L'EXPRESS 29, rue de Marignan - PARIS-8e

DEMANDES D'EMPLOIS

Jeune Femme CAISSIERE cherche place mi-temps de préférence 1er ou 8e arrondissement
Ecrire Mme BOUQUET, 9, rue des Deux Boules Paris 1er

DÉPANNAGES - SECRÉTARIAT

C.N.T.O. vous procure immédiatement
STÉNOS-DACTYLOS
BAL. 99-79 - PIG. 38-63 - TRI. 00-24

HOTELS ET PENSIONS

HOTEL DE LA ROSE D'OR
Roussillon - (Vaucluse) Tél. 21
Excellent Restaurant ★★★
Séjour délicieux. Confort. Elégance. Calme

SAINT-VERAN (H.-A.). Alt. 2.042 m. HOTEL BEAUREGARD
★★ A. Tél. 2. Plus haut village d'Europe. Site incomp., repos, excursions, pêche. 300 j. soleil.

LA FOUX D'ALLOS (B.-A.)
Dans le calme et la fraîcheur
HOTEL LE DAHUT ★★
Pension à partir de 25 NF t.t.c.c Caveau dansant

MEGEVE, altitude 1.113 m. Station des 4 saisons
HOTEL MONT-BLANC ★★★ Tél. 0.02, 0.03, 0.04
Ouvert toute l'année. Forfait 15 jours T.C. à partir de 495 NF. Direction : G. BOISSON

APPARTEMENTS (Vente)

ST-GERMAIN DES PRÉS
RUE JACOB. Studio + Cuisine + Bains
Immeuble caractère. ELY. 93-47

IMMEUBLES (Vente)

TARN-ET-GARONNE château sur R.N. 20 à vendre ou à louer joli site parc rivière conv. collectivités. M. Mabal - Realville (T.-et-G.)

IMMOBILIER

P. MASSONI
21, rue Lesueur (16e)
ACHAT - VENTE - LOCATION
QUARTIERS RESIDENTIELS
KLE. 31-10

MARCHANDISES (Achat)

C. T. S. ACHETE aux plus hauts cours GRAND COMPTANT tous articles tissus, confection, chaussures. Convoquez-nous sans engagement. Paris-Province, 76, rue de Cléry - LOU. 79-86.

OFFICIERS MINISTÉRIELS

Etude de Me MONTEUUIS, Notaire
à ETAPLES (Pas-de-Calais)
A Vendre par Adjudication Judiciaire
LE VENDREDI 12 AOUT 1960 à 15 heures
à l'Etude du Notaire.

6 APPARTS SITUES AU
TOUQUET PARIS-PLAGE
(Pas-de-Calais)
Mises à Prix
de 4.500 NF à 11.250 NF Libres
Renseig. Plans STE SARDI et FILS
7, bd de Maupéou, SENS (Yonne) Tél. 593

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

Tirage des I.P.R.
Raymond Séguin
10, r. du Faub.-Montmartre.
PARIS

« L'EXPRESS » S. A. La Nouvelle Vague
Le resp. de la publication : J.-J. Servan-Schreiber

Courrier

Chez le coiffeur

La scène se passe chez le coiffeur. Un petit garçon se fait coiffer. Il est beau, vif, intelligent.

Nous apprenons qu'il habite Oran, le papa y a des terres.

L'armurerie familiale se compose, nous dit l'enfant, d'une 22 LR, d'un MAS 36, d'une Sten. Il y a aussi un fusil automatique avec lequel on s'entraîne, des grenades en quantité et la broutille : colts, etc.

Puis le petit, de sa merveilleuse voix d'enfant, nous demande : « Vous avez déjà vu des morts ? Moi, j'en ai vu deux. C'étaient des fellagha et l'un d'eux était troué comme une écumoire, ça n'était pas beau à voir (*sic*) ; il avait ramassé tout un tir de mitrailleuse ».

L'âge de l'enfant : 8 ans et demi.

MAURICE TOUZÉ,
Maisons-Laffitte.

SOLUTION DU REBUS DE « L'EXPRESS »

(voir page 8)

(L'excès en tout est un défaut)
LEGS SÉANT TOUX
ÉTEINT DÈS FAUX

Un Front des Mères Françaises

500.000 jeunes sont actuellement en Algérie. Des centaines de milliers de familles sont donc touchées directement, des milliers de mères dont pas une seule n'hésiterait à entreprendre « quelque chose » en faveur de la paix.

Il faudrait arriver à toucher ces familles, à les grouper, à provoquer un vaste mouvement apolitique, un « Front des Mères Françaises » exigeant du gouvernement une solution négociée rapide du problème algérien puisqu'il est reconnu qu'il ne peut y avoir de solution militaire.

Les mères françaises sont lasses de donner leurs enfants pour des combats désormais inutiles.

Leur indignation est profonde devant les atermoiements d'une politique qui joue avec ce qu'elles ont de plus cher.

Mme J. FELIX,
Agen.

Un idiot

Je me dégoûte de plus en plus de la guerre d'Algérie et place tout mon espoir dans une paix qui semble encore très lointaine. Pourtant, j'étais un idiot de droite il y a un certain temps, sans doute parce que je n'avais rien vu de l'Algérie et des Européens qui y restent. Votre journal contribue beaucoup à me donner le moral et l'espoir...

Un soldat du contingent qui crie très fort : « Vive la Paix ».

J. P.,
A. F. N.

L'exécution capitale de Lyon

« Dans le brouhaha des gamelles que les détenus jetaient contre les murs de leurs cellules », l'Algérien Abderahmane Lakhlifi a été exécuté au fort Montluc.

Guillotiné, alors qu'il s'agissait d'un détenu politique — dans ce fort, les nazis eux-mêmes ne confondaient pas politique et droit commun. Jugé par un tribunal militaire, sans l'entière sauvegarde des droits de défense que conserve un accusé, quel qu'il soit. Les militaires se sont mis à guillotiner. Les militaires sont devenus avocats. Nous ne devons pas nous étonner.

Indifférence, voilà le mot d'ordre pour la plupart des Français actuellement. Lâcheté aussi. Osons le dire : nous sommes des Ponce Pilate. Les horreurs ne nous concernent pas. Il suffit de bien leur tourner le dos, de bien fermer les yeux, de bien nous boucher les oreilles et le nez. Au lieu d'ouvrir les fenêtres pour respirer enfin un bon coup d'air propre, mettons quelques tampons de plus et le tour est joué.

Aujourd'hui, par hasard, je suis passée devant Montluc. Tout à côté, dans de grands immeubles, des gens vivent. Je veux croire qu'ils ne savent pas, qu'ils ne voient pas. Et je sais bien qu'ils savent, que nous savons tous, même si nous ne voyons pas.

ESTHER PRESTIA,
Lyon.

Mon choix est fait

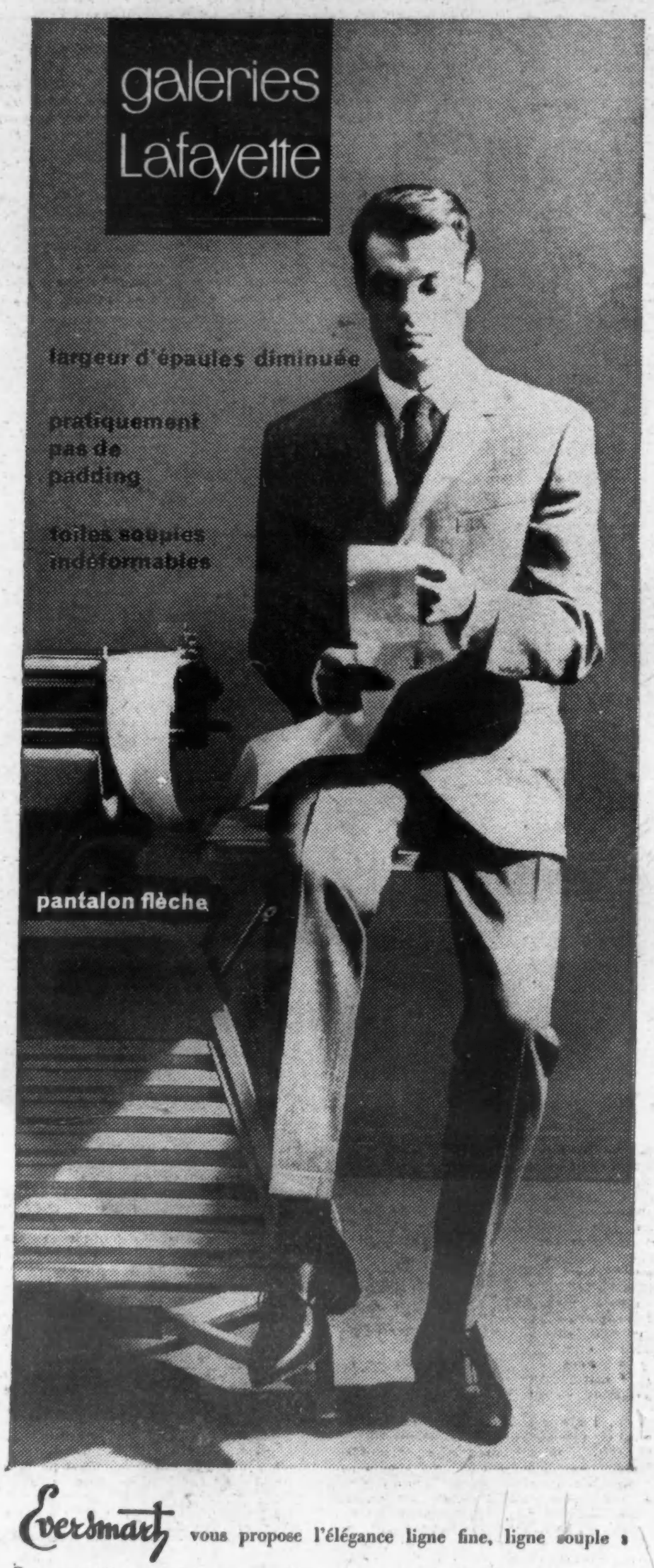
Que les policiers bouseulent un agent du F.L.N. qui aura été complice d'attentats, c'est une atteinte à la Démocratie, au droit des gens, les non-violents envahissent nos trottoirs ; par contre, viols, émasculations, tortures (et pas à l'électrochoc de ce côté-ci, mais on vous dépiaute un homme comme un vulgaire lapin), dès qu'ils sont le fait de gens à l'épiderme quelque peu foncé, ne sont qu'événements allant dans le sens de l'Histoire. Comme racisme « à l'envers », on ne peut rêver mieux.

Ce qui est particulièrement respectable dans la gauche, c'est le respect de l'être humain. Et il semble qu'on s'en éloigne à grands pas. L'attitude de la gauche vis-à-vis des événements du Congo ressemble plutôt à u ncri de joie : « C'est bien fait ! » A moins que votre réaction ne réponde plus à un souci politique qu'à une idée de justice. Quant à celle de la majorité des gens qui se veulent d'idées avancées, je crois qu'elle a nom « envie » au lieu « d'idéal »...

Il est tout de même troublant qu'à les entendre, le monde se divise en deux catégories : les mauvais, nous, et les autres qui par nature sont bons, gentils, en un mot sans défaut. Et depuis des années, quoi que nous fassions, quoi qu'on nous fasse, nous avons tort, sans appel.

En Afrique, depuis plus de quatre ans, j'ai des amis autochtones et je me conduis vis-à-vis des Africains comme je le fais avec n'importe qui, la majorité des Européens en fait autant. Non, je ne me sens nullement mauvaise conscience. Au point de vue purement philosophique, évidemment, la civilisation occidentale leur a-t-elle apporté le bonheur ? Mais nous-mêmes, ne serions-nous pas plus heureux si nous en étions restés à « l'état pastoral ». Nos as de la matière grise désireraient peut-être bouleverser les lois qui procèdent de l'évolution de tout univers...

Toutes les opinions sont respectables et le masochisme ne tombe pas sous le coup de la loi ; toutes les opinions, mais pas le mépris absolu d'une certaine catégorie de gens, l'excuse permanente de certains actes criminels. Et si, malheureusement, je dois un jour choisir entre les rêveurs dangereux qui, inconsciemment —



Eversmart vous propose l'élégance ligne fine, ligne souple :

Costume ville, pure laine en moelleux super peigné pointillé noir et blanc

250 NF, valeur 325 NF

Si votre conformation l'exige, Supersmart, vous offre pour le même prix ce costume à vos mesures.

SPORT CEREBRAL

LA PLUS GRANDE REVUE DE MOTS CROISES

En vente dans tous les kiosques

Chaque Vendredi **0,50 NF**

UNE TECHNIQUE DU BONHEUR

par MARCEL HAEDRICH

Les Suédois sont-ils plus ivrognes que les Américains ? Le président Eisenhower l'a laissé entendre (1). La Suède mobilise...

Je suis Alsacien. Depuis l'école maternelle, je sais que tous les Lorrains sont de faux jetons. Après l'Armistice de 1918, quelques fonctionnaires de « l'intérieur » vinrent s'installer dans ma petite ville, trois ou quatre familles, de quoi établir que « les Français sont sales ». Des maçons italiens relevaient les ruines, assez nombreux pour nous convaincre que les Italiens sont paresseux et pauvres — et pauvres parce que paresseux.

J'ai fait mon service militaire au 7e bataillon de chasseurs. Nous marchions plus vite qu'au 6e et au 18e. Quand la guerre a éclaté, je savais que le soldat allemand était discipliné mais qu'il était incapable de faire preuve d'initiative. Les parachutistes et les motards qui opéraient derrière nos lignes m'ont beaucoup étonné. Des « tricheurs ». Il y a eu aussi l'homme au couteau entre les dents et, maintenant, « la fourmi » chinoise, si dangereuse.

On nous élève dans le coton des idées toutes faites. Mais quand le coton s'abime ?... Quand il pourrit ?...

Lorsqu'on mettait mon arrière-grand-père (Alsacien, il va de soi) en garde contre la fausseté des Lorrains, ses plus proches voisins, on lui rendait service. Il se sentait mieux chez lui, plus heureux dans la petite ville dont le destin l'avait fait prisonnier. Et cette « technique du bonheur » valait à d'autres échelons, pour d'autres notions : région, pays, continent, race, couleur de peau...

Aujourd'hui, la technique ne vaut plus rien. Elle ne contribue plus au bonheur de l'individu, au contraire, elle complique son existence, elle réduit ses plaisirs, elle contrarie sa joie de vivre.

Admettons que les Suédois soient ivrognes... Est-ce parce qu'ils sont Suédois ? Ou parce que le climat dans lequel ils vivent... Ou parce que leur revenu national... Ou parce qu'ils supportent mieux l'alcool...

« ...Si ce sont là toutes les déclarations que peut faire le Président Eisenhower, écrit le « Stockholm Tidningen », le changement qui va se produire à la Maison-Blanche ne peut être que pour le mieux. »

Je souscrirais entièrement à cette conclusion si le même journal, à grand renfort de statistiques, ne cherchait pas à démontrer que « l'Américain boit autant que le Suédois... ». Il emploie les mêmes armes. N'eût-il pas été plus efficace d'ouvrir une souscription en Suède pour permettre aux Américains de boire enfin à leur soif ?

Les Noirs sont encore des enfants... Les Arabes baisent la main qu'ils ne peuvent mordre... Perfide Albion... Les Américains ne comprendront jamais... Krouchtchev c'est Pierre le Grand... Les Suédois sont des ivrognes et les Lorrains sont de faux jetons... Quand arriverons-nous à briser le cercle vicieux ? Nos avions le perforent en tous sens, ce cercle de sottise, mais nous refusons de nous en apercevoir.

M. H.

(1) Au cours d'un discours prononcé à la convention républicaine de Chicago, il a fait allusion à « un pays européen très ami où les satistiques montrent que le nombre des suicides s'est élevé d'une façon presque incroyable... et où l'ivrognerie a augmenté, etc. ».

je veux encore l'espérer — préparent la liquidation de notre monde (qui est le leur), et des gens qui, au moins, protègent mon existence, ne serait-ce qu'en se protégeant eux-mêmes, je choisirais les seconds.

M. Rapaud,
N'Konggamba,
(Cameroun.)

L'affreux colonialisme

Bravo Monsieur Jean Benoît ! Votre article « Congo » est saisissant de vérité. Je connais toute l'Afrique, du nord au sud, de l'est à l'ouest. J'ai visité en 1955 le Congo (ex-belge), les Rhodésies, l'Afrique du Sud, le Mozambique, l'Angola.

Au risque de perdre quelques lecteurs belges, vous avez dénoncé l'affreux colonialisme des capitalistes (et des missionnaires à leur solde), il faut bien le dire...

Monsieur Benoît, j'aimerais vous encourager à poursuivre vos recherches en Afrique du Sud, où il y a, dans la région de Durban, des « Natives' Reserves », centre touristique pour Blancs. Il faut aussi visiter les mines de Pretoria et de Johannesburg pour comprendre. Sans la main-d'œuvre africaine, l'Union Sud-Afrique, les Rhodésies ne sont rien, car ce ne sont pas les Blancs qui extraient les richesses du sol. Vous devriez également faire connaître au monde entier le colonialisme portugais en Angola et au Mozambique. Là, il y a encore mieux qu'au Congo ex-belge.

A. Sirac,
Brazzaville.

FRANÇOIS MAURIAC

François Mauriac, qui est en vacances pour trois semaines, nous prie de l'excuser auprès de ses correspondants : il ne pourra pas répondre à son courrier pendant cette période.

La promotion professionnelle des médecins

En dehors des conditions régionales ou locales qui créent des divergences entre les médecins, il faut souligner une tare essentielle de la réforme que l'on veut leur imposer. Celle-ci méprise la nécessité pourtant évidente de réserver aux médecins une promotion professionnelle.

Le jeune médecin fraîchement installé et celui qui exerce depuis vingt ou trente ans auraient droit aux mêmes honoraires ! Qu'importe la durée de la carrière, avec l'enrichissement du savoir par l'expérience patiemment acquise, l'obligation quotidienne des lectures consacrées à l'enseignement post-universitaire, le médecin ne connaîtra d'autre promotion que de voir ses heures de travail se multiplier si l'importance de sa clientèle se développe au cours de sa carrière.

Quelle catégorie professionnelle accepterait une telle fermeture sur l'avenir ? Et quelle démagogie aveugle donc ceux qui prétendent ainsi servir la qualité de la médecine française ?

Dr J. Waltz,
Lyon.

L'enseignement technique

J'ai lu dans « L'Express » votre article sur l'enseignement secondaire.

Malheureusement, lorsqu'on parle des problèmes de l'enseignement, on oublie trop facilement l'Enseignement technique qui a lui aussi à résoudre de trop nombreux problèmes.

Savez-vous que les examens, dans un C.T. à section commerciale, commencent dès le début juin ? C'est vous dire la désorganisation des cours — professeurs absents ou surmenés par la surveillance ou la correction de trop nombreux C.A.P. Puis les corrections assumées en même temps que les cours. Pour le B.E.C. par exemple, 80 copies de C.F. à rendre trois jours après les avoir reçues, ou 170 copies d'économie politique à rendre dans le même laps de temps.

A. Broodcoorens,
Professeur de C.T.,
Saint-Nazaire.

La puissance africaine

Je partage entièrement les conclusions de vos éditoriaux sur « l'année chinoise » et la « puissance africaine ».

L'exigence historique de notre temps est bien, en effet, la participation totale du peuple aux affaires de la nation. Mais chez nous, le peuple semble apathique. Le régime gaulliste l'a chloroformé, Pourtant, les grèves de caractère social, l'action des syndicats, celle des étudiants, des enseignants et de certains mouvements politiques contre la poursuite de la guerre en Algérie, paraissent indiquer un certain réveil de l'opinion.

En vérité, qu'est-ce auprès de ce que représentent pour les peuples de Chine la gigantesque révolution communiste, pour le peuple cubain l'épopée de Fidel Castro, ou même auprès des progrès accomplis par l'Indonésie, l'Irak, le Venezuela dans la voie de leur libération.

Marcel Petrequin,
Villeurbanne.

UN NOUVEAU CONCOURS

QUE FAIRE DU PALAIS-BOURBON ?

Jean Effel propose aux lecteurs de « L'Express » un concours destiné à utiliser leur énergie intellectuelle en vacances et à servir l'intérêt national. Il s'agit de trouver la meilleure idée possible pour exploiter le Palais-Bourbon, désormais inemployé. Jean Effel soumet lui-même quelques idées en pp. 6 et 7. Il en apportera d'autres la semaine prochaine. Conservez ces pages pour participer au concours. Chaque idée envoyée par un lecteur et qui sera retenue par Jean Effel vaudra à son auteur deux disques microsillons, offerts par « L'Express », à son choix.

LES MOTS CROISÉS DE VACANCES

Pendant les mois d'été, « L'Express », répondant à la demande de nombreux lecteurs, présente ici des problèmes de difficultés inégales.

GRILLE N° 7 (*pour les plus patients*)

Horizontalement. — 1. Son jongleur était peut-être fort maladroit. — 2. Sa piété conjugale nous a valu un mot français, illustré par Millevoye. — 3. Son miel est célébré par un solitaire. Encadrent un double tournant. — 4. Entre Dijon et Vouillé. C'est aller au-delà de l'essai. — 5. Révélé. — 6. Fut sinon plus éloquent, du moins plus efficace que la plaidoirie. Fit une meilleure ambiance. — 7. La ville a grandi et le département a diminué. Hors de Grèce. — 8. Parfois redressé à coups de bâton. On l'approche autant qu'on veut. — 9. Habitué des saignées. — 10. Village de nos aïeux.

4	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2								
3						■		
4				■				
5							■	
6			■					
7					■			
8						■		
9		■						
10								

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	R	O	D	O	G	U	N	E
2	O	R	I	G	I	N	A	L
3	S	A	U	R	E	■	V	A
4	S	I	■	E	N	C	A	S
5	I	S	T	■	S	O	R	T
6	N	O	U	S	■	U	R	I
7	A	N	T	A	N	■	E	Q
8	N	■	E	B	A	T	■	U
9	T	O	U	R	I	E	R	E
10	E	T	R	E	N	N	E	S

Solution du n° 5

Verticalement. — I. Des parties de boule ont concouru à sa célébrité. — II. Préoccupation essentielle peu conciliable avec la modestie. Initiales d'un biographe breton. — III. Prénom d'un auteur dramatique français contemporain. Titre de Budé (partie principale). — IV. Ne se touche pas facilement. On y trouve une tour peu armée contre les bombardements. — V. Le dépavage y révèle parfois d'excellentes intentions. Désinence française ou russe. — VI. Symbole d'un symbole de propreté. Promis à l'existence. Termine un vers illustrant la générosité d'un vieux paysan. — VII. Partisan de la résistance, il entre dans le maquis. Les absents y ont souvent tort. — VIII. Ancien état de maint état.

GRILLE N° 8 (*pour les plus pressés*)

Problème n° 251

Horizontalement. — 1. Odeur terminale. — 2. Eut cours à partir de Henri II, mais disparut chez nous avant Philippe le Bel. — 3. Se contenta peut-être de remuer la tête de droite à gauche. Fournit des eaux dans un pays de blanquette. — 4. Ce que fait la vamp ou la suédoise. — 5. On y travaille, près du Rhône, la soie, le métal, le calcaire (sans son article). S'oppose, en somme, à la gorge. — 6. Grosse pièce d'un bâtiment. 7. Retourne sa veste. En épelant est, en somme, à un tour. — 8. Change le sens. Sur la tête d'un homme qui aimerait bien virer au rouge. — 9. Trois marquis, au moins, un comte, un ministre. — 10. Ne changent pas l'état.

250	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	S	E	R	P	O	L	E	T
2	E	P	O	U	S	E	R	A
3	C	O	U	R	T	I	E	R
4	R	U	S	E	E	■	B	E
5	E	S	S	E	N	I	E	N
6	T	S	E	■	D	M	■	T
7	A	E	■	G	E	M	M	A
8	I	T	O	U	■	O	I	I
9	R	E	B	E	L	L	E	S
10	E	R	I	S	T	A	L	E

Solution du n° 250

Verticalement. — I. Mandat fort apprécié, qui mène près d'un jardin. — II. Droit, de l'autre côté de la frontière. Ne fonça pas. — III. S'entend à Lorette. Plus d'un a débarqué en Normandie, sans intention de tourisme. — IV. Part. Il n'y a rien après eux. — V. Ne circule plus dans Paris. De part et d'autre d'une colonne. — VI. Elle est en bonne santé (deux mots). Dans le nom d'un rouge de très haut rang. — VII. Moitié de moitié et bonne moitié de tiers. N'est pas absolument incompatible avec la voile. — VIII. Ce que firent plus d'une fois de petites vertus.

251	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2								
3				■				
4							■	
5					■			
6		■						
7						■		
8			■					
9								
10								

QU'EN DIT MENDÈS FRANCE ?

Ici, chaque semaine, Pierre Mendès France répond aux questions que suscite l'actualité.

— Comment se présente la situation économique ?

ELLE n'est ni vraiment bonne ni vraiment mauvaise, elle peut évoluer dans les deux sens. Il y a une sorte de torpeur, de mollesse aussi bien dans la consommation que dans l'investissement et même dans la revendication. Je suis frappé par cette incertitude qui contraste avec le ferme et glorieux optimisme des discours officiels.

— Les chiffres officiels sont encourageants.

IL est vrai que la production industrielle dépasse d'environ 7 à 8 % celle de l'an passé. Mais les années 1958 et 1959 étaient très mauvaises et ne peuvent servir de base. Si l'on fait le bilan des trois dernières années, la situation n'est pas tellement brillante.

Dans certains secteurs, l'augmentation est insignifiante ou nulle, parfois même il y a régression.

Dans les charbonnages, dans la construction navale, dans l'automobile, même, il y a un essoufflement que ne compensent pas suffisamment les progrès d'autres branches favorisées comme la chimie. La consommation d'électricité piétine depuis trois mois.

Les investissements privés, bien qu'en progrès récent, ne dépassent pas le niveau d'il y a deux ans.

Or, pendant ce temps, nos voisins, qui ont progressé plus rapidement que nous depuis des années, continuent à aller de l'avant. La production industrielle allemande dépasse de 15 % celle de l'an passé ; pour l'Italie, c'est 20 %.

Naturellement, mieux vaut une amélioration modeste que pas d'amélioration du tout. Mais il est faux de dire que la politique libérale, suivie surtout depuis trois ans, se solde par un succès.

Nos réserves de devises atteignent 2 milliards de dollars ; cependant, elles restent inférieures à celles dont nous disposions au début de 1956 ; il a suffi alors de quelques imprudences et d'une légère poussée d'inflation pour que nos réserves s'évaporent en peu de mois. Deux milliards de réserves par rapport au « chiffre d'affaires » national, c'est peu de chose.

Mais surtout, dans la mesure où il y a eu des progrès, il faut admettre avec modestie que cela résulte de la conjoncture internationale beaucoup plus que de nos mérites !

Après la dépression de 1958, une relance s'est produite dans tous les pays occidentaux : l'expansion a repris aux Etats-Unis, au Canada, en Allemagne... C'est une évolution de caractère mondial et nous en avons profité, nous aussi.

— Comment jugez-vous la politique économique suivie depuis 1958, disons la politique d'inspiration Pinay-Rueff ?

JE ne leur reprocherai pas d'avoir dévalué, c'était devenu inévitable. Peut-être seulement ont-ils poussé l'opération un peu loin en choisissant un taux trop bas. Je ne leur reprocherai pas non plus un certain nombre de mesures d'assainissement (suppression de subventions, etc.).

Mais ils ont délibérément sacrifié des investissements très nécessaires, ce qui explique, en partie, la faiblesse de notre croissance actuelle par rapport à nos voisins.

Et surtout ils ont placé toute leur politique dans un cadre social nettement réactionnaire. Car enfin, qui en a fait les frais ? Relever les impôts de consommation et réduire en fait les impôts des gens riches, c'est aggraver les injustices antérieures. C'est aussi aller à l'encontre des méthodes adoptées par les pays modernes. En Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, aux Etats-Unis, l'impôt direct représente 50 % au moins de l'ensemble des recettes fiscales, beaucoup plus qu'en France.

Je sais bien que, chez nous, l'impôt sur le revenu est très mal réparti. Il frappe surtout les cadres, les salariés, les fonctionnaires. Il faudrait élargir l'assiette, incorporer plus efficacement dans l'impôt les catégories qui ne paient pas leur part. Cela vaudrait mieux que de frapper toujours les consommateurs.

— Vous dites que la politique économique actuelle aggrave l'injustice sociale. Pourtant, le pouvoir d'achat ouvrier augmente ?

IL a commencé par baisser de façon sensible depuis 1957. Ce à quoi nous assistons, en ce moment, c'est à un lent rattrapage du niveau de 1957. Nous n'y sommes pas revenus. Dans le même temps, la situation des classes moyennes et aisées s'est améliorée. C'est bien à l'aggravation de la répartition sociale que nous assistons.

Les contribuables des Etats-Unis — principalement ceux qui appartiennent aux classes aisées — paient des impôts beaucoup plus élevés. Mais la population achète sa nourriture beaucoup moins cher. Des prix alimentaires bas sont un facteur de justice sociale.

En France, à cause de la fiscalité indirecte, à cause aussi du prix des transports et enfin à cause de systèmes de distribution vieillots, souvent maintenus pour le seul profit de groupes intermédiaires, la ration alimentaire est très chère, ce qui réduit tout à la fois la consommation générale et le pouvoir d'achat de larges couches de la population.

Lorsque la classe ouvrière se plaint du prix de la vie, les pouvoirs publics, loin de s'attaquer aux causes profondes — comme les Jeunes Agriculteurs commencent courageusement à le réclamer — sont toujours enclins à chercher une échappatoire dans une baisse des prix agricoles ; l'abondance des récoltes rendra cette année, à la rentrée, l'opération plus tentante et plus facile.

Derrière les discours officiels où en est vraiment l'économie française ?

Déjà les prix à la production, pour diverses catégories de fruits et de légumes, sont audessous du coût de production. S'ils devaient descendre plus, le malaise paysan réapparaîtrait avec violence.

Il est notoire que le prix de la viande — médiocre chez le producteur, trop élevé pour le consommateur — tient à des causes auxquelles on n'a jamais osé remédier : prix artificiel des céréales nécessaires à l'alimentation du bétail ; appareil de distribution féodal et spéculatif ; conditions sanitaires insuffisantes chez les producteurs, et déplorables dans les abattoirs (les Allemands en prennent prétexte pour refuser de nous acheter nos excédents).

Cela dit, il faut bien comprendre que le niveau des prix dans un pays est la résultante de l'ensemble des charges qu'il supporte. Or, nous avons en France un handicap particulier : notre fardeau militaire est plus lourd que celui de tous les autres pays européens. Si nous pouvions ramener de 12 % à 7 ou 8 % (comme les Allemands) la part du revenu national consacrée aux dépenses militaires, le problème économique se présenterait sous un tout autre jour. Nos impôts indirects pourraient être réduits. Et nos investissements pourraient être augmentés, ce qui permettrait une croissance beaucoup plus rapide.

— Revenons aux objectifs que le plan du gouvernement vient de fixer à la production française pour les années à venir ; ils vous paraissent insuffisants ?

OUI. Et cependant, avec les méthodes actuelles, on ne les atteindra même pas. Le plan intérimaire prévoyait une augmentation globale de 5 1/2 % en 1960. Malgré une bonne récolte, on n'y parviendra probablement pas car la production industrielle, de son côté, a beaucoup fléchi au printemps et ne reprend que lentement depuis. Il est plus douteux encore que l'augmentation soit de 5 % en 1961, comme le gouvernement le souhaite.

Or, notez que notre population augmente ; un accroissement de production de 5 % par an — si nous y parvenons — ne signifie pas une amélioration de 5 % par tête. Raison de plus pour rechercher un progrès plus rapide.

Et notez encore que 5 % de croissance, c'est beaucoup moins que la croissance de nos voisins ; et moins encore que la croissance des pays de l'Est.

Dans ces conditions, proclamer que « la France reprend sa place », qu'elle est de plus en plus admirée au-dehors, c'est mystifier les Français. La vérité est que notre retard augmente et continuera à augmenter si nous ne changeons pas de politique. C'est déplaisant à dire mais c'est vrai.

— Encore une question : dans quelle mesure notre situation économique va-t-elle dépendre de ce qui se passe aux Etats-Unis ?

LES économistes disent que l'économie américaine est dominante. Nous ressentons les effets de ses évolutions, en bien ou en mal. Depuis deux ans, la fin de la récession américaine nous a profité. C'est ainsi que nos exportations vers les Etats-Unis ont beaucoup augmenté en 1959. Elles se ralentissent maintenant parce que l'économie américaine ralentit elle-même son progrès. Si une crise se produisait là-bas, nous en supporterions nécessairement les conséquences.

L'évolution est parallèle dans le domaine boursier : les bourses européennes sont devenues des bourses de province qui ressentent les impulsions de la capitale : Wall Street.

La politique de libéralisation des échanges et de convertibilité croissante des monnaies, soutenue puissamment par toutes les organisations économiques et financières internationales, rend les Européens (et davantage encore les pays sous-développés) très perméables aux oscillations économiques extérieures, qui prennent souvent naissance en Amérique.

Dans l'ensemble, nous sommes amenés à tenir compte davantage de la politique de Washington. Ce n'est pas un hasard si, depuis trois ans, l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, la France ont adopté la même politique économique qui, par crainte de l'inflation, a partout (et plus encore chez nous) freiné l'expansion. C'était l'époque où ne prévalaient que des préoccupations monétaires. M. Jeanneney faisait figure de redoutable technocrate parce qu'il ambitionnait, contre MM. Rueff et Pinay, une progression annuelle de 4 % !

L'influence américaine pourrait évidemment jouer en sens contraire. Si les Etats-Unis renversaient la vapeur, si un grand mouvement pour l'expansion se développait en Amérique même, les conséquences seraient considérables. Au lieu de sentir l'action d'un frein, nous sentirions un accélérateur. Mais cela ne nous dispense évidemment pas de définir notre propre politique en fonction de nos propres besoins.

— Que suggérez-vous pour faire mieux ?

IL existe aujourd'hui, dans 70 % des entreprises, une marge de production disponible. C'est le cas des industries productrices de biens de consommation (équipement ménager, par exemple) et, plus encore, des industries de biens de production. On pourrait aussi construire davantage. Mais l'expansion nécessaire implique que la demande, actuellement faible, soit relevée. Il faudra parler de cela plus longuement la semaine prochaine.

P. M. F.

(Copyright « L'Express ».)

L'ÉDITORIAL DE J.-J. SERVAN-SCHREIBER

En une semaine, la guerre d'Algérie a retrouvé son rythme. Dans des régions tant de fois « nettoyées », pacifiées par l'Armée, les commandos F.L.N. ont repris des attentats meurtriers, dont le plus sanglant et le plus détestable est le mitraillage, dimanche après-midi, des baigneurs de la plage de Chenoua. Dans les cours des prisons, à Oran, à Alger, à Paris, à Lyon, les guillotines sont réinstallées et les patriotes algériens meurent après des jugements qui ne font pas honneur à la justice de notre pays.

Ces exécutions et ces attentats, qui se répondent, déchirent les espoirs — ou les illusions — que la rencontre de Melun avait fait naître. Après tant d'événements, de péripéties, de déclarations, d'opérations militaires, et même un changement de régime, nous voici à l'été 1960 au même point qu'à l'été 1957 — dans un bain de sang.

Oui, c'est bien l'été 1957 que ce mois d'août rappelle. En juin-juillet 1957, on avait connu, après de dures opérations militaires, une accalmie en Algérie. Et même pendant un temps, les attentats terroristes contre la population civile avaient, en fait, cessé. Puis, au début d'août, ils avaient repris brutalement et la nouvelle flambée de guerre qui commença alors devait aboutir, moins d'un an plus tard, dans l'exaspération de l'opinion, aux événements que l'on sait.

Il se trouve que sur ce qui se produisit à ce moment-là, et qui ne paraissait pas explicable à l'époque, nous avons un témoignage précieux et incontestable : celui de Mme Germaine Tillion.

C'est elle qui prit un contact, gardé secret alors, mais connu du gouvernement Bourgès-Maunoury, avec le chef des commandos terroristes algérois, Yacef Saadi. Une fois que la Ve République eut remplacé la IVe, Mme Tillion, afin d'éclairer le nouveau pouvoir sur les erreurs de l'ancien, rendit public le récit détaillé de sa mission et de son échec (1).

On peut en résumer l'essentiel, sans en déformer le sens, en disant que les nationalistes algériens firent, à l'époque, cesser les attentats contre la population civile en échange d'un engagement tacite du côté français de ne plus procéder à des exécutions de nationalistes condamnés à mort. Il y eut une période de détente. Et, de part et d'autre, pour ceux qui souhaitaient la paix, un espoir.

Germaine Tillion écrit que « *quel que soit le mode de règlement* » de l'affaire algérienne, « *on ne pourrait l'appliquer qu'après avoir fait baisser progressivement la haine et la terreur que s'inspirent réciproquement les deux collectivités. Or, la population européenne est, avec raison, affolée par les attentats. Ils provoquent chez elle les réactions les plus violentes et les plus contraires au but qu'elle poursuit, qui est de les faire cesser. C'est ainsi que sous la pression de la guerre et de l'horreur, elle exige (par l'intermédiaire de ses représentants avoués ou occultes) des exécutions, des arrestations, des sévices innombrables. Ces sévices, ces arrestations, ces exécutions, ont pour objectif l'anéantissement de l'adversaire ; mais tant qu'ils n'ont pas atteint cet objectif, ils ont, de toute évidence, une influence directe sur l'accroissement du nombre des attentats. Inversement, la population musulmane qui, à peu près unanimement, considère les condamnés à mort comme des héros nationaux, est mise dans un état violent d'agressivité et de désespoir chaque fois qu'il y a une exécution capitale. Elle exige alors la réaction terroriste...* »

Cet enchaînement n'a jamais été aussi net qu'à l'été 1957 — et de nouveau la semaine dernière. En juillet 1957, pendant le temps de la mission Tillion auprès des nationalistes algériens, et de la timide tentative de contacts faite par le gouvernement Bourgès-Maunoury, attentats et exécutions furent un instant suspendus. Cette fois, pendant et après Melun, une accalmie de même nature s'est installée.

(1) Voir « L'Express » du 25 août 1958.

(Archives.)

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A L'ELYSÉE.
« Je vous écoute. »... « Je vous ai entendu. »

La phrase-clé dans le témoignage de Germaine Tillion est : « *La population d'Algérie exige, par l'intermédiaire de ses représentants avoués ou occultes, des exécutions* ». Le faible gouvernement Bourgès ne résista pas longtemps, il céda à cette pression et à ces « intermédiaires » : à la fin de juillet 1957, trois guillotinages de patriotes algériens eurent lieu dans la prison d'Alger. Germaine Tillion écrit : « *Cette nouvelle fut pour moi un choc très violent parce qu'elle signifiait — dans l'immédiat — la reprise des attentats contre une population innocente et, dans une perspective plus lointaine, un élargissement du fossé de haine qui séparait chaque fois un peu plus les deux communautés... Je partis effrayée par l'incohérence de notre politique, la mort dans l'âme* ».

La semaine dernière, un acte d'une même incohérence, suivi aussitôt de plusieurs autres, fut décidé par le nouveau pouvoir : l'exécution dans la cour de la sinistre forteresse de Montluc, à Lyon, du patriote algérien Abderahmane Laklifi. Samedi à l'aube, il eut la tête tranchée, accompagné jusqu'à l'échafaud par le chant de tous ses camarades derrière les barreaux de leurs cellules, après que le Président de la République eut, le 25 juillet, refusé la grâce.

Après le 25 juillet, de terribles attentats ont décimé la population française d'Algérie ; et ils ont redoublé depuis samedi.

Aux multiples démarches demandant à l'Elysée que l'on sursoie à l'exécution de Laklifi, le général de Gaulle a répondu lui-même par un communiqué déclarant : « *La sentence a été prononcée et exécutée conformément à la procédure qui a donné à la partie intéressée toutes les possibilités offertes par la Loi en matière de défense et également d'appel.* »

Nous voulons croire que le général de Gaulle ne savait pas ce qu'il disait en formulant une pareille énormité. Car voici, sans commentaire, les faits :

Laklifi à qui a été imputée « *la participation à une organisation formée dans le but de préparer ou de commettre des crimes contre les personnes et les propriétés, et de soustraire à l'autorité de la France une partie des territoires sur lesquels cette activité s'exerce* » — c'est-à-dire simplement son appartenance au F.L.N. ; Laklifi a d'abord été retenu par la police pendant cinq jours après son arrestation, en contradiction avec la loi. Il a été traité de telle manière, pour passer aux aveux, que le médecin légiste officiel devait consigner dans un rapport très prudent que « *l'on constatait, 45 jours après, sur son corps, des lésions qui ressemblent à des cicatrices de brûlures et qui peuvent parfaitement avoir été provoquées par le passage de courant électrique* ». On lui refusa ensuite l'assistance de son avocat, Me Ben Abdallah. Le tribunal militaire commit un avocat d'office, Me Desnuelle, qui refusa de plaider. Laklifi et ses camarades furent, le jour du procès, expulsés de l'audience qui se déroula donc en leur absence, et sans plaidoirie. Le verdict fut la condamnation à mort. Le 25 juillet, le Président de la République, pour statuer sur le recours en grâce, refusa de recevoir l'avocat de Laklifi et fit venir à sa place Me Desnuelle. Il prononça deux phrases. Au début de l'entretien : « *Je vous écoute.* » A la fin de l'entretien : « *Je vous ai entendu.* » Il ne posa aucune question, et refusa la grâce. Laklifi fut alors guillotiné à Montluc.

Dans la journée de samedi, la nouvelle fut connue dans tous les maquis d'Algérie, et Laklifi devint un nouveau martyr. Dimanche après-midi, treize personnes innocentes étaient assassinées sur la plage de Chenoua.

En juillet 1957, Germaine Tillion consignait : « *J'avais compris qu'en cas d'exécutions capitales la pression de l'opinion musulmane est si forte sur ses cadres clandestins que ceux-ci sont obligés (pour manifester leur présence et leur communauté de sentiment avec la masse du peuple) de marquer par un acte leur réaction* ».

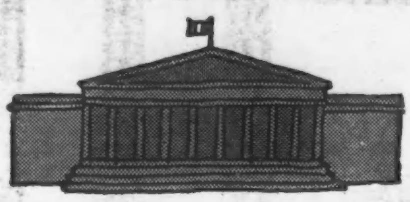
Voici donc que le même cycle odieux recommence. La guerre repart, une nouvelle fois, pour une durée indéterminée.

Pourquoi, en 1957, le gouvernement Bourgès-Maunoury lâcha-t-il le fil ténu qui pouvait conduire à la paix ? Par faiblesse, par timidité, par impuissance. Pourquoi le gouvernement de Gaulle, en 1960, vient-il de se conduire de la même manière ? Ce gouvernement, en principe, est tout-puissant, il n'est pas faible, ni intimidé. Mais c'est la technique gaulliste qui explique ce comportement. Il s'agit de tromper tout le monde : on rassure l'Armée, puis on engage une négociation avec le F.L.N. ; mais on vide alors cette négociation de son contenu et on frappe durement le F.L.N. pour l'amener à capituler ; on prépare le découpage de l'Algérie en même temps qu'on annonce l'association ; on promet la paix aux populations de Normandie, et on relance la guerre. Il s'agit de séduire, puis de faire peur, de séduire encore, d'écraser, et au bout du compte de « rouler » tous les interlocuteurs. Dans cette opération, qui dure depuis deux ans, l'invitation de Boumendjel à Melun et l'exécution de son ami Laklifi à Montluc sont les faces d'une même politique. Ce que Bourgès-Maunoury faisait avec médiocrité, on l'accomplit aujourd'hui avec apparat et emphase. Le résultat est le même. C'est du machiavélisme de sous-préfecture. Et le carnage continue.

Avec la loi sur la presse que le régime prépare pour la rentrée de septembre, nous n'aurons peut-être plus beaucoup de temps pour parler ici. Mais le silence de l'ordre ne changera pas le destin du pouvoir. Comme l'été 57 a préparé le coup d'Etat du 13 Mai ; l'été 60, qui vient de révéler l'incapacité du nouveau régime et son enlisement dans la guerre, sera suivi d'un bouleversement de même ampleur. Nos consuls se souviendront amèrement, et peut-être avant un an, de ce qu'ils viennent d'accomplir, dans l'indifférence générale.

J.-J. S.-S.

QUE FAIRE DU



PALAIS-BOURBON ?

Voici deux ans qu'est morte la démocratie de papa...

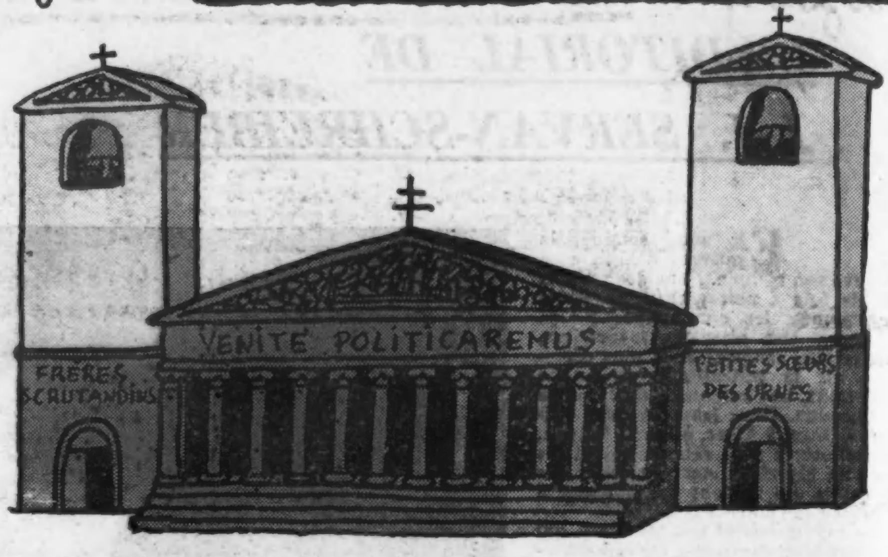
Depuis qu'ont été réglés le sort de ses représentants et la destination des urnes, un délai raisonnable s'est écoulé.

L'heure serait venue de livrer au mépris de fer-de-pioche des démolisseurs, ce Palais-Bourbon qui incarne l'illégitimité depuis près de deux siècles.

Promouvoir une esthétique dure et pure, y intégrer nos vieilles pierres, telle est la tâche qu'assume aujourd'hui le dessinateur que vous savez.

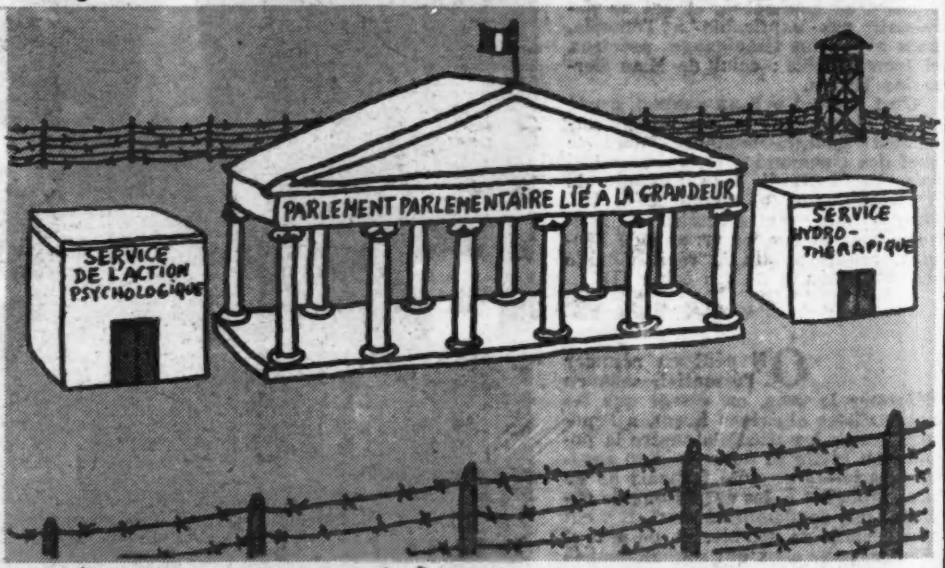
L'architecture fera le reste.

Projet 1 : CATHÉDRALISATION



LE MONUMENT, PARACHEVÉ GRÂCE À UNE "LOI D'AIDE AU PARLEMENT PRIVÉ", DEVIENT LE SIÈGE D'UNE ASSEMBLÉE CONVENTIONNÉE (SONNETTE DE NUIT POUR LES AMENDEMENTS).

Projet 2 : DJEBELISATION

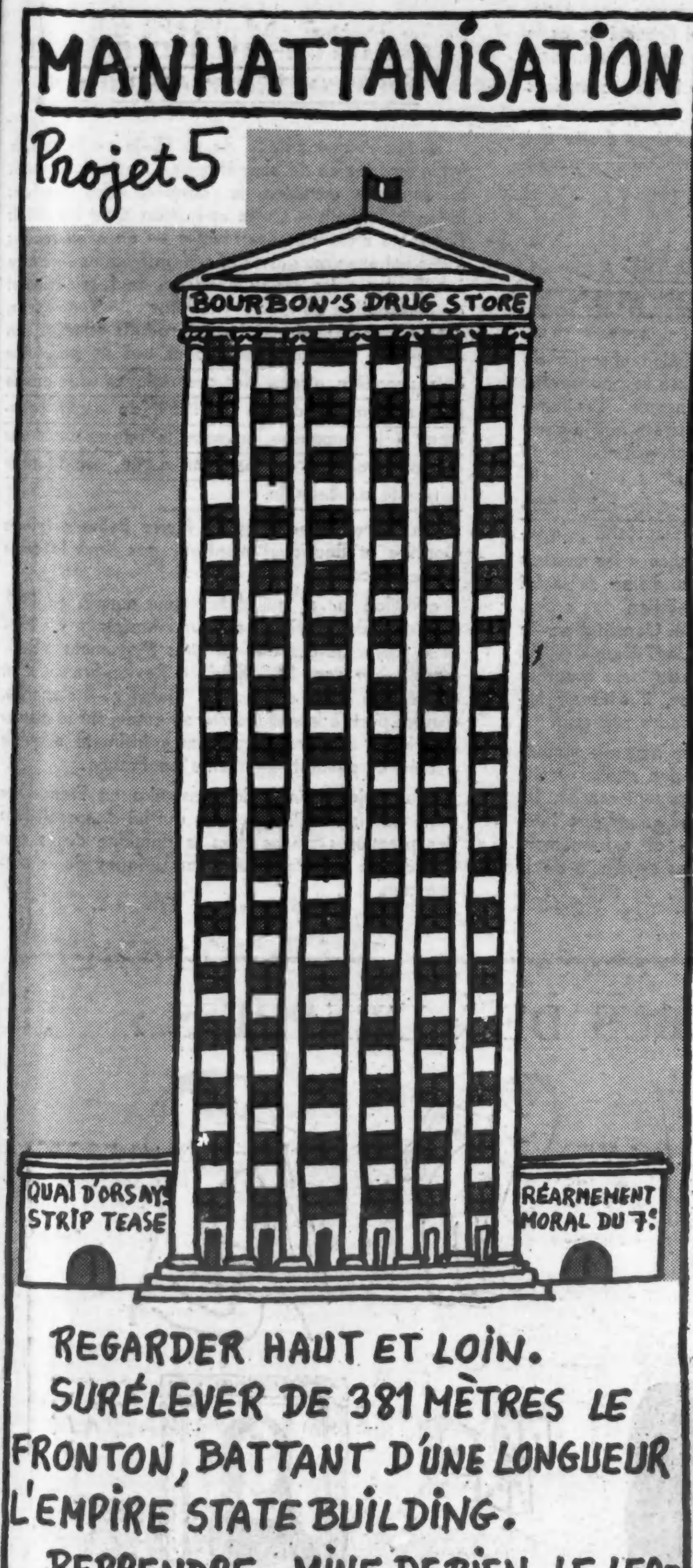


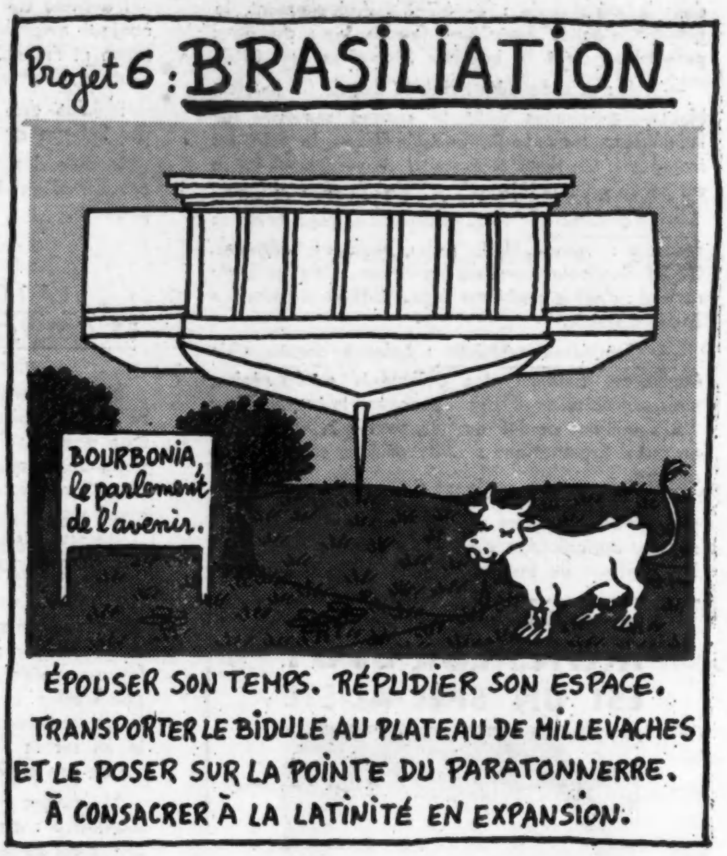
AMÉNAGEMENT DU PÉRISTYLE EN COLONNES PAR DEUX, ENCADRANT UN CENTRE DE TRI ET DE REGROUPEMENT POUR INTERPELLATEURS VALABLES.

Projet 3 : PALAISDECHAILLOTISATION

HARDIMENT OUVERT AU GRAND VENT DE L'HISTOIRE, L'ÉDIFICE EST TRAVERSÉ PAR LA RUE DE BOURGOGNE, PROLONGÉE DE PART ET D'AUTRE VERS DUNKERQUE ET TAMANRASSET.

Projet 4 : FANTÔMAVENDRISATION
OPÉRATION "PIERRES-NON-PRÉCIEUSES"
DÉMONTAGE DU TOUTIME ET EXPÉDITION EN AMÉRIQUE CENTRALE, DANS LE CADRE DE L'AIDE AUX AUTOCRATIES SOUS-DÉVELOPPÉES.


MANHATTANISATION
Projet 5
BOURBON'S DRUG STORE
QUAI D'ORSAY STRIP TEASE
RÉARMEMENT MORAL DU 7e
REGARDER HAUT ET LOIN.
SURÉLEVER DE 381 MÈTRES LE FRONTON, BATTANT D'UNE LONGUEUR L'EMPIRE STATE BUILDING.
REPRENDRE _ MINE DE RIEN _ LE LEADERSHIP DE LA CIVILISATION ATLANTIQUE.


Projet 6 : BRASILIATION
BOURBONIA, le parlement de l'avenir.
ÉPOUSER SON TEMPS. RÉPUDIER SON ESPACE.
TRANSPORTER LE BIDULE AU PLATEAU DE MILLEVACHES ET LE POSER SUR LA POINTE DU PARATONNERRE.
À CONSACRER À LA LATINITÉ EN EXPANSION.

Projet 7 : ACROPOLISATION
"Il était une fois une vieille démocratie..."
ORGANISER LA PROCHAINE EXPLOSION ATOMIQUE SOUTERRAINE DANS LES CAVES DU PALAIS...
SUR LES RESTES, CÉLÉBRER CHAQUE 13 MAI, UN SPECTACLE "SON, PRIÈRE ET LUMIÈRE".

CORRESPONDANCES EXPRESS

POUVOIR D'ACHAT : 4 % DE MOINS PAR RAPPORT A 1957

● Au moment où les vacances marquent un ralentissement de l'activité économique, voici comment se présente la conjoncture :

— Production industrielle (sans le bâtiment) : hausse de 10 % pour la période janvier-juin 1960 par rapport à la même période de 1959, laquelle était en recul par rapport à 1958. En 1957, l'expansion avait été de 8 à 10 %. Objectif — qui peut être atteint — pour 1960 : + 7 à 8 %.

— Investissements : + 10 % par rapport à 1959 dans l'industrie privée. (Volume identique à celui de 1958, compte tenu des hausses de prix.)

— Activité des entreprises : 69 % des entreprises n'utilisent pas leur pleine capacité de production, 12 % sont gênées par le manque de main-d'œuvre.

— Salaires : + 1,5 % pour chacun des deux premiers trimestres. De décembre 1958 à avril 1960, hausse du coût de la vie de 5,9 %. Salaire horaire dans la métallurgie : + 6,7 %. Actuellement, le pouvoir d'achat (pour une famille type de deux enfants) est de 4 % inférieur à celui de juin 1957.

— Prix : prix de détail stables depuis fin janvier. Hausses annoncées pour le second semestre sur l'aluminium, les produits métallurgiques, le pain, les transports. Un léger relèvement du salaire minimum est prévu pour octobre.

— Agriculture : forte production dans tous les secteurs : viande, lait, fruits, légumes, céréales. Chute des cours, parfois au-dessous du prix de revient : c'est le problème le plus difficile à résoudre à court terme.

— Commerce extérieur : balance commerciale équilibrée, balance des paiements excédentaire, mais rétrécissement des échanges. Importations : 1.875 millions de NF en juin contre 2.149 millions en mars. Exportations : 1.951 millions contre 2.086 millions.

Raisons de ce tassement : augmentation de la production pétrolière de la zone franc, forte production agricole due aux bonnes récoltes, baisse des importations de textiles et de produits non ferreux due à la stagnation de certaines branches de l'économie, baisse des exportations de produits sidérurgiques (qui avaient été favorisées par les grèves américaines) et d'automobiles.

— Devises : réserves d'or et de devises : 2 milliards de dollars, soit 4 mois d'importations. Etant donné la dette extérieure, il en faudrait 3 milliards pour mettre la France à l'abri d'une crise des moyens de paiement.

MONSIEUR BLOT EST UN SPÉCIALISTE

Sa grande compétence est à votre entière disposition. Sans aucun engagement de votre part, consultez-le pour tous vos problèmes de meubles à fabriquer sur mesures.

Monsieur BLOT est responsable des différents contrôles de qualité avant livraison Aux GALERIES BARBÈS, 55, bd Barbès, Paris. Tél. ORN. 55-55.

Ouverts en Août ainsi que tous nos magasins de Province et d'Afrique du Nord.

Catalogue gratuit sur simple demande. Joindre 4 timbres à 0,25 NF pour frais d'envoi. P. 943

PROFITEZ DES PRIX D'ETE !

NOUVEL OBJECTIF DE M. P. JOLY : LE KATANGA

● Le journaliste Pierre Joly, le théoricien belge de la « contre-révolution » (c'est le titre de son principal ouvrage), qui avait assuré de nombreuses liaisons entre les activistes de France et d'Algérie au moment du 13 Mai, a repris ses voyages.

Il rentrait ces jours derniers d'un séjour au Katanga, et ne cachait pas, à ses amis de Liège, son intention d'y repartir très prochainement.

L'activité de Pierre Joly, qui fut également en contact, avant le 24 Janvier, avec le groupe « Assistance et Protection » de M. Féral (inculpé après la chute des barricades d'Alger), est à rapprocher de :

1° celle des milieux militaires belges exaspérés par l'affaire du Congo ;

2° celle des milieux belges d'extrême droite qui ont diffusé des tracts signés d'un « Comité de salut public ».

LA LOI SUR LA PRESSE : LE GOUVERNEMENT S'IMPATIENTE

● Les travaux de la commission chargée de réformer la loi de 1881 sur la presse se poursuivent trop lentement au gré du gouvernement. Les fonctionnaires, les juristes et les magistrats qui le composent se posent actuellement un certain nombre de questions :

1) Cette réforme peut-elle être prise par ordonnance ? Le Parlement a seulement autorisé le gouvernement à prendre par ordonnance « les mesures comprises normalement dans le domaine de la loi et nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre, la sauvegarde de l'Etat et de la Constitution, la pacification et l'administration de l'Algérie ». Si le gouvernement invoquait ce texte pour modifier la loi sur la liberté de la presse, il situerait lui-même son ordonnance dans un cadre répressif.

2) Chaque fois qu'est prise une nouvelle mesure législative concernant une profession quelle qu'elle soit, il est de règle que le gouvernement consulte les syndicats et les associations professionnelles intéressés. Il serait exceptionnel — et extrêmement grave — qu'il ne consulte pas les syndicats de la presse, employeurs et journalistes, au sujet de la réforme de la loi sur la presse. Or, il ne l'a pas fait jusqu'ici.

3) Le projet de réforme prévoit une extension des mesures pour réprimer les atteintes au moral de l'Armée. La question se pose de savoir si toute information sur l'orientation politique des chefs militaires, l'état d'esprit du corps des officiers, l'efficacité des opérations militaires, pourra être assimilée, si le gouvernement le juge bon, à une « atteinte au moral de l'Armée ». C'est un secteur essentiel de l'information qui serait menacé par les dispositions de la loi nouvelle.

4) La réforme prévoit une répression accrue des « fausses nouvelles ». Il s'agirait de définir ce que sera, dans la nouvelle législation, une « fausse nouvelle ». Seraient ainsi qualifiées les informations inexactes données même par imprudence.

Si d'autres dispositions du projet de réforme sont plus défendables (droit de réponse à la radio, réglementation des saisies) encore qu'on ignore leur orientation, elles ne compensent pas, et de loin, la menace sérieuse pour la liberté de la presse que constitue la « réforme » projetée.

LES PARFUMS BALMAIN PASSENT SOUS CONTROLE AMERICAIN

● Par l'intermédiaire de sa filiale en France, la firme américaine de cosmétiques « Revlon » a acquis la semaine dernière le contrôle des parfums « Pierre Balmain ». Cette opération, dont les détails financiers n'ont pas été révélés — on a eu recours à des actionnaires suisses et sud-américains — donne à « Revlon » les droits mondiaux de fabrication et de distribution de « Jolie Madame », « Vent Vert », « Monsieur Balmain » et des produits annexes sous le nom de Balmain. Elle a pour but de permettre à la première affaire de cosmétiques du monde (125 millions de dollars en 1959) de partir également à la conquête du marché international des grands produits de parfumerie en exploitant la notoriété de Balmain.

Les autres entreprises de Pierre Balmain (Haute Couture et Boutique) n'entrent pas dans le cadre de cet accord.

« Revlon Inc. », qui s'était déjà assuré, en 1959, les droits de distribution pour l'Amérique du Nord et le Royaume-Uni des parfums à essences « Revillon » — et dont la S.A.R.L. « Revlon-France » est devenue la filiale depuis le 1er janvier — s'apprête, d'autre part, à introduire cet automne, sur le marché américain, son propre parfum « Intimate » qu'elle a créé et produit elle-même en France.

Elle projette enfin de construire en France une usine de vingt mille hectares qui lui donnerait l'une des premières places dans le domaine des « eaux de toilette » et produits cosmétiques du Marché commun.

JEU

LE RÉBUS DE « L'EXPRESS »

(Solution page 2)

EUROPE

D'un château à l'autre

● *Qu'est-ce que de Gaulle et Adenauer se sont dit en privé à Rambouillet ? P.-M. de La Gorce en a appris l'essentiel. Voici le nouvel accord franco-allemand.*

Le général de Gaulle aime faire de Rambouillet le cadre de ses conversations « au sommet ». L'année dernière, le Président Eisenhower, cette année M. Macmillan et M. Krouchtchev ont franchi les grilles du château pour avoir avec le Chef de l'Etat leurs entretiens essentiels. Le chancelier Adenauer vient de leur succéder. L'entrevue a eu lieu dans les conditions les plus caractéristiques de la diplomatie du régime actuel : à l'abri de toute indiscrétion, sans contact même avec leurs gouvernements respectifs, isolés des rumeurs de leurs capitales, le général de Gaulle et le chancelier Adenauer ont traité les affaires de l'Europe — et du monde — presque en tête à tête, dans le secret de leur diplomatie personnelle.

Tant de discrétion autorisait toutes les spéculations et les journaux ont titré, dès avant la rencontre : « Une étape décisive vers l'Europe », « De Gaulle et Adenauer veulent faire l'Europe nouvelle », « Politique commune pour l'Europe ».

Pourtant cette rencontre n'était pas le résultat d'une initiative française destinée à la « relance » décisive de la politique européenne. L'origine en est plus compliquée et éclaire mieux le climat diplomatique actuel.

Dès après l'échec de la Conférence au Sommet, le chancelier Adenauer avait fait savoir qu'il désirait rencontrer le général de Gaulle. A Paris, on hésitait encore à croire définitif l'échec de la politique de détente et il fut d'abord question d'un voyage à Bonn de M. Debré.

Mais les Allemands, qui conservent quelques préventions à l'égard du Premier ministre français, peu « européen », répondirent en proposant que le chancelier Adenauer se rendît lui-même à Paris. Lorsqu'il fallut fixer une date, le général de Gaulle fit savoir que la rencontre devait avoir lieu avant le 1er août, à partir duquel il comptait prendre ses vacances. Les fêtes de l'indépendance malgache obligeaient M. Debré à s'absenter à la fin de la semaine dernière, mais cet « inconvénient » ne pouvait arrêter ni le général de Gaulle ni M. Adenauer. Ce week-end leur convenait : il n'y avait plus lieu d'attendre.

(A.P.)

LE CHANCELIER ADENAUER A SON ARRIVÉE A RAMBOUILLET.
La seule affaire sérieuse.

Deux « sauveurs »

Le temps est loin où le chancelier voyait surtout en de Gaulle un nationaliste intransigeant, « tombeur » de la C.E.D., ennemi de l'Europe des Six et disposé au rapprochement avec l'Union Soviétique. M. Adenauer a révisé ce point de vue dès sa première entrevue avec le général de Gaulle au mois de septembre 1958.

A Colombey-les-Deux-Eglises, les deux hommes se retrouvèrent dans la propriété du général comme deux châtelains se rendant visite l'un à l'autre. Ils découvrirent qu'ils avaient beaucoup en commun : un certain pessimisme historique, la conviction d'être les sauveurs de leur peuple, le désir de laisser à leur gouvernement le soin d'administrer sagement les finances du pays, afin qu'eux-mêmes puissent se consacrer aux grandes tâches de la politique mondiale, seul sujet véritablement digne d'intérêt...

Ils jugèrent l'un et l'autre que la réconciliation définitive de leurs deux « vieux pays » était une tâche historique à leur mesure et que le salut de la « vieille Europe », face aux géants nouveaux, était leur souci commun. De Colombey à Bad-Kreuznach et à Rambouillet, de château en château, les deux hommes d'Etat poursuivent désormais un dialogue historique.

A Rambouillet, pas plus qu'avant, ils n'ont étudié de dossiers, discuté d'accords détaillés. Ils n'ont parlé que des grands problèmes du moment. De la faillite de la Conférence au Sommet à la crise du Congo, toute la diplomatie occidentale leur a paru en plein désarroi.

Le général de Gaulle fit savoir à l'ambassadeur de Belgique, puis à celui des Etats-Unis, que l'attitude des pays occidentaux dans l'affaire congolaise avait révélé publiquement une absence totale de coordination : or, les Etats-Unis et la Belgique sont directement alliés au sein du Pacte Atlantique. Dans toutes les crises internationales, les gouvernements occidentaux réagissent en pleine improvisation, les Etats-Unis agissant en fonction d'une stratégie mondiale qu'ils ont choisie à peu près seuls et qui ne tient pas forcément compte des intérêts de leurs alliés.

Sauf en Afrique

Le chancelier Adenauer, qui a approuvé cette sombre vision de la crise occidentale, a une raison supplémentaire de s'inquiéter de l'immense désordre qui semble régner dans la diplomatie atlantique, et il l'a dit à son interlocuteur : l'Allemagne, et plus précisément Berlin, pourrait être le prochain point d'application des coups de boutoir de la diplomatie soviétique.

Les deux interlocuteurs de Rambouillet sont tombés d'accord : tant que la perspective des élections présidentielles paralysera la diplomatie américaine, la politique occidentale manquera toujours de cohésion et l'Europe ne pourra compter absolument sur les Etats-Unis.

« *N'est-il pas enfin prouvé,* a dit le général de Gaulle, *que l'Occident a besoin d'une stratégie globale qui s'applique à l'ensemble du monde et non plus seulement aux secteurs prévus par le Pacte Atlantique ? N'est-il pas évident que cette stratégie ne doit pas être mise au point par les seuls Américains, mais que les principales puissances occidentales doivent la définir en commun ? Bien entendu, la France, dans ce rôle, veillerait à défendre les intérêts de tous ses voisins européens...* »

Le chancelier Adenauer a approuvé. Mais il a tout de suite précisé qu'il y avait au moins un secteur du monde où l'harmonisation des politiques occidentales lui paraissait bien difficile : l'Afrique. Là, les Allemands partagent l'opinion des Américains. A aucun prix, en aucun cas, ils ne veulent apparaître liés à ce qui subsiste du « colonialisme européen ». Ils refuseront de laisser identifier leur politique africaine à celle de la France tant que la guerre d'Algérie se poursuivra. Le chancelier Adenauer ne l'a pas caché au général de Gaulle : ce n'est certes pas en Afrique que l'Allemagne est prête à une politique commune à celle de la France.

Restait l'Europe. Le secret des entretiens de Rambouillet n'a pas empêché les ambassades occidentales à Paris d'annoncer à leurs gouvernements la décision prise par les deux chefs d'Etat. Elle peut se résumer ainsi : dans les semaines à venir, des sondages seront faits dans les différentes capitales européennes en vue de l'organisation de réunions — qui pourraient être périodiques — entre chefs de gouvernement ; elles seraient préparées par un « secrétariat politique » qui ne serait pas nécessairement permanent; elles auraient pour but de coordonner la politique des Etats européens au sein du camp occidental.

Ces propositions ne paraissent vagues qu'à ceux qui n'ont pas l'habitude des subtilités de la politique « européenne ». Un mot a fait dresser l'oreille à tous les journalistes qui assistaient à la conférence de presse donnée après l'entrevue de Rambouillet par M. Baraduc, porte-parole du Quai d'Orsay : celui de « coordination ».

D'autres raisons

Depuis des mois, une sourde bataille se livrait dans les six capitales de la « Petite Europe », dont l'enjeu était l'avenir de l'organisation politique de l'Europe. Pour les uns, il s'agissait de fusionner les trois Communautés européennes existantes : Marché Commun, Pool Charbon-Acier, Euratom, leur exécutif commun devenant de ce fait une autorité supranationale. L'Assemblée commune devant laquelle cet exécutif serait responsable pourrait même, dans l'avenir, être élue au suffrage universel. Ainsi serait constituée l'armature d'une Europe politiquement unifiée. En gros, c'était la voie de « l'intégration », que souhaitent le chancelier allemand et M. Jean Monnet.

Ni le général de Gaulle ni M. Debré n'en veulent. Cela est si connu, et depuis si longtemps, que les spécialistes de la construction européenne ont envisagé, par opposition aux partisans de l'intégration, une autre voie possible. Celle-ci passerait par la constitution d'organismes politiques communs au sein desquels serait « *coordonnée* » l'action des différents gouvernements. Point capital : ces institutions ne seraient pas « supranationales ». Les décisions y seraient prises par accord entre les représentants des différents gouvernements. Ainsi, l'intégration serait écartée ; c'est une « *Confédération européenne* » qui prendrait forme.

Le mot « coordination » signifie-t-il que la France et l'Allemagne ont définitivement fait leur choix et que la Confédération l'a emporté sur l'intégration ? C'est ce qu'on affirme dans l'entourage de M. Debré. Mais si le chancelier Adenauer semble s'être provisoirement rallié, sur ce point capital, à la position du général de Gaulle, c'est pour des raisons qui ne sont pas exactement celles des Français.

Il doit tenir compte, en effet, des inquiétudes de certains milieux économiques allemands, représentés par l'illustre et très populaire ministre de l'Economie, M. Ehrard, qui craignent les servitudes du Marché Commun et ne veulent pas que la politique allemande soit sans cesse hypothéquée par les impératifs de l'Europe des Six.

→

SECONDE SESSION 1960
PROPEDEUTIQUE-LETTRES
PROPEDEUTIQUE-SCIENCES (M.G.P., M.P.C., S.P.C.N., P.C.B.)
Examen d'Entrée à l'INSTITUT des SCIENCES POLITIQUES
★
Préparation sur place
Cinq semaines de travail intensif
du 29 Août au 1er Octobre
★
COURS FIDÈS
6, avenue Van-Dyck - PARIS - 8e
WAGram 28-33 et CARnot 22-05
Inscription par correspondance
ou au Cours FIDES tous les jours de 16 h. à 18 h.

→

M. Ehrard plaide depuis longtemps pour un accord entre les Six et les Sept, entre le Marché Commun et la zone de libre-échange (Angleterre).

A Rambouillet, le chancelier devait donc se prononcer pour une formule qui soit, en principe, acceptable pour l'Angleterre. C'est sans doute pourquoi il s'est rallié à la solution prudente du général de Gaulle, qui rencontre indirectement les vœux de M. Ehrard.

Mais les milieux « européens » — ceux qui sont en réalité pour l'intégration — n'ont pas désarmé. Ils sont convaincus que l'Angleterre est décidée à se tenir à l'écart de l'Europe et que la bataille reprendra dès que les gouvernements allemand et français se retrouveront enfermés dans le cadre des Six.

On sait déjà sur quel terrain elle se livrera. A l'idée d'un secrétariat politique permanent s'ajouterait celle d'une Assemblée politique européenne élue au suffrage universel. Certains « Européens » ont déjà mis au point leur tactique : accorder au général de Gaulle que les institutions politiques siègent à Paris ; obtenir de lui, en échange, qu'il fixe une date pour l'élection de cette Assemblée. Une fois élue, celle-ci, forte du crédit que lui donnerait le suffrage universel, pourrait faire peu à peu ce qu'elle voudrait sans trop se soucier des cadres qu'on essaierait de lui imposer...

Une idée « chimérique »

« *Ce qui a prévalu à Rambouillet,* dit un des collaborateurs du général de Gaulle, *c'est l'empirisme du chef de l'Etat. Il a avancé quelques «pions» sur l'échiquier international. Il a fait tout doucement avancer son idée d'une confédération européenne. Peu importe qu'elle n'aboutisse pas tout de suite ou qu'elle ne séduise pas tous les gouvernements; elle a fait quelque progrès et cela suffit pour l'instant. De même, l'idée que les pays européens ont des intérêts propres, qu'il faut définir et défendre en commun, a fait plus de chemin en quelques jours que pendant les deux ans qui se sont écoulés depuis le retour du général de Gaulle au pouvoir...* »

Pourtant, si l'on a pu se faire, à l'Elysée, quelques illusions sur l'adhésion allemande à une politique européenne « indépendante » dont les Etats-Unis comme l'Union Soviétique devraient tenir compte, les journaux d'outre-Rhin se sont déjà chargés de les dissiper. Conservateurs, indépendants ou officieux, les éditorialistes allemands ont qualifié de « chimérique », « nébuleuse », « invraisemblable » l'idée d'une « troisième force européenne ». Sur ce point, la presse reflétait exactement l'état d'esprit du gouvernement. Bonn n'a jamais accepté l'idée que la politique allemande puisse se séparer, si peu que ce soit, de la politique américaine.

Tout rapprochement entre la France et l'Allemagne de l'Ouest implique donc, du côté français, un plus grand souci de la solidarité atlantique.

Ce n'est pas par hasard que le gouvernement soviétique a violemment attaqué, dans un communiqué de l'agence Tass, le dernier exposé de politique étrangère de M. Michel Debré ; que M. Krouchtchev est intervenu pour demander la grâce de Laklifi et que la « Pravda » a adopté un ton nouveau pour parler de l'Algérie.

Le bilan de la nouvelle rencontre des deux seigneurs européens est finalement clair, derrière les communiqués cryptiques : le chancelier se rapproche de la conception « souple » (confédérale) du Général en matière de construction de l'Europe ; le Général, en échange, abandonne ses velléités de troisième force pour s'aligner sur l'atlantisme plus étroit du chancelier.

P.-M. DE LA GORCE.

ENQUÊTE

Au four et au moulin

● ***Le prix du pain vient d'être augmenté. Cette hausse est expliquée officiellement par celle du prix du blé. La vérité est plus complexe. Ce qui se passe du moulin du meunier au four du boulanger est plein d'enseignements. Michel Bosquet a mené l'enquête.***

Le tour est joué : depuis lundi dernier, le pain coûte 3 à 5 francs de plus dans les boulangeries. Cette hausse a été « vendue » au consommateur sous un prétexte somme toute acceptable : le prix du quintal de blé a été relevé de 200 francs.

A y regarder de plus près, cependant, la hausse du prix du pain paraît sans commune mesure avec la hausse du quintal de blé. Trois francs de plus par baguette, cela correspondrait à 1.140 francs de plus par quintal de farine (car le boulanger moyen tire 380 baguettes d'un sac de farine) ; 5 francs de plus par pain de 500 g. laisserait supposer une hausse de 1.150 francs par quintal de farine.

Or, le quintal de farine, qui coûtait 6.395 francs depuis l'été dernier, ne devrait pas augmenter de plus de 340 francs. Il pourrait même, dans certains cas, ne pas augmenter du tout, si la « libre concurrence » que le gouvernement réintroduit dans la meunerie vient à jouer.

Pourquoi alors une nouvelle et si substantielle augmentation du prix du pain ? La réponse des boulangers à cette question est simple et acceptable, elle aussi : il s'agit d'augmenter les ouvriers boulangers. Ceux-ci, travaillant la nuit, dans des conditions sanitaires particulièrement dures, n'ont pas été augmentés depuis deux ans. Plus exactement, leur salaire horaire de base est actuellement à 155 francs 71, alors que le S.M.I.G. est supérieur à 160 francs. Pour gagner un salaire normal, les ouvriers boulangers travaillent 60, voire 70 heures par semaine. Leurs employeurs affirment ne pas pouvoir les payer mieux sans augmenter le prix du pain. Qu'en est-il au juste ?

Le septième meunier

J'ai posé la question, avant les hausses actuelles, à un boulanger savoyard qui avait travaillé pendant trente ans à Paris avant de s'installer, récemment, en province. J'étais allé le voir parce que ce boulanger, du nom de Lenormand, était l'un des très rares à vendre le pain 6 francs moins cher au kilo que le prix officiel.

Grand, âgé de 50 ans environ, les sourcils et les lunettes encore saupoudrés de farine, M. Lenormand m'a reçu dans une pièce tapissée de livres, derrière un bureau dont les tiroirs contenaient une comptabilité détaillée, tenue à son propre usage. La localité où il venait de s'installer comptait environ 30.000 habitants et 41 boulangeries (soit une pour 190 familles, ce qui correspond à la moyenne française). Après avoir acheté son fonds 10 millions, M. Lenormand avait constaté qu'il avoisinait avec un dépôt de pain qui se fournissait auprès d'un autre boulanger à un prix inférieur de 6 francs au prix courant, par flûte de 700 grammes. Pour soutenir cette concurrence, M. Lenormand avait décidé de vendre au public au même prix que le boulanger rival consentait au dépôt de pain. Boycotté successivement par six meuniers, M. Lenormand avait fini par en trouver un septième qui voulût bien lui livrer sa farine.

Il était donc possible de faire 10 à 15 % de rabais sur le prix du pain sans faire faillite ? M. Lenormand me l'a démontré, chiffres en main.

Sa « marge brute de panification » s'élevait normalement à 4.400 francs par quintal de farine. Autrement dit, la vente des divers pains tirés d'un quintal laissait 4.460 francs de plus que le prix d'achat de la farine. M. Lenormand avait eu le choix entre deux formules : panifier environ quarante quintaux de farine par mois en vendant le pain au même prix que les autres boulangers. Le pain, dans ce cas, lui rapporterait 176.000 francs par mois. Or, les frais fixes de la boulangerie (y compris les impôts, la nourriture de la famille et les amortissements, calculés sur quatorze ans) représentaient 120.000 francs par mois.

Des usines à pain

C'est pourquoi M. Lenormand opta pour la seconde formule : réduire sa marge brute à 3.400 francs par quintal, mais vendre l'équivalent de cent quintaux par mois, en gagnant plus de 200.000 francs net sur le pain, au lieu de 56.000 avec la première formule.

« *Que vous fassiez quarante quintaux ou cent,* dit-il, *le travail est sensiblement le même. J'aime mon métier, je gagne largement ma vie et celle de ma famille, je ne me plains de rien. L'ennui, c'est qu'il y a trop de boulangeries en France. Il faudrait en supprimer un tiers. J'en connais dix, dans cette localité, qui font entre dix-huit et vingt-cinq quintaux par mois. Si ça continue, d'ici dix ans, nous aurons des usines à pain et nous ne l'aurons pas volé.* »

En effet, la consommation de pain est tombée de 220 kilos par an par habitant en 1914 à 100 kilos actuellement. Mais pendant que la consommation diminuait ainsi de 55 %, le nombre des boulangeries augmentait de 40.000 en 1914 à environ 50.000 actuellement. Conséquence : les boulangeries françaises travaillent en moyenne à 59 % de leur capacité ; les marges de panification sont calculées en considération des quelque 18.000 boulangeries excédentaires qui ne panifient que vingt à trente quintaux par mois, et le souci de « laisser vivre les petits » rapporte des profits très substantiels aux « gros ». La suppression des boulangeries non viables permettrait d'abaisser de 15 % le prix du pain.

Telle était du reste la conclusion du « comité Rueff » (1), qui préconisait la mise en concurrence des boulangers par libération du prix du pain. Dans le même temps, cependant, le gouvernement autorisait les boulangers à relever leur marge de panification, pour la troisième fois depuis décembre 1958. Cette marge (brute) dépasse actuellement 5.000 francs par quintal. La vente de pâtisserie, biscottes, café, chocolat, etc., venant ajouter au moins 20 % au bénéfice laissé par le pain, la vie des boulangeries marginales ne paraît pas encore menacée. Elle ne le serait que si M. Lenormand trouvait des milliers d'émules.

La « libre concurrence » provoquera-t-elle au moins la rationalisation de la meunerie ? Dans ce secteur également, en effet, le gouvernement, sur les conseils du « comité Rueff », a décidé de démanteler un dirigisme malthusien vieux de 25 ans. En 1935, en effet, la France avait déjà trois fois trop de moulins, et ceux-ci se concurrençaient sur le dos des paysans : pour battre la concurrence, ils pesaient sur le prix d'achat des récoltes, largement excédentaires, de blé. Pour stabiliser le prix du blé, le gouvernement Laval supprima la concurrence entre meuniers : chaque moulin se vit attribuer un « contingent professionnel » de blé à écraser, la marge de mouture était fixée en considération des moulins les plus vétustes, toute augmentation de la capacité d'écrasement interdite.

En vigueur jusqu'à maintenant, cette réglementation a maintenu en activité, par une véritable prime d'incapacité, des milliers de moulins archaïques, sans bénéficier aux moulins modernes. En effet, la France compte actuellement encore 6.580 moulins, alors que 2.000 suffiraient ; ces moulins tournent à 46 % de leur capacité, ce qui représente une pénalisation pour les moulins les plus modernes et les plus grands. La suppression des vieux moulins excédentaires permettrait d'abaisser de 30 % le prix de revient de la meunerie.

Un dirigisme privé

La libre concurrence entre moulins, que les dispositions actuelles du gouvernement tendent à réintroduire, aboutira-t-elle à ce résultat ? Les libéraux l'espèrent, d'autres sont sceptiques. Les petits moulins, disent ceux-ci, seront sans doute rapidement éliminés. Ce sera un progrès. Mais ensuite ? Deux possibilités : ou bien les grands moulins, maîtres du terrain, concluront des accords de cartel, se répartiront le marché et pratiqueront de concert (comme c'est le cas dans d'autres branches) les mêmes prix que les plus défavorisés d'entre eux. Les réformes actuelles, dans ce cas, resteraient sans conséquence sur les prix, un dirigisme privé se substituant au dirigisme semi-public.

L'autre possibilité, évoquée par le propre président de la Meunerie française (mais peut-être ne l'évoque-t-il que pour hâter la cartellisation de sa profession) c'est que chaque grand moulin, soucieux d'écraser le maximum de blé, aille chercher ses fournisseurs et ses clients aux quatre coins du territoire et, pour pouvoir soutenir la concurrence, arrache des remises sur le prix officiel aux livreurs.

La conséquence, selon l'Association de la Meunerie, serait une baisse des prix réellement obtenus par les producteurs, et, par suite du chassé-croisé incessant des marchandises à travers le territoire, une hausse générale du prix de la farine et du pain. Bref, le retour à la liberté, loin de rationaliser le circuit, le rendrait encore plus irrationnel. La preuve : à l'étranger, où la meunerie est « libre », le pain coûterait 20 à 50 % plus cher qu'en France.

Si ces craintes de la Meunerie se vérifiaient, le dernier mot, logiquement, reviendrait à l'Etat. A une époque où un cerveau électronique peut, en quelques heures, déterminer l'implantation et le périmètre d'activité optima de chaque moulin, il peut paraître absurde d'espérer la meilleure solution du « jeu de la libre concurrence ». Si celle-ci, comme l'assurent les meuniers, aboutit à une anarchie dont producteurs et consommateurs feraient les frais, l'Etat, avec ou sans nationalisation des moulins, aurait les moyens de rétablir l'ordre.

MICHEL BOSQUET.

(1) Comité d'experts qui, sous l'impulsion de M. Rueff, cherche à supprimer les « freins malthusiens » à l'expansion économique.

l'autodétermination
en 1860

NICE VOTE "FRANCE"
par Olivier Beniamino
LOUIS XIV EN AVIGNON
LE VOL DE L'AIGLE DU GOLFE JUAN A GRENOBLE
autant d'articles qui illustrent
NOTRE PROVENCE
dans le numéro d'AOUT, qui vient de paraître de
MIROIR DE L'HISTOIRE
Au même sommaire :
• Prince Youssoupoff : LA FIN DE RASPOUTINE
• LE GÉNÉRAL LULLIER, UN ÉTRANGE COMMUNARD
• Marcel Brion : LES TRÉSORS DE NUBIE
• Général Bourcart (C. R.) : UN RÉSEAU D'ESPIONNAGE SOVIÉTIQUE EN SUISSE
et dix autres articles des plus variés.
Nombreuses illustrations en noir et en couleurs.
En vente partout 1,50 NF.

(Charpentier.)

Le Centre médical de Honfleur (*).
Ni fonctionnarisation ni « forfait ».

MÉDECINE

Les solutions de l'avenir

● La médecine, telle qu'elle est organisée en France, ne peut plus continuer. Rosie Maurel termine son enquête cette semaine (1) en indiquant les voies nouvelles.

AU premier rang des facteurs qui font trembler sur ses bases la médecine traditionnelle et obligent à envisager, pour la médecine de demain, des solutions nouvelles, viennent l'évolution extrêmement rapide des techniques médicales, scientifiques et l'apparition des moyens de diagnostics et de traitements modernes (laboratoires, radios, agents physiques, équipement chirurgical, anesthésie, transfusions, et, tout récemment, l'utilisation de l'énergie atomique); la pharmacie industrialisée qui sort sans cesse de nouveaux remèdes et de nouvelles spécialités; les progrès foudroyants de la recherche médicale mondiale, qui rendent parfois périmée le lendemain la découverte de la veille ; le recours de plus en plus large à des spécialisations nouvelles : rééducateurs, psychologues, travailleurs sociaux, etc.

Si la médecine n'est plus techniquement aujourd'hui ce qu'elle était hier, elle ne l'est plus, non plus, sur le plan social. Avec l'avènement des lois sociales, tout le monde aujourd'hui se fait soigner, comme il est souhaitable. La consommation médicale s'est accrue de façon considérable au cours de ces dernières années. La médecine préventive a pris une importance qu'elle n'avait encore jamais connue.

Le libre choix intégral

Ces progrès, sur le plan médical et sur le plan social, ont évidemment des incidences sur le plan économique. L'accroissement du coût de la médecine découle tout aussi bien de l'utilisation de techniques perfectionnées (mais coûteuses) que de l'augmentation du nombre de gens à soigner. La médecine traditionnelle, avec libre choix intégral du médecin et paiement à l'acte, telle qu'elle est encore appliquée en France et en Belgique, peut-elle répondre à ces impératifs techniques et sociaux ? Difficilement, la crise actuelle le prouve.

Y a-t-il des solutions ? Bien sûr. D'autres formules existent à l'étranger. D'abord, la fonctionnarisation de la médecine : le médecin reçoit un traitement fixe. La Sécurité sociale distribue elle-même les soins médicaux aux assurés en utilisant son propre réseau médical et hospitalier. Dans ce système, le médecin est délivré du souci de la concurrence et de celui de gagner sa vie. Mais le libre choix du malade n'est pas respecté.

Il y a le système des « forfaits », tel qu'il se pratique, avec des modalités diverses, dans plusieurs pays d'Europe, et notamment en Grande-Bretagne. Dans la plupart des cas, le médecin perçoit une somme déterminée à l'avance pour chaque assuré, en retour de laquelle l'assuré a droit pendant toute une année à tous les soins médicaux que peut nécessiter son état. Là, le libre choix est partiellement respecté en ce sens que le malade peut choisir son médecin, mais il doit s'inscrire chez lui pour une année. La méthode a ses avantages et ses inconvénients.

L'expérience de Sablé

Notre propos, cependant, n'est pas d'examiner ce qui se fait à l'étranger pour résoudre les problèmes posés par la transformation radicale de l'exercice de la médecine (quoique avec l'avènement du Marché commun il y ait là un facteur dont on sera obligé de tenir compte), mais ce qui s'est fait en France. Et ce qui s'est fait de plus intéressant en France, c'est la médecine de groupe.

L'expérience de médecine de groupe la plus ancienne est celle de Sablé, dans la Sarthe. Dans cette petite ville de 6.500 habitants, calme et propre, cinq médecins travaillent de concert puis 1952 (trois depuis 1945), mettant en commun, non seulement leurs capacités, leurs connaissances et leur matériel, mais aussi leurs honoraires (qui sont partagés entre eux avec une égalité absolue) et tout le côté administratif de la médecine : chaque médecin a des fichiers identiques. Un seul comptable relève les livres. En regard, chacun garde sa clientèle et sa responsabilité devant ses malades. Le libre choix du consultant est absolu entre les cinq médecins de la petite ville. La médecine pratiquée à Sablé reste, selon l'expression du docteur Marçais, qui fut le pionnier de ce groupe pilote en s'associant, dès 1938, avec une confrère de la même ville, une médecine réellement humaine et libre.

Les résultats de cette expérience de Sablé sont remarquables.

Pour le malade d'abord, qui conserve sa liberté de choix tout en bénéficiant des avantages que les médecins retirent de l'association, notamment celui d'avoir un peu de temps libre pour mettre au point leurs connaissances, chacun dans le domaine qui lui tient le plus à cœur. En cas d'intervention chirurgicale, il retrouvera ses médecins, soit à la clinique chirurgicale créée par eux pour la petite chirurgie, soit à l'hôpital, dont quatre médecins du groupe sur cinq sont médecins titulaires. Le malade, enfin, ne peut que bénéficier de l'absence de concurrence, l'esprit de jalousie qui anime parfois les médecins d'une petite ville les uns contre les autres — et que le public se plait souvent à entretenir — ayant fait place à un esprit d'équipe et de coopération.

Pour les médecins, les avantages sont également considérables. L'association permet une meilleure organisation de la vie professionnelle. Les praticiens ont le loisir de se tenir au courant des derniers travaux de sciences sans cesse en mouvement ; ils ont la possibilité de donner de meilleurs soins en faisant appel à l'aide de leurs confrères pour les cas difficiles. Sur le plan familial, davantage de loisirs à consacrer à la famille (l'absence de loisirs prend souvent des proportions dramatiques dans des familles d'omnipraticiens travaillant isolément). Sécurité matérielle et morale dans bien des cas, car une véritable aide interfamiliale s'est instaurée entre les membres du groupe.

Une centaine de cabinets

L'expérience de Sablé est incontestablement une réussite. Les médecins sont parvenus, sans abandonner leur personnalité, à se plier à l'esprit de groupe. Ils sont ravis de la formule. Le public, après quelques réticences, comme devant toute tentative vraiment neuve, est « entièrement pour ».

Une question vient aussitôt à l'esprit : cette expérience peut-elle être renouvelée avec le même succès ?

Elle l'est déjà. Une centaine de cabinets de groupes fonctionnent en France ou sont en cours de formation. Certains possèdent même leur maison médicale commune (à Sablé, chaque médecin consulte encore à son domicile), comme le groupement de Loudéac, dans les Côtes-du-Nord, celui de Landivisiau, dans le Finistère, et celui de Honfleur, dans le Calvados, le dernier en date. Les modalités juridiques d'association sont variables — à Sablé, il s'agit d'une société civile — mais les résultats sont là, prouvant qu'il est parfaitement possible de faire de l'excellente médecine et une médecine individualiste qui respecte le libre choix des malades, dans le cadre d'un cabinet de médecine de groupe.

Il faut rapprocher de la médecine de groupe les médecines d'équipe, celles qui se font par l'association de divers spécialistes qui travaillent en commun dans des polycliniques, dont, selon des formules diverses, ils assument en commun le financement.

A Ivry

Il faut noter également l'expérience très intéressante qui est en voie de réalisation à Ivry (seize médecins sur vingt-quatre ont déjà donné leur accord) : il s'agit de créer une médecine d'équipe qui s'exercerait dans un centre sanitaire spécial, groupant tous les médecins de cette banlieue ouvrière. L'expérience d'Ivry a ceci de particulier qu'elle serait financée par la Sécurité sociale et la municipalité, qui ont accepté de prendre en charge cette expérience sur le plan économique, alors que, jusqu'ici, les expériences de médecines de groupes étaient montées et financées par les médecins eux-mêmes.

Est-ce un bien ? Est-ce un mal ? L'Administratif ayant financé l'entreprise ne voudra-t-il pas exercer ensuite un droit de regard sur la façon dont elle fonctionne, c'est-à-dire faire ce que les médecins libéralistes considèrent comme le danger numéro 1 : tenter d'exercer un contrôle sur les soins médicaux ? Tout dépendra du type de contrat et de l'indépendance qu'il assurera aux médecins par rapport aux organismes qui ont assuré son financement.

Une chose est incontestable : sous la poussée des événements, la médecine traditionnelle, totalement libérale, semble vivre ses dernières années. Ne vaudrait-il pas mieux que les médecins prennent conscience de cet état de fait et fassent eux-mêmes leur révolution ?

ROSIE MAUREL.

(1) Cf. « L'Express » numéros 475 et 476.

(*) Le Centre Médical de Honfleur, inauguré au début de juillet en présence du Président du Conseil de l'Ordre du Calvados, groupe quatre omnipraticiens et deux spécialistes, dont un chirurgien. Le siège est une ancienne maison particulière transformée aux frais des médecins. Il comprend un rez-de-chaussée et deux étages où se trouvent répartis salles d'attente, salles de consultation, salles d'examen et laboratoires. La permanence est assurée par un ménage de concierges. Les médecins emploient également une secrétaire. Faute de jurisprudence, ils ont défini eux-mêmes les statuts de leur groupe.

BELGIQUE

Le complot de Val-Duchesse

● *C'est maintenant que l'affaire du Katanga arrive à son point culminant. Les militaires belges jouent à fond M. Tschombé contre M. Lumumba : l'un des deux va tomber. Notre correspondant particulier Jean Benoît nous câble de Bruxelles.*

On buvait du champagne. La cheminée flamande était flanquée d'une étoffe rouge-vert-blanc à trois croisettes dorées : le symbole du cuivre, drapeau du « Katanga libre ».

Plus tard, lorsque je demandai la signification de ces croisettes à M. Kibwe, ministre des Finances du gouvernement de M. Tschombé, il m'expliqua sans sourire qu'il existait déjà du cuivre dans sa province avant l'arrivée des Belges.

C'était dans la salle gothique du château de Val-Duchesse, une demeure historique où descendent les hôtes de marque de la Belgique — entre autres, récemment, M. Ben Gourion lors de son passage à Bruxelles. Plongés dans de profonds divans, M. Kibwe et deux de ses adjoints subissaient les spots de la télévision. Dans un coin, le commandant Weber — l'homme de la *pax belgica* — couvait des yeux les trois membres de la délégation katangaise envoyée sous sa garde en mission auprès de M. Eyskens.

Ils devaient ensuite partir pour New York. Mais le but officiel de leurs entretiens bruxellois était de *« demander au gouvernement belge de réparer la gaffe qu'il a commise en imposant, le 30 juin, une structure unitaire à l'Etat du Congo ».* Pour que tout fût bien clair, M. Kibwe précisa qu'il allait exiger, *en réparation,* la reconnaissance de l'indépendance du Katanga, proclamée par M. Tschombé.

D'égal à égal

M. Kibwe donna ensuite son interprétation personnelle des événements tragiques des dernières semaines. Il en reporta, bien entendu, la responsabilité sur le chef du gouvernement central, M. Patrice Lumumba, qui, selon lui, aurait fomenté l'émeute du 6 juillet dans les casernes de la Force publique (1).

— *Etes-vous en mesure de réfuter les arguments de M. Lumumba ?*

M. Kibwe répondit aussitôt :

— *Si l'objectivité règne aux Nations Unies, nous réfuterons ces arguments un à un.*

M. Yav, un autre émissaire katangais, qui démissionna de son poste de ministre des Affaires économiques du gouvernement central pour rallier son compatriote M. Moïse Tschombé, accusa, lui aussi, M. Lumumba de mensonge.

« J'étais, me dit-il, *à bord de l'avion qui devait nous conduire, Lumumba et moi, à Elisabethville, et dont l'armée katangaise refusa l'atterrissage. M. Kasavubu, qui était avec nous, resta calme et tenta de connaître les causes réelles de ce refus. Patrice Lumumba, au contraire, voulut diriger l'avion vers Le Caire, et de là s'envoler vers Moscou pour revenir, avec les Soviets, envahir le Congo »...*

Nul n'a jamais su, en fait, qui avait lancé le bruit d'une invasion soviétique à l'aérodrome de la N'Djili (Léopoldville). Lorsque M. Lumumba déclare que des bobards étaient colportés par des ministres de son propre gouvernement, on ne peut s'empêcher d'établir un rapprochement avec cette déclaration de M. Yav.

Le dernier personnage de cette conférence pittoresque fut M. Massangu, vice-président du Sénat katangais et membre du Cartel d'opposition. Il se borna à confirmer que l'indépendance du Katanga ne signifiait pas nécessairement le refus de la formule confédérale, mais que le nouvel Etat désirait faire reconnaître sa souveraineté, avant de traiter d'égal à égal avec le reste du Congo : *« Nous sommes prêts,* me dit-il, *à avancer 10 millions (un million de NF) à la province de Léopoldville. Mais c'est à nous d'en décider ».*

Les trois délégués n'en ont guère dit plus. On les a littéralement escamotés aux regards — et aux questions — de la presse.

Un Glaoui

S'il fallait donc résumer le point de vue officiel katangais, il faudrait répéter que *« tout est calme au Katanga »* ; que le Katanga est riche et qu'il le sait ; enfin qu'il pose le préalable de l'indépendance avant d'envisager l'éventualité d'une aumône à ses voisins pauvres. L'affaire est présentée comme une revendication dirigée en premier lieu vers la Belgique, *en réparation de la gaffe du 30 juin !*

Tout se passe à Bruxelles comme si le gouvernement belge voulait effacer dans l'opinion mondiale la méfiance que lui ont value les révélations sur le *« complot des trusts »,* dont le but était de compenser par l' « indépendance » katangaise la « générosité » inconditionnelle de l'indépendance congolaise.

Ce n'est pas sans dépit que les milieux colonialistes de Bruxelles ont assisté à l'effondrement progressif de leurs espoirs. La décision de l'O.N.U. et la réception en grande pompe de M. Lumumba à Washington ont été pour eux des coups très durs.

Leur position est rendue plus difficile encore par le fait que M. Tschombé n'apparaît plus comme une valeur aussi sûre qu'il y a quelques semaines. Il connaît d'abord des difficultés intérieures : le Katanga n'est pas aussi calme que le proclame le commandant Weber. Toute sa structure politique et économique repose aujourd'hui sur l'administration belge et sur la présence de la police privée de l'Union Minière.

Le Premier ministre Tschombé est peut-être sincère, mais les observateurs anglais et américains l'ont qualifié de « puppet Prime minister », c'est-à-dire de « Premier ministre fantoche ». On est reçu à son cabinet personnel par des Belges, civils ou militaires : autour de lui, il n'y a pratiquement que des Belges. C'est un Glaoui sans l'envergure ni le caractère de l'ancien chef tribal marocain.

Au moins, le Glaoui était-il populaire dans certaines tribus du Sud-Marocain. M. Tschombé l'est-il dans sa propre province ? Il l'était, sans doute, il y a quelques semaines encore.

Mais depuis, il s'est passé bien des événements. D'abord l'autorité de M. Lumumba s'est considérablement étendue et a gagné presque tout le Congo. C'est la seule personnalité qui émerge vraiment. Ensuite, les Belges ont été contraints de vider la Force publique de tous les éléments non katangais et ils n'ont trouvé personne d'autre sur place pour les remplacer. L'usage était en effet au Congo de ne pas faire servir les éléments militaires dans les unités de leur propre province. Ce qui fait qu'aujourd'hui, ce que les Belges appellent « la Force publique katangaise » n'est pratiquement constitué que par 3.000 parachutistes belges.

Le cartel d'opposition Balubakat (2) exige le départ des troupes belges, qu'il accuse d'avoir fusillé plusieurs centaines de Baluba. La semaine dernière encore, les membres du Cartel ont quitté la Chambre katangaise pour protester contre ce qu'ils appellent la « politique dictatoriale » de Moïse Tschombé.

Difficultés extérieures : le président katangais n'a guère de chances de s'imposer sur le plan international. M. d'Aspremont-Lynden, chef de cabinet prêté par M. Eyskens à M. Tschombé, a fort bien résumé pour les fonctionnaires d'Elisabethville les angoisses ressenties par quelques hommes d'affaires réalistes de la capitale : *« La Belgique ne pourra pas résister aux troupes de l'O.N.U., ni se maintenir au Katanga contre l'opinion mondiale. Les troupes belges ne pourront demeurer ici. Les chances d'une reconnaissance internationale sont nulles. Notre seul espoir est que le Katanga rentre dans une espèce de confédération avec le Congo ».*

L'arme diplomatique

Cette formule fédéraliste apparaît à Bruxelles comme un moyen de rapprocher les politiques respectives du gouvernement central congolais et du gouvernement katangais. La solution d'une tutelle internationale, avancée dans certains milieux belges, ne paraissant pas devoir être retenue par l'O.N.U., la seule chance qui reste au gouvernement Eyskens serait d'amener M. Tschombé à négocier avec le gouvernement central de M. Lumumba.

Pour jouer cette dernière partie, le gouvernement Eyskens pense qu'il n'est pas de meilleure arme que la diplomatie. C'est la raison réelle du voyage aux Etats-Unis de MM. Kibwe, Yav et Massangu, émissaires katangais chaperonnés par l'indispensable commandant Weber. A New York, les hommes de M. Tschombé tenteront de convaincre le groupe anglo-saxon que l'Occident trouverait son plus grand intérêt dans une réussite katangaise — c'est-à-dire dans la réussite de M. Tschombé *contre* M. Lumumba et ses ambitions nationalistes et panafricaines.

Le Katanga, diront-ils, est l'un des derniers bastions du monde libre en Afrique. S'il tombait, c'en serait fini des positions portugaises en Angola et en Mozambique et des positions anglaises dans les deux Rhodésies et au Nyassaland. Aux Français, ils voulaient expliquer que si M. Lumumba l'emportait, la Communauté disparaîtrait d'abord au Congo français et ensuite dans tous les pays de l'ex-Afrique Equatoriale Française. Mais M. Couve de Murville avait reçu pour instructions de ne pas recevoir la délégation katangaise.

La photo d'un cadavre

Pendant ce temps, à Elisabethville, M. Tschombé multiplie les avances auprès du président Kasavubu, dont les tendances fédéralistes sont connues, auprès de ses alliés *de facto,* les leaders Ngalula et Albert Kalonji, ennemis personnels de M. Lumumba au Kasaï, et auprès des chefs coutumiers du Kivu et de l'Equateur. De Bruxelles, une mission serait prête à partir sur-le-champ pour le Congo, au cas où M. Kasavubu se laisserait séduire. Cette fois, ce ne seraient pas des « coloniaux » qui entameraient les conversations. Retour de New York, M. Lumumba doit affronter ses amis de la Jeunesse Abako (Jabako), qui diffusaient déjà, samedi dernier, des tracts réclamant la création d'un Etat autonome mukongo.

Il est significatif que le gouvernement belge se serve notamment des envoyés katangais pour étayer sa politique anticentralisatrice. Au château de Val-Duchesse, les leaders katangais ont distribué par poignées la photo du cadavre — défiguré — d'un consul d'Italie *« lâchement assassiné par le M.N.C. de Lumumba ».* A l'appui de cette assertion : une photographie de M. Lumumba posée sur la poitrine de la victime. De même, c'est l'imprimeur de l'hebdomadaire d'extrême droite « Europe-Magazine » qui envoie au Congo, au vu et au su des autorités belges, des tracts anti-Lumumba appelant à la révolte et à la sécession (photos ci-dessus).

Mais le temps ainsi gagné par le gouvernement de Bruxelles travaille aussi pour M. Lumumba, qui vient de marquer un point sérieux en obtenant l'entrée des troupes de l'O.N.U. au Katanga, à la fin de la semaine.

JEAN BENOIT.

PHOTOCOPIE DES TRACTS BELGES DESTINÉS AU CONGO (*).
Pour réparer la « gaffe » du 30 juin.

(1) C'est inexact. Une première émeute s'est déclenchée, de façon spontanée, au Camp Léopold de Léopoldville. Elle était dirigée contre M. Lumumba lui-même, qui avait pris la défense du général Janssens. Voir « L'Express » du 14 juillet 1960, n° 474.

(2) Le Cartel avait obtenu 23 sièges contre 25 à la Conakat en mai 1960.

(*) Les deux tracts ci-dessus faisaient partie d'un envoi composé de plusieurs milliers d'exemplaires adressés de Bruxelles, où ils ont été imprimés, à une personne domiciliée à Brazzaville.

(A.P.I.S.)

L'ARRIVÉE DE M. HAMMARSKJŒLD AU CONGO.
A 6.000 kilomètres de l'Europe, le commencement d'un monde.

CONGO

Avec M. Hammarskjœld

● ***L'avenir du Congo — avec ses conséquences dans le monde entier — se joue entre Bruxelles, Washington, Moscou et Léopoldville. Notre envoyé spécial au Congo, Jean Daniel, a rencontré l'homme de l'O.N.U., qui tient en main les dernières cartes de la paix.***

C'EST donc maintenant établi : lorsque M. Patrice Lumumba, Premier ministre du Congo, reviendra samedi à Léopoldville, l'épreuve de force commencera. Le secrétaire général des Nations Unies, M. Hammarskjœld, sera là pour l'accueillir. Le climat politique de la capitale congolaise aura été minutieusement préparé. Comment cette épreuve de force se déroulera-t-elle ? Fort de son expérience américaine, M. Lumumba modérera-t-il l'agressivité de ses adjoints contre l'O.N.U. ? On s'attend, au Congo, à tous les rebondissements. On voit tous les risques que présente l'entrée des troupes de l'O.N.U. au Katanga, annoncée mercredi par M. Hammarskjœld. On ne voit pas comment le gouvernement congolais aurait pu faire accepter à une opinion surchauffée une solution dilatoire.

Les deux affrontements les plus graves entre les représentants de l'O.N.U. et les ministres congolais ont eu lieu vendredi et samedi derniers. Après de longues conversations avec trois de ses ministres, et en ne retenant que ce qu'il y avait de commun entre leurs trois récits, j'ai reconstitué l'essentiel des discussions.

Vendredi dernier, à 3 h. 30, MM. Hammarskjœld et Bunche sont invités à assister à un conseil des ministres. Tous les ministres congolais sont présents, à l'exception de ceux qui accompagnent M. Lumumba dans son voyage aux Etats-Unis et au Canada. Cela fait environ une vingtaine de personnalités. Le porte-parole des Congolais est le vice-président du Conseil, Premier ministre par intérim, M. Antoine Gisenga. Frisé, sans être crépu, chétif et portant lunettes, incisif et têtu, M. Gisenga ressemble plutôt à un Nord-Africain foncé qu'à un Noir. Aux yeux des Belges — qui le haïssent — il est surtout célèbre par le fait qu'il a séjourné à Moscou et à Prague.

En face de lui, M. Hammarskjœld siège, avec à sa droite M. Bunche.

Lorsque le Conseil s'ouvre, après avoir souhaité la bienvenue au secrétaire général des Nations Unies, M. Antoine Gisenga demande ce que l'O.N.U. envisage de faire pour apporter une solution au problème du Katanga. Le vice-Premier ministre se fait pathétique : il expose combien la prétendue sécession de la province katangaise est douloureusement ressentie par les Congolais. Il affirme que ce conflit prend le pas sur tous les autres et qu'enfin c'est à lui que le gouvernement de la République du Congo a décidé de donner la priorité absolue.

M. H., qui craignait une mise en demeure immédiate, paraît alors rassuré. Il dit qu'il comprend parfaitement le souci du gouvernement congolais, souci que les Nations Unies partagent comme les deux résolutions du Conseil de Sécurité en témoignent. Mais, ajoute-t-il :

« *Il n'est pas dans les usages des Nations Unies de proposer quoi que ce soit. Ce serait s'immiscer dans les affaires intérieures d'un pays souverain. La République du Congo est souveraine, l'O.N.U. s'interdit de rien lui proposer. C'est à vous, messieurs les Ministres, qu'il revient de nous soumettre le plan le plus opportun pour concrétiser l'aide que vous avez demandée à l'O.N.U. et qu'elle vous a aussitôt accordée.* »

M. H. se tait, escomptant visiblement l'impréparation de ses interlocuteurs. Mais M. Antoine Gisenga sort de son dossier un mémorandum dont la première partie s'articule en trois revendications essentielles :

1) Entrée *immédiate* des troupes de l'O.N.U. au Katanga ;

2) Repli de toutes les troupes belges dans leurs bases ;

3) Evacuation définitive de ces bases.

Ce plan devant être applicable dès le lundi 1er août et être exécuté en vingt-quatre heures pour la première phase (Katanga), en quarante-huit heures pour la seconde phase ; quant à l'évacuation des bases — *officiellement exigée pour la première fois* — elle aurait à être réalisée dans un délai de quinze jours.

La bombe

Enfin et surtout, le mémorandum précise que le gouvernement congolais reprendra sa liberté et jugera, s'il y a lieu, de faire appel, à nouveau, « aux forces étrangères », si l'O.N.U. se révèle impuissante à appliquer un tel programme.

La bombe est lâchée. MM. H. et Bunche sont stupéfaits. Il est environ 16 h. 30. On devait se séparer à 17 heures. La discussion continuera, en fait, au-delà de 19 heures.

Le secrétaire général de l'O.N.U. fait valoir que le Katanga est l'un des points de cristallisation de la tension internationale, que la situation y demeure explosive, et que surtout les troupes de l'O.N.U. ont pour mission de maintenir la paix et non de provoquer la guerre. De toute façon, dit-il, il ne peut rien décider seul ; il doit en référer à nouveau au Conseil de Sécurité. Mais pour pouvoir en référer utilement, il adjure le gouvernement congolais de renoncer à deux points : d'abord les délais, qui ne sont ni réalistes ni opportuns; ensuite la menace d'un nouvel appel « aux forces étrangères ».

M. Gisenga demande à réfléchir sur les deux derniers points mais il réitère avec fermeté la position de son gouvernement sur l'entrée des troupes au Katanga. A 19 h. 15, on se sépare. MM. H. et Bunche quittent le Conseil, lequel continue de siéger.

Vikings et Ghanéens

Le samedi matin, on se réunit à nouveau. Entre 11 heures et 13 heures un protocole d'accord est signé. Le gouvernement du Congo accepte de retirer l'allusion à un appel éventuel aux « forces étrangères » et de reconsidérer la question des délais. M. H. s'engage à faire l'impossible, et dans le minimum de temps, pour que les troupes de l'O.N.U. puissent entrer au Katanga. Les modalités en seront étudiées avec un comité restreint de ministres congolais. En tout cas, le plan de M. Gisenga est accepté « dans son principe ».

A l'issue de cette réunion, le ministre de l'Information commente ainsi l'accord : « *Cela signifie que nous ne pouvons plus attendre et que les soldats de l'O.N.U. doivent défiler à Elisabethville.* » Autrement dit, le gouvernement congolais est mécontent d'avoir eu à céder. Il se sent frustré. Il a besoin de se « défouler ». Il le fera le soir même à l'occasion d'une réception mondaine, donnée pourtant « en l'honneur du secrétaire général des Nations Unies ».

M. Antoine Gisenga, dans une déclaration manifestement faite pour l'opinion publique congolaise, révèle les désaccords en termes peu diplomatiques et accuse tout bonnement les Nations Unies de se consacrer davantage au désarmement des forces de police congolaises qu'au rétablissement de la paix au Katanga. Alors, pour M. H., les vraies difficultés commencent. On ne l'a jamais vu si crispé. Ni au moment de la Corée, ni — ajoutent de mauvais plaisants — au moment où la Conférence au Sommet se préparait sans lui.

C'est que le secrétaire général des Nations Unies était arrivé avec un état d'esprit tout différent. Aux Nations Unies, et peut-être pour la première fois, il avait réussi à imposer son point de vue à tout le monde : triomphant des résistance américaines, gagnant de vitesse les Russes, s'assurant le concours de la quasi-totalité du groupe afro-asiatique, n'ayant rien cédé ni aux mises en demeure du Premier ministre belge, ni aux ultimatums versatiles du Premier ministre congolais, il voyait tracée devant lui la route du rêve onusien.

Le premier jour, M. H. a dû d'ailleurs penser pouvoir vivre ce rêve, C'est que Léopoldville offre en ce moment un exceptionnel et savoureux spectacle. Les gardes qui veillent sur le secrétaire général des Nations Unies sont, on le sait, ghanéens et suédois. Mais il faut surtout avoir vu ces gardes *ensemble*. Les uns et les autres semblent avoir été triés pour séduire l'étrange raffinement de l'entourage de M. H. Rien n'est plus blond que la blondeur des jeunes Vikings qui promènent avec nonchalance leur regard bleu sur les matrones congolaises. On n'a jamais vu noirceur plus resplendissante que celle de ces Ghanéens lustrés et dédaigneux qui contiennent leur impétuosité africaine sous le flegme hérité des officiers anglais. Dans toute la ville ce rapprochement insolite, cette explosive antinomie donne l'impression que, soudain, ici, à Léopoldville, à 6.000 kilomètres du cœur de l'Europe, on assiste au commencement d'un monde. Ce n'est pas le spectacle des mélanges cosmopolites de Tanger, de Hambourg ou de La Havane. C'est la présence — à la fois provocante et concertée — d'hommes qui se découvrent, à leur plus grande surprise, quelque chose de commun.

Loin du compte

En tout cas, pour M. H., le décor a été du dernier fini. N'était-ce qu'un décor ? Pour M. Ralph Bunche, sans aucun doute. J'ai attendu à ses côtés le secrétaire général des Nations Unies. M. Bunche était préoccupé par des questions urgentes et précises : la paie des travailleurs pour la fin du mois, la fermeture de nouvelles entreprises belges, les difficultés opposées par les gouvernements provinciaux aux décisions prises en commun par l'O.N.U. et le gouvernement central. M. Ralph Bunche était tourmenté et las. Il m'a dit : « *Rien n'est encore gagné. En fait, nous sommes loin du compte.* » Au bout de vingt-quatre heures, le secrétaire général des Nations Unies disait : « *Eh bien ! j'ai peur d'être encore plus pessimiste que M. Bunche.* »

Que se passe-t-il en fait ? Il m'a été donné d'assister à une expérience précise : le 30 juillet, une importante entreprise de chantiers navals a fermé ses portes. Il s'agit des chantiers navals de Kikumba, à quelque dix kilomètres de Léopoldville, et qui, depuis des années, construit toutes les flottilles du Congo. Il y a 400 ouvriers. Le propriétaire de l'entreprise est un Flamand solide, rude et bienveillant. Il dirige lui-même son entreprise depuis vingt-deux ans et les neuf

→

(APIS.)

LES CHEFS DES DÉTACHEMENTS DE L'O.N.U. EN CONVERSATION.
A leur grande surprise, quelque chose de commun.

→

dixièmes de ses ouvriers sont avec lui depuis seize ans. Ses bénéfices ont été considérables. Il a plusieurs résidences autour de Léopoldville, et une propriété dans ce qu'on appelle, au Congo, le paradis sur terre, et qui est la région du lac Kiwu, dont Hemingway a fait une description épique.

La dignité

Toute la comptabilité et l'opération même de la paye étaient faites par un Congolais. Ce dernier, pendant les mutineries du 8 juillet, conseilla à son patron de se réfugier à Brazzaville en évacuant ses biens. Les sous-directeurs blancs qui restèrent à Léo, tandis que le patron était parti, furent en effet durement molestés. Les Congolais qui les défendirent furent assommés. Le 16 juillet, les affaires paraissant se calmer, le directeur revint. L'entreprise était fermée. Il offrit de la rouvrir contre des garanties qu'il ne put obtenir. Le 30 juillet arrive, et donc la paye. Le gouvernement a décidé une augmentation générale de 30 % ; elle est respectée. Le nouveau conseil d'entreprise (autrefois formé d'ouvriers en majorité « fidèles » au directeur, mais réorganisé et constitué maintenant par des éléments politiques récemment embauchés) exige la fameuse « prime de l'indépendance » : elle est versée. Le conseil d'entreprise présente alors une nouvelle revendication : il exige une avance sur le mois d'août. Le patron refuse. Il déclare que l'entreprise est fermée, que personne ne travaille et que, d'ailleurs, depuis le 8 juillet, personne n'a travaillé et que c'est donc une véritable indemnité qu'il vient de verser pour participer à l'assistance économique de la Belgique au Congo. Le chef comptable congolais prend la parole pour soutenir son patron. Les 400 ouvriers sont là, surchauffés, prêts à tout. Le patron téléphone aux forces de l'O.N.U., lesquelles dépêchent un soldat ghanéen, qui arrive et se fait applaudir après avoir fait un discours en anglais que personne n'a compris. On rit, on se serre la main. Le soldat ghanéen part. Tout recommence, on veut faire un mauvais parti au patron de l'entreprise. Il arrive tant bien que mal à se sauver et traverse le fleuve accompagné de plusieurs ouvriers congolais qui ont été menacés de mort par leurs camarades politisés. L'entreprise est fermée. Les 400 ouvriers n'ont même plus l'espérance d'un travail. Ils se dirigent vers le Palais des Nations où siègent députés et sénateurs ; ils injurient le gouvernement. Les différentes polices s'inquiètent : on décide que le couvre-feu sera rétabli, et à 18 heures, c'est-à-dire plus tôt que jamais auparavant.

L'important n'est évidemment pas de décider qui a tort et qui a raison. Une juste haine accumulée peut aboutir à un comportement irréaliste. En Afrique, où les révoltes se font davantage contre l'humiliation que contre l'exploitation, et où la psychologie prend de très loin le pas sur l'économie, il n'est pas essentiel, au moins pour ce qui concerne les élites, de savoir si on leur a donné ou non du pain, mais si on a respecté leur dignité.

Il reste que ces ouvriers politisés m'ont dit avoir reçu des promesses formelles de la part de certains dirigeants de partis politiques. L'avènement de l'indépendance a été décrit comme l'avènement du bien-être immédiat. Pour éveiller des esprits somnolents à la conscience politique, on a d'abord suscité chez eux des convoitises que l'on ne peut plus maîtriser. On retrouve peut-être ici la démagogie que d'aucuns jugeront indispensable pour faire une révolution. Dans la situation congolaise, je ne peux m'empêcher de penser que cette démagogie a été criminelle. La meilleure preuve en est qu'aussitôt après cette histoire, différents ministres congolais ont tenté de prêcher le calme, la discipline, de persuader les malheureux ouvriers de la nécessité des étapes et des transitions et du besoin indispensable où était le Congo, provisoirement, d'avoir recours à certains Flamands.

Comment réagissent, de leur côté, les gouvernants ? A la dernière séance du Sénat, à laquelle j'ai assisté, un sénateur s'écriait pathétiquement : « *Les chômeurs vont nous massacrer.* » Tous ceux qui sont pourvus d'un poste ont peur.

Un pion

Ils sont contraints de se réfugier, *après avoir acquis l'indépendance,* dans le procès des Belges. Ce procès est souvent juste, d'ailleurs. Mais outre que la politique n'est pas la recherche des responsabilités, mais l'organisation de l'avenir, les leaders congolais ne sauraient prétendre à la fois que les Belges ont commis le crime de ne pas les avoir préparés à l'indépendance, et qu'ils sont en même temps et néanmoins prêts à assumer, presque tout seuls, cette indépendance. La vérité, qui n'est pénible que pour des anticolonialistes sommaires, est qu'ils n'y sont pas prêts. Ils ne peuvent pas se payer le luxe de combattre toutes les formes du néocolonialisme : il leur faut choisir la tutelle (c'est-à-dire, au fond, le néocolonialisme) qui les mènera le plus sûrement à une vraie indépendance. Une tutelle s'offre, elle est internationale. Elle est encore sans doute empreinte d'un amateurisme distingué et d'un désordre élégant, mais enfin elle est le recours le moins suspect. Hélas ! pour les Congolais, elle s'inscrit aussi dans un contexte de guerre froide et voici quels en sont les résultats :

M. Lumumba est, à mon avis, essentiellement, un nationaliste et un joueur. Jusqu'à maintenant, tout ce qu'il a obtenu, ce fut grâce au chantage international dont il a acquis une technique encore plus sûre que Nasser. La garantie chez lui est qu'il met ce chantage au service d'un nationalisme profond, incontestable. Mais le risque est qu'il aille trop loin dans le pari et le jeu sans être suivi par ses amis les plus loyaux. Soudain, en effet, il s'avise que les accords avec l'O.N.U. sont moins profitables que des accords directs avec la Russie ou les Etats-Unis. Il le laisse entendre clairement à ses adjoints qui sont doctrinalement beaucoup plus solides que lui et qui déforment ses thèses. J'ai entendu certains Guinéens développer le point de vue suivant en l'attribuant à Lumumba : *l'O.N.U. n'est que la forme déguisée de l'impérialisme américain. La Chine en est absente et les Afro-Asiatiques sont divisés et « travaillés » par les Occidentaux. Les forces de l'O.N.U. ne sont arrivées au Congo que pour enrayer la montée des partis progressistes congolais et abattre Lumumba et en tout cas Gisenga. Les Américains veulent aider les Belges à rester au Katanga et ils réussiront à le faire faire par le truchement prétendu impartial de M. « H ». Le premier test est donc l'évacuation immédiate, totale et inconditionnelle des troupes belges du Katanga. Sinon, le recours à la Russie doit être non pas une tactique, mais une politique réelle et cela peut se faire au bénéfice du Congo et de tous les Africains.*

C'est évidemment une thèse. Les amis guinéens avec qui j'en ai discuté savent que je ne la partage pas, non pas pour des raisons d'idéologie, mais parce qu'elle contient tout simplement des erreurs de *fait.* L'Histoire récente montre, au contraire, que les Etats-Unis et l'Occident sont allés de concession en concession, pour rivaliser — d'ailleurs assez vainement parce que les concessions sont tardives — avec l'U.R.S.S. dans la séduction des Afro-Asiatiques. S'il est une réalité nouvelle, c'est bien la force afro-asiatique. En ce qui concerne le Katanga, M. H. s'est servi de cette force pour triompher de la tendance d'une fraction américaine à soutenir les Belges. Tactiquement, l'efficacité est donc beaucoup plus du côté de M. Lumumba joueur que du côté de la transformation des thèses lumumbistes par M. Gisenga et ses conseillers guinéens. M. Lumumba a déjà obtenu aux Etats-Unis une offre d'aide qui dépasse, paraît-il, 200.000.000 de dollars. Une offre équivalente lui a été faite par les Russes. C'est énorme. Reste à ne pas choisir, à essayer de tout avoir et à concilier ces deux aides avec la tutelle de l'O.N.U. Il ne semble pas qu'on prenne ce chemin dans toutes les sphères actives et estimables du gouvernement congolais. Le rôle de M. Lumumba à son retour cette semaine est, de ce fait, très important. Il devrait lui appartenir de reafricaniser son problème, de faire le départ entre le chantage aux surenchères pacifiques, et le pari sur la guerre froide, de chercher à l'extérieur les moyens les plus puissants et les plus rapides de reconstruire son pays et de ne pas le laisser devenir un pion sur un échiquier où l'intérêt congolais est absent. Il pourra ensuite se prononcer pour le socialisme africain de M. Kachamura, pour le néomarxisme de M. Gisenga ou pour le libéralisme de M. Kasawubu, mais ce sera une option *intérieure.*

Des propos aberrants

Dans cette perspective, l'Occident peut faciliter considérablement la tâche de M. Lumumba. L'intérêt de l'Occident n'est évidemment pas dans une solidarité aveugle et au nom de la race blanche avec la tendance la plus ultra des Belges. L'affaire du Katanga le prouve bien. J'ai eu l'occasion de m'entretenir avec un officier belge. Au bout d'une heure, il m'a semblé être en présence d'un officier français du 13 Mai à Alger. Pour lui, d'ailleurs, entre le 11 juillet 1960 à Elisabethville et le 13 mai 1958 à Alger, il n'y a pas de différence : il s'agit d'un sursaut du monde libre. Mon interlocuteur faisait profession de libéralisme. Il était très amer à l'égard des anciennes erreurs coloniales belges comme de la néfaste influence des financiers de l'Union Minière. « *Ces financiers,* dit-il, *ont probablement provoqué la sécession du Katanga ; cette initiative est sans avenir ; ce qu'il faut, c'est refaire l'unité du Congo sans doute indépendant mais débarrassé des communistes.* »

Suivait une analyse de la situation internationale et de l'impérialisme soviétique en Afrique qu'aucun officier activiste en Algérie n'eût reniée.

Nous avons écouté, avec une certaine fureur, quelques journalistes de tous bords et moi-même, les propos prêtés au général de Gaulle par un speaker de la radio de Léopoldville. Le général de Gaulle aurait regretté la division occidentale dans l'affaire congolaise et aurait mis cette division sur le compte du « vide américain » avant les élections. Autour de nous, il y avait une dizaine de Congolais. Le poste de radio était celui d'un taxi qui nous avait conduits au Conseil des Ministres congolais, dont je parle plus haut. La réaction générale a été très pénible. Je ne sais pas si les propos en question sont vrais mais, entendus au Congo, ils paraissent aberrants. Il ne faut pas, en effet, que l'Occident soit divisé, il faut qu'il soit uni, mais sur une position exactement contraire à celle prêtée au président de la République française. Alibi ou réalité, le problème du Katanga est celui sur lequel les Congolais prétendent juger l'impartialité de l'O.N.U. Un premier pas essentiel vient d'être franchi avec la décision d'envoyer des « casques bleus » à Elisabethville. Mais si l'Occident ne fait pas tout, et tout de suite, pour mettre fin à la « sécession » du Katanga, c'en sera fini des chances de neutralité des leaders africains les plus influents. C'est une partie serrée, à vrai dire décisive, dans ce monde nouveau, au sud de l'équateur.

JEAN DANIEL.

MADAME EXPRESS

Collections

LES GESTES QUE VOUS FEREZ A LA RENTRÉE

Cette semaine Mme Express a :

● ***Retrouvé*** dans un carton où elle sommeillait depuis plus de vingt-cinq ans une robe de dîner des années 30. Portée par une jeune femme d'aujourd'hui (photo ci-contre), elle évoque étrangement la silhouette nonchalante et raffinée, présentée la semaine dernière par les grands couturiers. (Voir pages II. III, IV.) Et les renards de nos grand-mères (s'ils ont résisté aux mites) sortiront l'hiver prochain des placards pour encadrer les visages nouveaux dont les cheveux courts s'enferment dans des casques asymétriques (photo ci-dessus, chapeau Pierre Cardin).

● ***Essayé*** une nouvelle crème de beauté à base de principes actifs naturels (Gelée Royale, pollen, etc.). Le prospectus qui l'accompagne précise qu'elle efface les cicatrices de toutes natures et guérit l'acné. Bien entendu, Mme Express ne peut donner aucune garantie sur ces deux points. Mais nous avons constaté que cette crème était extrêmement efficace dans le traitement des coups de soleil. En une nuit, toute trace de cuisson avait disparu, même sur une peau sensible. (Crème de Jouvence Jean d'Avèze. En vente dans les parfumeries et 10, avenue de la Grande-Armée.)

● ***Réalisé*** au moment de boucler ses valises, qu'il lui manquait l'indispensable cardigan pour les soirs frais, que son mari avait oublié de renouveler son stock de chaussettes et que le polo de son fils était décidément trop fané. Elle a réussi à combler rapidement et... économiquement ces lacunes de dernière minute dans un magasin surprenant : on y trouve des articles de marque qu'un détail légèrement « hors série » permet de vendre, sans la griffe, de 30 à 70 % moins cher que le prix officiel. (« Sèvres 33 », 33, rue de Sèvres, Paris.)

● ***Admiré*** une réalisation touristique française : la formule train-auto couchette qui circule entre Paris et Avignon. A l'actif de la S.N.C.F., il faut noter :
1) un accueil irréprochable : des hôtesses parlant plusieurs langues reçoivent les voyageurs à la gare spéciale d'Avignon, en pleine campagne, et les installent dans un bar en plein air.

2) Des « attentions » appréciables : le train ne partant d'Avignon qu'à 21 h. 45, les voyageurs peuvent soit aller dîner en ville par autocar spécial, soit se commander un panier-repas.

3) Un minutage précis : à Melun, le convoi est coupé en deux, les voyageurs étant déposés gare de Lyon, les voitures, gare de Charolais. Un car de la S.N.C.F. conduit les automobilistes d'une gare à l'autre en cinq minutes où leur voiture les attend déjà.

Naturellement, ce service est assez cher : (au minimum, 268,80 NF aller-retour, pour une 4 CV et une couchette de seconde) mais il est apprécié cependant par beaucoup de pères de famille qui redoutent douze ou quinze heures de voiture avec les enfants, par ceux qui veulent gagner une journée de soleil supplémentaire. En tout cas, c'est le genre de réalisations « à l'américaine » d'autant plus appréciables qu'elles sont assez rares en France.

(Dambier.)

Couper vos cheveux : *indispensable pour être au goût du jour.*

Effacer votre poitrine : *cette opération est délicate mais facultative.*

Indiquer votre taille : *mais les corsages restent ...sants et les hanches non ga...*

COLLECTIONS

Une lente intoxication

Cette saison, les couturiers ne sont pas des dictateurs. Ils vont vous fasciner peu à peu.

C'EST discrètement que les couturiers ont gagné, cette fois, la bataille de la mode. Cette victoire met en jeu chaque année, début février et début août, des milliards de devises (1) et des milliers de francs pour des millions de femmes. Elle vient de passer preque inaperçue dans la presse quotidienne. Aucun titre sensationnel n'est venu troubler les esprits des estivantes, aucun ultimatum (« taille effacée, haute ou basse », « jupe longue ou courte ») n'a réveillé le démon de la mode qui sommeille dans chaque femme, toujours prêt à justifier les folies et à métamorphoser le superflu en nécessaire. A l'exception peut-être des cheveux courts.

La mode de cet hiver ne sera pas un air facile à retenir que l'on fredonne une saison pour l'oublier la suivante, mais une série de variations improvisées sur un thème donné. Il ne suffira pas, pour être « dans la note », de suivre une ligne, il faudra l'assimiler, s'en imprégner et l'adapter à sa personnalité. Ce sera beaucoup plus difficile, mais aussi plus amusant.

L'épouse idéale

Qui est cette femme nouvelle qui vient de jaillir de l'esprit des couturiers à la présentation des collections ? En vérité, elle ressemble à l'épouse idéale dont rêvent la plupart des hommes. Féminine sans être provocante, discrète mais intéressante, raffinée sans ostentation, plus distinguée qu'imprévue, elle n'attirera peut-être pas les regards dans la rue, mais retiendra l'attention dans un dîner.

Pour adopter ce style, il ne sera pas nécessaire de bouleverser ses goûts du jour au lendemain. Mais peu à peu, dans les mois qui viennent, les femmes éprouveront le besoin de :

- Remplacer les couleurs vives par des tons éteints. Le marron et le prune viennent en tête. Le noir, comme toujours en hiver, est grand favori après le coucher du soleil. La note de lumière souvent utilisée est le rose, la plus tendre des couleurs gaies, qui va du « bois de rose », souvenir des années 30, au fuschia.

- Montrer leurs bras et leur dos plus volontiers que leur gorge. Les manches et les cols disparaissent presque partout. Les décolletés se creusent largement dans le dos, découvrent volontiers une épaule, mais laissent rarement paraître les rondeurs de la poitrine.

- Indiquer leur taille sans trop mettre en valeur leurs hanches et leur buste. Les ceintures sont des liens de cuir sans boucle qu'il est impossible de serrer excessivement. Par des effets de panneaux et de blousés, les corsages tombent presque droit des épaules à la taille. Les jupes en biais ou plissées suivent de près la ligne des hanches et ne s'évasent qu'au-dessus du genou.

- Rechercher le raffinement dans les détails. Sans eux, cette mode dépouillée serait un peu austère. Les cols de fourrure à poils longs adoucissent les encolures ras du cou. Les ganses, les boutons géants, les doublures imprévues réveillent les tailleurs sobres. Les bijoux, les nœuds, les broderies habillent les fourreaux souples, le soir.

- Attacher, enfin, plus d'importance aux jupes. Depuis quelques années, elles n'étaient souvent qu'un tube de tissu assorti au corsage ou à la veste.

(1) Les industries de luxe françaises, dont la couture est le porte-drapeau, ont réalisé l'année dernière un chiffre d'affaires de 200 milliards à l'exportation.

vos boutons : *plus ils sont gros, plus il sont à gauche, plus ils sont dans le ton.*

Déplacer votre clips : *il se pose sur l'épaule ou près de la ceinture.*

Rêver de fourrures : *renard, loup, lynx, mongolie, se blotissent tout près du visage.*

er, presque toujours hauteur de l'ourlet. le retrousse, on le fourrure, ganse, bro- ient l'encolure des

garçonne lassée

fine et un peu pré- un mannequin de 1930-1933, quand la e ses excès, voulut minité. Elle est ré- par chaque coutu- piration. Trois d'en- ulièrement réussi à s de mode ce per- moderne et désuet : din et Antonio Cas-

ire, qui depuis 1954 fois par an sa nelle de l'élégance, année, par d'autres chalance raffinée de plissée, la simpli- deux-pièces dont sées comme les ma- se de ses robes de qui accompagnent u de l'entraver, dé- ion de simplicité d'un travail achar- à rendre le vison é discret.

l'idéaliste, qui se ne copie jamais, mphe le jour de la presse. Même les ns, qui se méfient en s hardies, difficiles public, lui ont ré- enthousiaste. Ses bes en trompe-l'œil, es s'ouvrent sur de dont les panneaux ants de jupes, sont e de l'avant-garde. de crêpe, ses man- laine feront rêver

Lanvin, propose la mode, celle qu'on instantanément. e et harmonie. Ses huile et ses auto- laisseront pas long-

→

(Dambier.)

Découdre vos manches : *sous un bon manteau, à la tombée du jour, les bras n'ont pas peur de l'hiver.*

Dénuder une épaule : *l'asymétrie triomphe ; attention, elle est souvent plus tentante que seyante.*

JACQUES FATH
parfums
rouge à lèvres
vernis pour les ongles

temps indifférent le prêt-à-porter intelligent.

La nymphette a grandi

Et Saint-Laurent chez Dior ? Il n'est pas question d'oublier la grande maison de l'avenue Montaigne, ce monstre de la couture dont le chiffre d'affaires annuel atteint 12 ou 13 milliards d'anciens francs. Mais la jeune personne excentrique conçue cette année par Yves-Mathieu Saint-Laurent n'a aucun rapport avec la sage jeune femme dont nous venons d'entrevoir les traits et qui sera celle de la saison. Sa nymphette de l'année dernière a grandi, Zazie s'est mise en ménage. Eugenia Sheppard, la plus écoutée et la plus redoutée des journalistes de mode américaines, écrit dans le « Herald Tribune » après la présentation Dior : « *Yves Saint-Laurent a dessiné une collection pour la génération des blousons noirs... Il semble qu'une motocyclette en or attende les mannequins devant la porte.* » Cette demoiselle filiforme et affranchie se permet toutes les audaces : curieuses jupes bulles accrochées à la hauteur des cuisses, taille aux hanches ou sous les seins (ou les deux à la fois), veste de crocodile noir, bonnets de cycliste à pompon, manches de gros tricot sur une jaquette de vison. Le soir, elle ne s'habille qu'en noir pour faire comme maman, et elle refuse de sacrifier son chignon gonflé de l'année dernière.

Les jeunes filles seront-elles tentées d'imiter cette grande sœur qui a réussi, ou chercheront-elles leur mode, toujours un peu différente de la Mode, chez Guy Laroche qui a retrouvé cet hiver le très bon style de ses débuts ?

Discrétion, harmonie

Les grands triomphateurs de la saison sont les fabricants de tissus. Tweeds en demi-teintes, écossais aux couleurs d'algues, lamés et brochés des mille et une nuits, on s'est demandé bien souvent, en applaudissant un modèle, qui du tisseur ou du modéliste avait le mérite du succès. L'industrie textile verse chaque année des subventions — 200 à 300 millions d'anciens francs — à la haute couture, mais elle l'aide surtout en mettant entre les mains des créateurs de merveilleux instruments de travail.

Le vent de la mode, après ce souffle d'une semaine, va maintenant s'apaiser jusqu'au 30 août (date autorisée pour la reproduction des photos de collection dans la presse). Les femmes peuvent dormir tranquilles : elles n'éprouveront pas, à la rentrée, la désagréable impression de ne rien avoir à se mettre. La mode n'a pas pris un virage brutal. Il n'y aura pas de coup de théâtre. C'est une lente intoxication qui commence, vers la douceur, la demi-teinte, la discrétion et l'harmonie. Nous allons la voir progresser. Le spectacle sera très divers, et promet une nouvelle forme de séduction.

CHRISTIANE COLLANGE.

RECETTES

● LA SAISON DES TOMATES

● CRUES : vous les creusez et vous les garnissez avec soit :

— du riz cuit et froid, des anchois coupés en morceaux, de l'estragon haché, le tout mélangé et assaisonné d'une vinaigrette bien moutardée ;

— des miettes de thon mélangées à de la mayonnaise avec un fin hachis de persil ;

— un hachis d'œuf dur avec de la mayonnaise verte (beaucoup de fines herbes).

Vous les pelez, vous les coupez en tranches et vous les mettez dans le fond d'un saladier (un bon truc pour les peler : plongez-les dans l'eau bouillante quelques secondes et la peau s'en ira toute seule). Ajoutez quelques tranches de poivrons doux pelés et épépinés, des rondelles d'œuf dur, un hachis de cerfeuil, persil, oignon. Sel, poivre. Arrosez d'un jus de citron. Laissez macérer pendant quelques heures, puis retournez bien et servez frais.

● CUITES : vous les creusez et vous les remplissez avec une farce :

— restes de viande (ou chair à saucisse) passés à la moulinette, mélangés avec de la mie de pain trempée dans du lait et bien exprimée, des œufs durs écrasés, un hachis d'oignon et d'ail, sel, poivre ;

— restes de légumes passés à la moulinette, œufs durs, persil, oignon, ail hachés ;

— du jambon coupé en dés, des champignons hachés, sel, poivre, le tout mélangé à un œuf battu.

Une noisette de beurre sur chaque tomate et vous mettez au four pendant 15 minutes.

Vous faites dorer dans une casserole des oignons émincés avec quelques petits morceaux de lard maigre. Vous y jetez les tomates coupées en deux et épépinées, puis quelques cuillerées de vin blanc, sel, poivre et des olives dénoyautées. Plat excellent pour accompagner bifteck, rôti de bœuf ou de veau.

Pour utiliser un reste de pommes de terre cuites à l'eau : dans un plat à gratin, vous alternez des couches de pommes de terre et de tomates coupées en rondelles. Entre chaque rang, vous mettez un peu d'huile, sel, poivre, un peu de hachis de persil, oignon, ail, ciboulette. Sur le dernier rang (tomates) vous posez quelques noisettes de beurre et une couche de gruyère râpé. 20 minutes au four.

SUZANNE ET HENRIETTE.

LECTURES

Les enfants « livrophages »

● ***En vacances, le livre est le meilleur remède contre la pluie.***

Les enfants sont, en général, de grands « livrophages » ; ils les dévorent en une journée, les relisent pendant une semaine et en réclament inévitablement de nouveaux.

Il est évident que cette soif de lecture se trouve décuplée quand les vacances sont là, avec leurs grands loisirs (et leurs longs jours de pluie...).

Pour garçons et filles de six à quinze ans, Madame Express a donc opéré une sélection de livres parmi la production (de qualité d'ailleurs moyenne) des trois derniers mois.

CAROLINE, POUF ET YOUPI (*6 à 8 ans, à condition qu'ils sachent lire*) : une petite fille, un chat, un chien, et de multiples aventures. Un seul reproche : ce livre, compte tenu de l'âge des enfants auxquels il est destiné, n'est pas suffisamment illustré. (*Nouvelle Bibliothèque Rose, Hachette*, 2,70 *NF.*)

8 à 12 ans

L'HISTOIRE DES HOMMES : de la préhistoire à la désintégration de l'atome, l'histoire du monde racontée... aux enfants de Juliette. Présenté comme un reportage, abondamment illustré, vivant et plein d'anecdotes amusantes, et de précisions ethniques qui ne manquent pas d'humour. (*Fernand Nathan, 17 NF.*)

BEN-HUR : le texte, devenu classique et les photos du film qui sortira à Paris à la rentrée. (*Album Hachette, 7,80 NF.*)

LA PLANETE AUX ENFANTS PERDUS et cinq autres contes de Christian Pineau. Plein d'une fantaisie charmante, parfois très cocasse. « Mimir, la fille du roi, aimait la peinture. On l'appelait la Princesse aux Pots. C'était une vraie princesse et c'était de vrais pots. » Les « grands » pourront lire ces contes aux « petits », et tout le monde sera content, y compris les parents qui seront tranquilles pendant un bon moment. (*Hachette, 6,20 NF.*)

12 à 15 ans

LES MÉMOIRES DU SERGENT BOURGOGNE (*garçons seulement*) : vaillant serviteur de Napoléon, il a réellement existé (semble-t-il), et son nom doit encore être célèbre dans sa ville natale : Condé-sur-Escaut. Le ton du récit est un peu monotone, mais la campagne de Russie fut suffisamment fertile en « suspense » pour que le récit du sergent-grognard soit intéressant. (*Collection Mistral, Casterman, 1,80 NF.*)

LA FILLEULE DU DR MARCH (*filles seulement*) : « Il a eu le malheur d'avoir quatre filles. Il les éleva si bien qu'on les cite toujours en exemple. » Il a maintenant une filleule, qui, entre 12 et 18 ans, lui donne bien des soucis. Honnête et plein de bons sentiments. (*Idéal Bibliothèque, 6,20 NF. Hachette.*)

POUR LES GARÇONS ET LES FILLES : SOUVIENS-TOI JONATHAN. Un (jeune) héros qui, par certains côtés, n'est pas sans évoquer le « Grand Meaulnes » ou « Marianne de ma jeunesse ». Le tout en Bretagne, avec beaucoup de couleur locale, n'est ni sans charme ni sans intérêt. (*Spirale ; Editions GP, 3 NF.*)

Ce supplément pratique a été réalisé par :
Christiane Collange
avec la collaboration de :
Martine Fell, Monique Gilbert, André Gobert, Colette Gouvion, Suzanne Havas, Danièle Heymann, Anouk Lautier, Suzanne et Henriette.

Mme Express, 91, Champs-Elysées, Paris (8e). ELY. 88-61.

(*Les renseignements contenus dans ce supplément pratique sont libres de toute publicité.*)

POUR VOS ENFANTS de 4 à 8 ans
Le Journal de FLOUP
● GAI
● SAIN
● VIVANT
● INSTRUCTIF
TOUS LES MOIS
16 pages - EN VENTE PARTOUT 0,50 NF

LE PROVENÇAL
ses coquillages d'été
poissons et crustacés au gril
OUVERT EN AOUT
3, Rue Mouton-Duvernet
SEG. 48-28
FERME LE DIMANCHE

Chère Jeanne,

Je n'y croyais pas, vraiment je reviens de loin.

Excuse, chère Jeanne de commencer ces quelques lignes sans te donner des nouvelles de tous et de toutes. Tout va bien, le temps est magnifique.

Mais vraiment, c'est incroyable. En effet, tu sais qu'Henri n'aime que ma soupe, tu sais qu'il lui en faut plus d'une assiette et tu connais son goût difficile.

Nous sommes invités à dîner chez des voisins, très charmants d'ailleurs, tu les connais je crois, ce sont les Ledoin, la grande maison blanche bordée de peupliers.

Donc, pour commencer, un potage. Je regarde mon Henri qui a un œil soupçonneux ; il goûte, il se délecte et en redemande en me disant de sa voix autoritaire : "Note cette recette, ce potage au cerfeuil est exquis". "C'est tout simple, reprend Madame Ledoin, c'est du Cerfeuil Maggi".

C'est ridicule de se donner tant de mal en vacances car vraiment, sincèrement entre nous, c'est aussi bon que ma soupe et quelle variété...

A bientôt, Chère Jeanne, et bonnes vacances.

Marthe

POTAGES MAGGI — BON APPETIT - BON APPETIT

CARTE SPEDIC 461 ● DROITS DE REPRODUCTION RÉSERVÉS POUR TOUS PAYS

Madame Chèrecousine
Villa "Beau Rivage"
France

cinéma

NOUVEAU

La Douceur de vivre : le nouveau Fellini, chronique violente et pure de la débauche romaine. Un monument. (*Marignan, ELY.* 92-82.)

Propriété privée : la belle et les blousons noirs. Un coup d'éclat de la « Nouvelle Vague » américaine. (*Rotonde, MED.* 08-22 ; *Biarritz, ELY.* 42-33 ; *Royale, ANJ.* 82-66.)

La Ballade du soldat : un permissionnaire de l'Armée Rouge découvre, pour les spectateurs occidentaux, une Russie à l'eau de rose. (*George-V, BAL.* 41-46 ; *Monte-Carlo, BAL.* 09-83.)

Moderato Cantabile : Mme Bovary 1960. Le roman de Marguerite Duras porté à l'écran par Peter Brook, avec Jeanne Moreau, prix d'interprétation à Cannes. (*Vendôme, OPE.* 97-52 ; *Studio Publicis, BAL.* 76-23.)

Jamais le dimanche : une comédie réussie tournée en Grèce par Jules Dassin, avec Melina Mercouri, prix d'interprétation à Cannes. (*Avenue, ELY*, 49-34 ; *Lord-Byron, BAL.* 04-22.)

Le Bandit : un western psychologique (ce qui, pour une fois, ne veut pas dire ennuyeux) à trois personnages. (*Floride, PRO.* 63-40.)

L'Amérique insolite : vue par la caméra indiscrète de François Reichenbach. (*Royal Haussmann, PRO.* 47-55 ; *Atlas, MON.* 11-88.)

Qui était donc cette dame ? : le ménage Tony Curtis-Janet Leigh sauvé par le F.B.I. et l'imagination de Dean Martin. Pour les amateurs de comédie américaine. (*Marbeuf, BAL.* 47-19.)

RECENT

Pickpocket : le dernier Bresson. Pas pour les amateurs de westerns. (*Clichy Palace, EUR.* 77-29.)

A bout de souffle : de Jean-Luc Godard. Le film dont on a le plus parlé cette saison. Pour les amateurs de cinéma. Pas pour ceux qui aiment les histoires toniques et la belle jeunesse. (*Ciné Panthéon, ODE.* 15-04 ; *Astor, PRO.* 72-00.)

Sait-on jamais... : Vadim à Venise. Une histoire rocambolesque, mais des personnages neufs. (*Calypso, GAL.* 10-68.)

Les Amants : la plus vieille histoire du monde contée par un homme jeune et heureux, qui n'a pas peur des images. (*Quartier Latin, DAN.* 84-65.)

Comment épouser un millionnaire : les conseils de Marilyn Monroe. (*Reflets, GAL.* 99-91.)

Mais qui a tué Harry ? : l'humour macabre d'Alfred Hitchcock dans les paysages roux de l'automne en Nouvelle-Angleterre. (*Noctambules, ODE.* 42-34.)

Les Fraises sauvages : un Bergman discuté (1958). Au seuil de la mort, un vieillard s'interroge sur ce que furent ses raisons de vivre. (*Pax, LIT.* 99-57.)

ANCIEN

Le Cuirassé Potemkine : d'Eisenstein (1925), le classique des classiques. (*Studio République, OBE.* 58-08.)

Alexandre Newski : de S.M. Eisenstein, musique de Prokofiev (1938). Le peuple russe contre les chevaliers teutoniques. (*Studio Ursulines, ODE.* 39-19.)

Citizen Kane : en version intégrale, le chef-d'œuvre d'Orson Welles (1941), qui a bouleversé le cinéma. (*Bonaparte, DAN.* 12-12.)

Les Vitelloni : (1953) le premier film — et sans doute le meilleur — sur la jeunesse de l'après-guerre. Federico Fellini raconte, avec humour, la vie d'une bande de jeunes Italiens désœuvrés. (*Cinéma d'Essai-Caumartin, OPE.* 81-50.)

Sur les quais : Marlon Brando, dirigé par Elia Kazan. Un document passionnant sur la vie des dockers américains (1955). (*Napoléon, ETO.* 41-46 ; *jusqu'à vendredi 5 août.*)

Tant qu'il y aura des hommes : (1954) la vie brutale d'une garnison américaine du Pacifique avant Pearl Harbor. Une belle histoire d'amour et une grande performance de Frank Sinatra. (*Studio Bertrand, SUF.* 64-66.)

La Belle Equipe : (1936) l'avant-guerre vue par Julien Duvivier. Avec Jean Gabin. (*Temple, NOR.* 50-92 ; *Voltaire Gaumont, ROQ.* 65-10 ; *Vox, DID.* 97-86.)

Cabarets Dancings

Le SEXY
Nancy Holloway
48, rue Pierre-Charron
BAL. 25-18

Restaurants

LIDO
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE
"AVEC PLAISIR !"
de P.L. GUERIN et R. FRADAY
30 N.F. (3.000 francs) par personne avec ½ bout champagne
ELY. 11-61

télévision

Jeudi 4 aout a 21 h. 55 : « Le Bel Indifférent », un film de Jacques Demy, d'après Jean Cocteau (1957).

Vendredi 5 aout a 20 h. 35 : « Les cinq dernières minutes », une émission policière de Claude Loursais. Ce soir : « Un sang d'encre », avec Raymond Souplex dans le rôle de l'inspecteur Bourrel, Claire Maurier, Jacques Mauclair, etc.

Samedi 6 aout a 20 h. 50 : « D'une côte à l'autre », ou de Cannes à Biarritz, émission de variétés de Janine Guyon avec Gilbert Bécaud, Georges Guétary, Jacqueline Boyer, Tessa Beaumont et Max Bozzoni, etc.

Dimanche 7 aout a 18 h. 35 : « Musique pour vous », une émission de Lucienne Bernadac ; l'orchestre de Chambre de la Sarre, placé sous la direction de Karl Ristenpart, avec en soliste le hautboïste Pierre Pierlot, interprète le Concerto grosso de Haendel et le Concerto pour hautbois et cordes de J.-S. Bach.

Dimanche 7 aout a 22 h. 35 : « L'Art et les Hommes ». Seconde diffusion de « L'hommage à Fernand Léger », réalisé par Jean-Marie Drot quelques semaines après la mort du peintre ; cette émission était animée par Gérard Philipe.

Lundi 8 aout a 21 h. 40 : « La poliomyélite », une émission scientifique d'Igor Barrère et Etienne Lalou, transmise de l'hôpital des Enfants Malades.

Mardi 9 aout a 22 h. : « Le Lac des Cygnes », chorégraphie de Marius Petipa et Lev Ivanov. Le troisième acte du ballet composé à Paris par Tchaïkovsky sera présenté en direct (et en Eurovision) depuis le Festival de Bregenz (Autriche). Orchestre symphonique de Vienne.

Mercredi 10 aout a 21 h. 5 : « La Demande », pièce en un acte de Jules Renard (dont on commémore actuellement le cinquantenaire). Avec René Lefèvre, Louis Arbessier, etc. Réalisation : Albert Riéra.

jeu

50 questions sur le théâtre

Solution du jeu des pages 30-31.

1 : c — **6 : a**
2 : e — **7 : b**
3 : d — **8 : b**
4 : a — **9 : b**
5 : b
10 : c (« Meurtre dans la cathédrale »)
11 : b - c — **12 : b** (ballet)
13 : c (« Le Songe d'une nuit d'été »)
14 : d (« Le Crapaud-buffle »)
15 : b (« Les Séquestrés d'Altona »).
16 : a (« Rhinocéros »)
17 : b — **18 : b - e**
19 : c - d - g - h
20 : 1e - 2g - 3i - 4e - 5b - 6d - 7f - 8k - 9a - 10j - 11h - 12c
21 : c — **33 : a - b**
22 : e — **34 : b**
23 : b — **35 : c**
24 : a — **36 : e**
25 : d — **37 : a**
26 : c — **38 : d**
27 : f — **39 : b**
28 : a — **40 : a**
29 : e — **41 : e**
30 : d — **42 : f**
31 : g — **43 : c**
32 : b — **44 : d**
45 : b
46 : De haut en bas et de gauche à droite :
— Théâtre du Palais-Royal. Victor Francen, Gérard Séty. « La Fleur des Pois », d'Edouard Bourdet.
— Théâtre Edouard-VII. Suzanne Flon. « De doux Dingues ».
— Théâtre du Gymnase. Marie Bell. « Le Balcon », de Jean Genet.
— Comédie des Champs-Elysées. Paul Meurisse. « L'Hurluberlu », de Jean Anouilh.
— Montparnasse-Gaston Baty « Becket ou l'Honneur de Dieu », de Jean Anouilh.
47 : f - i - k
48 : a - c - e - g - j
49 : d - h — **50 : b - i**

SPÉCIAL

UN ABONNEMENT VACANCES A L'EXPRESS

(gratuit si vous voulez)

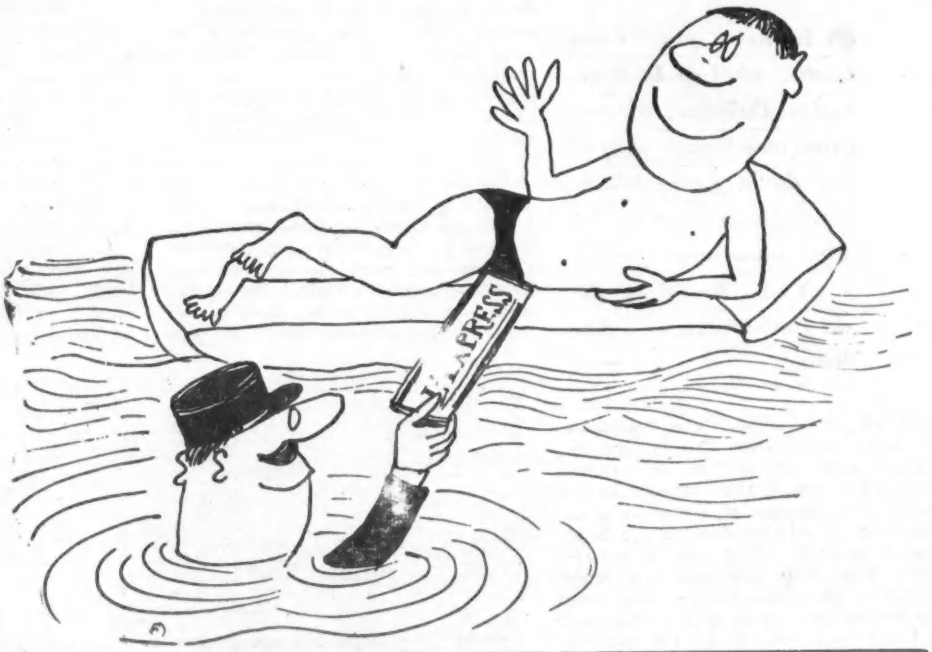
Si vous êtes éloigné des grands centres, il est possible que vous ayez du mal à vous procurer « L'Express », malgré nos efforts pour alimenter tous les points de vente.

En souscrivant un Abonnement spécial vacances :

1° Vous serez sûr de recevoir ponctuellement « L'Express » chaque semaine où que vous soyez.

2° Vous bénéficierez gratuitement du service de la « Lettre confidentielle », réservée exclusivement à nos abonnés.

3° Si vous décidez ultérieurement de souscrire un abonnement régulier, nous en déduirons du prix le montant de cet abonnement vacances.



M ....

Adresse de vacances ....

désire souscrire un abonnement-vacances de
1 mois à 5 NF
2 mois à 7,5 NF
3 mois à 13 NF

et vous règle la somme de NF — par chèque
— par virement à votre CCP 73-78-19 Paris.

(Quoirez.)

FRANÇOISE SAGAN A CUBA (*).
En dix jours, un million de personnes.

CUBA

Une promenade au soleil

● ***Invitée par Fidel Castro, chef de la Révolution Cubaine, 32 ans, Françoise Sagan, chef de file de la jeune littérature, 25 ans, commence son reportage par le récit de l'anniversaire du soulèvement fidéliste.***

LE 26 juillet 1953, Cuba entendait pour la première fois le nom de Fidel Castro. A la tête de quatre-vingts hommes, il avait attaqué la caserne de Santiago, et accompli ainsi son premier acte révolutionnaire. Sept ans plus tard, avant-hier, il convoquait tout le peuple cubain à venir célébrer cet anniversaire dans son ancien maquis de la Sierra Maestra, à 1.000 kilomètres de La Havane ; le peuple cubain et cinquante journalistes.

C'est ainsi qu'à peine débarquée de l'avion, je fus entraînée dans le voyage le plus ahurissant que j'aie jamais fait et ferai jamais, je l'espère, de ma vie.

Cela commence comme une promenade. Vingt Cadillac noires au grand soleil foncèrent vers la gare de La Havane. Cinquante journalistes chinois, allemands, anglais, américains, etc., s'y prélassaient. A la gare, les attendait un train spécial monté sur rails spéciaux, sans doute, car il tanguait de droite à gauche, sur deux mètres, comme un vieux bateau. Cramponnés les uns aux autres, les journalistes choisirent leurs places pour la nuit, tandis que des Cubains enthousiastes circulaient dans le couloir central.

Des jeunes gens sérieux du service d'ordre essayaient de le maintenir et de rendre le voyage de quatorze heures le plus agréable possible. C'est ainsi qu'un homme nanti d'une mitrailleuse dans le dos et de deux colts sur les côtés, comme la plupart des Cubains, m'offrit un petit gâteau sec. Le train roulait à quarante à l'heure et s'arrêtait parfois dans de petites gares où retentissaient aussitôt les accents de l'air révolutionnaire. Tout le village et son orphéon guettaient le passage du train et vous serraient la main aux portières avec enthousiasme. Partout, c'étaient les mêmes visages confiants, excités, que l'on voit à La Havane et dans tout Cuba, partout les mêmes cris : *« Cuba si, Yankee no »*. A 5 heures du matin, ça durait encore.

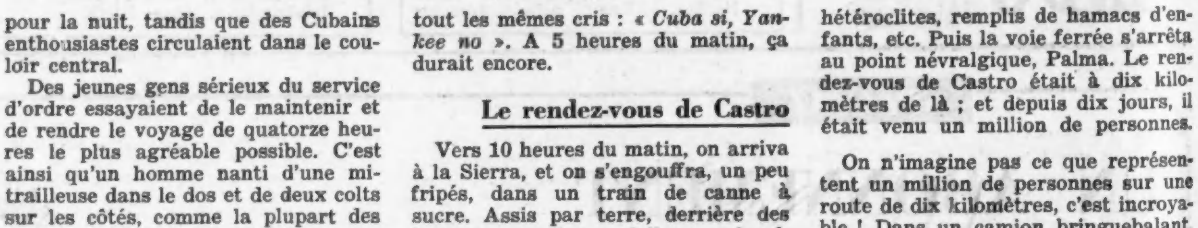
Le rendez-vous de Castro

Vers 10 heures du matin, on arriva à la Sierra, et on s'engouffra, un peu fripés, dans un train de canne à sucre. Assis par terre, derrière des barreaux, un doux soleil nous chauffant le crâne, nous regardâmes sans aucun pressentiment disparaître ce train spécial qui allait devenir, douze heures plus tard, notre seul espoir. Mais j'anticipe.

Le train roulait dans une campagne verdoyante, vers Palma-de-Estrada, sise à vingt-six kilomètres, mais il roulait à dix à l'heure. Déjà, on voyait sur la route des véhicules hétéroclites, remplis de hamacs d'enfants, etc. Puis la voie ferrée s'arrêta au point névralgique, Palma. Le rendez-vous de Castro était à dix kilomètres de là ; et depuis dix jours, il était venu un million de personnes.

On n'imagine pas ce que représentent un million de personnes sur une route de dix kilomètres, c'est incroyable ! Dans un camion bringuebalant, nous mêmes deux heures pour faire la route, dépassés par des piétons, cavaliers, voitures américaines. La consigne pour nous : ne pas se quitter. Certains journalistes nous quittèrent quand même en s'évanouissant au so-

(*) Dans le train de canne à sucre qui la mène à Palma de Estrada.



LE TRAIN SPÉCIAL LA HAVANE-PALMA DE ESTRADA.
Tout le village et son orphéon attendaient.

FIDEL CASTRO, A LA TRIBUNE, DANS SON MAQUIS DE LA SIERRA MADRE. (Quoirez.)
« Vous ne vous êtes pas battus pour un prénom... » — « Si ! Si ! »

leil. On commençait à avoir faim, et soif d'ailleurs.

Bref, à 5 heures de l'après-midi, on se retrouva sur une estrade, à vingt mètres des orateurs, et au milieu d'une mer de chapeaux de paille. Sur l'estrade, les barbus du maquis, les grognards de La Havane plaisantaient avec les premiers rangs de la foule, qui scandait naturellement : « *Cuba si, Yankee no* ». Soudain, un hurlement : Castro arrivait.

Il est grand, fort, souriant, fatigué. Grâce au téléobjectif d'un aimable photographe, je pus le dévisager un moment. Il semble très bon et très las. La foule hurlait son nom : « *Fidel !* ». Il la regardait, avec un mélange d'inquiétude et de tendresse.

Des troupes de fortune défilaient devant lui, des enfants, des tracteurs, et enfin des centaines de paysans, brandissant les titres de propriété qu'il leur avait donnés. Des Boliviens s'approchèrent, le supplièrent de les aider à libérer leur pays, tout ça en chantant, et finalement lui offrirent un chapeau indien avec un pompon. Il s'en coiffa, la foule éclata de rire, il en coiffa un de ses ministres de trente ans qui éclata de rire ; on se sentait loin de l'ambassade du Vatican. Enfin, il prit la parole et la foule se tut.

« Fidel, ne te fâche pas ! »

Il parle d'une manière simple et frappante, et pour ces gens à qui personne ne s'est jamais donné la peine de parler, c'est merveilleux. Il dit : « *Nous voulons être heureux, notre peuple a le droit de l'être, et il le sera au prix qu'il faut.* » Là-dessus, le soleil accablant qui nous laissait pantelants sur nos chaises fit place à trois gouttes de pluie, et la foule hurla : « *Fidel, couvre-toi !* » (Il a eu une pneumonie il y a un mois.) Il refuse, mais la foule maternelle trépigne et, en rechignant, il enfile un imperméable.

Puis ce fut un hélicoptère qui vint l'interrompre. Il le chasse de la main, il s'énerve, et la foule rit, lui crie : « *Ne te fâche pas.* » Et il finit par rire aussi. Les gens hurlent : « *Fidel ! Fidel !* » toutes les trois minutes, et à la fin il s'écrie : « *Fidel n'est qu'un court moment dans l'histoire de Cuba, vous vous êtes battus pour la liberté non pour un prénom.* » Mais la foule proteste : c'est lui qu'elle aime, et il a brusquement l'air très las. Il a terminé son discours et le cauchemar commence.

Dix mètres en trois heures

Un million de personnes étaient venues en dix jours, mais un million voulurent repartir dans la même demi-heure. C'était un spectacle infernal. La nuit était tombée, et notre camion, en trois heures, avait avancé de dix mètres. Epuisés par le soleil, la faim, la soif, les Cubains et les journalistes s'écroulaient au bord de la route. Sur dix kilomètres, vingt mille voitures, tous phares braqués, klaxonnaient, trépignaient, soulevaient des torrents de poussière. Finalement, ayant perdu tout le monde, nous partîmes à pied, à quatre, rejoindre Palma, repartîmes chercher des égarés, et au bout de vingt kilomètres à pied, dans le cauchemar nocturne, marchant sur des gens couchés, nous heurtant aux files immenses qui remontaient la route, nous pûmes monter dans un car bondé, qui nous jeta gémissants de fatigue, à trois kilomètres du train spécial. Il était 4 heures du matin et nous étions les premiers.

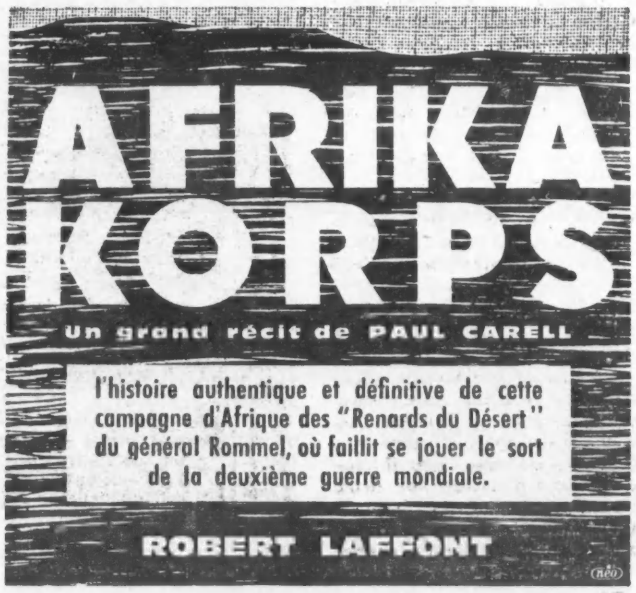
J'écris cet article à 4 heures de l'après-midi, le train n'a pas bougé. Quelques journalistes viennent d'arriver, ils ont de drôles d'airs et la conversation est faible. Un reporter de « Match » me dit qu'en dix ans, il n'a jamais fait une expédition pareille. Si nous en sortons, j'essaierai de voir Castro et de parler un peu plus précisément de Cuba. De toute façon, le 26 juillet 1961, je le passerai à la maison.

FRANÇOISE SAGAN.

La semaine prochaine

La suite du reportage
de FRANÇOISE SAGAN

CUBA, CE N'EST PAS SI SIMPLE



LA SEMAINE

Anne Guérin vous raconte

● *Alain Jouffroy : les romanciers sont des imposteurs.*

« LE Mur de la vie privée » (1) est un récit dont l'intrigue assez mince (triangle mari-femme-amant)

(Archives.)

ALAIN JOUFFROY.
Robbe-Grillet ? Effarant !

doit son ampleur à son décor : New York.

New York, ville où l'auteur, Alain Jouffroy, n'a jamais mis les pieds, donc ville-symbole, ville-cauchemar qui asphyxie les personnages à force d'impersonnalité, de confort, de calmants, de vide. *« Rien de naturel ne peut y naître. Cette ville est une serre ; ses habitants sont des fruits forcés. »*

Et voici que naît un amour fou, puisque extraconjugal : un défi jeté à la ville, une affirmation que l'homme est inasphyxiable. Désapprobation générale. Cet amour condamné, encerclé, sera finalement contaminé par la ville. Car le mur s'effondre qui devait protéger la vie privée (lisez : la liberté de l'homme). La ville envahit tout.

C'est qu'à New York (lisez : partout) le « qu'en dira-t-on » est roi. Chacun juge l'autre et craint de l'autre le jugement.

« Le jugement moral, explique Alain Jouffroy, *c'est la camisole de force dont on se sert pour emprisonner l'homme. On le dit libre : c'est faux. Il ne l'est pas plus de sa vie intime que dans ses activités quotidiennes qui, dans la vie moderne, sont devenues autant de drogues... »*

Voilà pour la « thèse » d'Alain Jouffroy. Quand à la forme, c'est un récit épistolaire. Pourquoi ?

— J'écris beaucoup de lettres. Pour un romancier débutant, c'était — tout bonnement — la forme la plus facile. L'existence, même supposée, d'un destinataire précis, d'un intime, m'a semblé plus rassurante que celle du lecteur, cet inconnu.

— Cette formule a d'autres avantages ?

— Elle permet de passer outre la couleur des cheveux de l'héroïne, la description des meubles, etc. On n'a pas à raconter ça dans une lettre. On passe directement à l'essentiel, disons : à l'intérieur.

— Vous n'êtes pas friand du « nouveau roman » ?

— Ma foi, je ne suis a priori ni pour ni contre quoi que ce soit. Pour quelqu'un qui, comme moi, patauge littéralement dans le roman, l'aplomb d'un Robbe-Grillet a quelque chose d'effarant. Si les inventaires d'objets l'amusent, grand bien lui fasse. Mais de là à en faire un système...

— J'aime, dans votre récit, que le narrateur ne sache pas tout sur les personnages.

— C'est qu'on sait bien peu de chose sur le for intérieur du voisin. Le romancier qui, par définition, prétend à l'omniscience, est un imposteur. Mon narrateur cherche à comprendre, voilà tout.

— Vous êtes aussi poète. Est-ce que...

Visiblement exaspéré, Alain Jouffroy me coupe : « Encore de la littérature ! » Il explose :

— Alors qu'il faudrait parler de la guerre d'Algérie, de la peine de mort, nous, littéraires, nous discutaillons de questions futiles, byzantines, dérisoires : la forme-et-le-fond, comment-définir-le-roman, etc. Ah, comme les intellectuels sont en retard sur leur temps !

(1) Grasset.

● *Sartre vu par les communistes et les anticommunistes.*

SARTRE a-t-il abandonné le marxisme ? C'est ce qu'affirme Roger Garaudy, qui vient de se livrer dans l'hebdomadaire communiste « Les Lettres Françaises » à une critique (assez féroce) de « La Critique de la raison dialectique », de Jean-Paul Sartre (2).

En niant l'existence d'une dialectique de la nature, Sartre a, selon Garaudy, trahi le matérialisme historique. Mais c'est dans un autre domaine — celui de l'histoire — que le théoricien du P.C. décoche à l'existentialisme ses flèches les plus acerbes :

« Aux rapports humains concrets, qui ne sont pas — Marx l'a montré — des rapports d'individu à individu,

(Pic.)

JEAN-PAUL SARTRE.
Croire à l'avenir ?

mais des rapports de classes, Sartre substitue un jeu de miroirs : les rapports de l'Autre à l'Autre.» Arrachée à son contexte historique et social, *« cette prétendue dialectique ignore l'histoire réelle. »*

La lutte des classes conduit-elle nécessairement, ainsi que Marx l'affirmait, à la dictature du prolétariat ? Sartre soutient que *« l'idée même en est absurde. »* Nouvel, et grave, écart, constate Garaudy.

(2) Dans « Les Lettres Françaises ».

(Charpentier.)

MENDEL MANN.
Tolstoï a vu juste.

Car au fond, dit-il, Sartre *« ne croit plus à l'avenir de la classe ouvrière, condamnée, selon lui, à l'impuissance et à la bureaucratisation syndicale. La théorie du Parti, qu'il avait ébauchée en montrant sa liaison nécessaire avec la classe ouvrière, a été abandonnée »*. C'est là — bien sûr et il ne le cache pas — que le bât blesse Roger Garaudy.

« Le contrat social », revue anticommuniste, attaque de son côté « La Critique de la raison dialectique ». La synthèse sartrienne du marxisme et de l'existentialisme, écrit « Le Contrat social », est « une sorte de quadrature du cercle » et l'entreprise de Sartre est « plus théologique que scientifique ».

● *Mendel Mann : un soldat russe avait prévu.*

« J*E vois dans tes yeux, Mikhaïl, qu'un jour tu écriras un livre sur nous »*, dit un soldat russe à un réfugié juif de Pologne qui combattait à ses côtés, dans l'Armée Rouge, aux portes de Moscou. C'était en hiver 1941. Les Allemands assiégeaient la capitale. « Mikhaïl », c'est-à-dire Mendel Mann, ne songeait nullement à écrire des livres. Mais plus tard il le fit.

Cette semaine, j'ai — ou plutôt nous avons interviewé Mendel Mann, un homme voûté, au regard très doux, lointain, et triste... Je dis « nous » car j'étais escortée par deux interprètes, dont l'une, Clara Malraux, a déjà fait dans « L'Express » la critique du roman de Mendel Mann : « Aux portes de Moscou » (3).

De cet échange, où le yiddish chevauchait l'allemand et le français, voici ce que j'ai pu noter :

— « Aux Portes de Moscou » est le premier volume d'une trilogie. Où en sont les autres ?

— Ils ont déjà paru à New York, en yiddish. Le deuxième livre reprend l'histoire où je l'avais laissée : à la déroute des Allemands devant Moscou. Puis c'est la reprise de Varsovie par les Russes, et enfin, dans le troisième livre, la chute de Berlin.

— N'avez-vous pas exagéré, dans votre roman, la bonté presque sainte du paysan russe ?

— Ce roman est autobiographique. Les paysans russes, je les connais, j'ai vécu dans leurs villages. Ce sont des gens pleins d'amour dans le sens spécifiquement russe. Ils ont l'air de sortir d'un roman de Tolstoï ? Mais c'est que Tolstoï a vu juste. Ils sont comme il dit.

— Et ils n'ont pas changé ?

— Le paysan russe est resté profondément religieux. Ni la révolution, ni le communisme, ni l'anticommunisme ne l'ont démoralisé. C'est encore, au fond, le vieux moujik de Pierre le Grand.

— Comment se fait-il que, pendant la guerre, l'antisémitisme se soit infiltré en Russie ?

— Dans les tranchées, les soldats russes recevaient des tracts lancés par les avions ennemis. Ces tracts précisaient que les Allemands n'avaient rien contre les Russes, qu'ils n'en voulaient qu'aux Juifs.

— Alors les soldats ont accusé les Juifs ?

— Un paysan mobilisé m'a demandé : « Qu'avez-vous fait de mal, vous autres Juifs ? » Je répondais que je n'en savais rien. Il insistait : « Tu ne veux pas me dire la vérité. Si vous n'aviez rien fait, on ne vous persécuterait pas. » Au bout de trois jours, il m'a dit : « Je te crois. Si tu n'en sais rien, c'est sans doute qu'à toi non plus on ne l'a pas dit... »

(3) Calmann-Lévy.
Voir la critique de « L'Express », n° 470, 16 juin 1960.

● *Best-sellers : 186 semaines d'optimisme.*

QUEL livre est resté le plus longtemps sur la liste des best-sellers publiée chaque semaine par la « New York Times Book Review » ? C'est « Le Pouvoir de la pensée positive » (1952), une sorte de recette pour vivre heureux dont l'auteur est Norman Vincent Peale. Cet ouvrage, qui préconise l'optimisme à tout prix et à toute épreuve, n'a jamais vu le jour en France. Aux U.S.A., il est demeuré un best-seller pendant 186 semaines.

ANNE GUERIN.

ROGER VAILLAND
LA FÊTE
50.000 exemplaires
nrf

LES SUCCÈS DE JUILLET

« L'Express » a mis sur tout le territoire français, avec la collaboration d'un certain nombre de libraires, un réseau qui doit nous permettre de fournir chaque mois à nos lecteurs des indications sérieuses sur les dix plus grands succès de librairie. Voici les résultats de juillet :

	AUTEUR	TITRE	EDITEUR	Classem. de juin	Présence sur la liste
1	P. Daninos	*Un certain M. Blot*	Hachette	1	3ᵉ mois
2	C. Ryan	*Le Jour le plus long du siècle*	Laffont		
3	M. Pagnol	*Le Temps des secrets*	Pastorelly		
4	J. Green	*Chaque homme dans sa nuit*	Plon	4	4ᵉ mois
5	R. Vailland	*La Fête*	Gallimard	2	3ᵉ mois
6	J. Lartéguy	*Les Centurions*	Pr. de la Cité	7	4ᵉ mois
7	J. Kessel	*Les Mains du miracle*	Gallimard	3	3ᵉ mois
8	L. Durrell	*Cléa*	Corrêa	5	3ᵉ mois
9	H. Troyat	*La Barynia*	Flammarion		4ᵉ mois (1)
10	C. Saint-Laurent ..	*Passagers pour Alger*	Pr. de la Cité		

Cette liste a été établie grâce à la collaboration des librairies suivantes : ● Paris : « Au Chariot d'Or », 14 *bis*, avenue Bosquet. — ● Cidini, 43, avenue Secrétan. — ● Max Ph. Delatte, 133, rue de la Pompe — ● Flammarion, 25, boulevard des Italiens. — ● Galignani, 224, rue de Rivoli. — ● Gallimard, 15, boulevard Raspail. — ● « Lettre Ouverte », 213, rue de la Convention. — ● Librairie Continentale, 3, rue de Castiglione. — ● Julliard, 229, boulevard Saint-Germain. — ● « Au Papyrus », 82, rue Ordener. — ● Presses Universitaires de France, 49, boulevard Saint-Michel. — ● Robert Marin, 18, boulevard Haussmann. — ● Stock, 155, rue Saint-Honoré. — ● Tschann, 84, boulevard du Montparnasse. — ● Weill, 60, rue Caumartin. — ● Savigny-sur-Orge : Librairie du Lycée, 2, rue du Mail. — ● Bordeaux : « A l'Ecritoire d'Or », 60, cours Georges-Clemenceau. — ● Mollat, 15, rue Vital-Carles. — ● Cannes: Durand, 77, rue d'Antibes. — ● Deauville-sur-Mer : Grenier, 91, rue Eugène-Colas. — ● Evian-les-Bains : Haissly, 37, rue Nationale. — ● Grenoble : Librairie de l'Université, 2, square des Postes. — ● Lille : « Le Furet du Nord », 11 et 13, place du général-de-Gaulle. — ● Lyon : Flammarion, 19, place Bellecour. — ● Nice : Rudin, 14, avenue Félix-Faure. — ● Rennes : « Les Nourritures Terrestres », 19, rue Hoche. — ● Librairie du Palais, 7, place du Palais. — ● Royan : Moreau, 1, rue Gambetta. — ● Saint-Etienne : « L'Astrée », 14, rue du Général-Foix. — ● Plaine, 27, avenue de la Libération. — ● Strasbourg : Librairie de la Mésange, 18, rue de la Mésange. — ● Vichy : Librairie Royale, Burtin, 7, rue Franklin-Roosevelt. — ● Vittel : Aubry, rue de Verdun et Galeries du Parc. — ● Le Touquet : Girardot, 11, boulevard Daloz. — ● Biarritz : Louis Riguelme, Arcade Lacombe.

(1) Avec un mois d'interruption.

ENTRETIEN

Un homme qui fait rire

● ***Depuis trois mois, le dernier roman de Pierre Daninos se trouve en tête de la liste des best-sellers. Quel est le secret de ce nouveau succès ? Madeleine Chapsal est allée le lui demander.***

Depuis son dernier ouvrage, la critique, qui boudait un peu Pierre Daninos, commence aussi à regarder de son côté. Un homme qui fait rire, il n'y a rien de plus rare, de plus mystérieux.

Pierre Daninos lui-même n'y comprend rien. Debout, derrière son très long, très luxueux bureau, au dernier étage d'un immeuble de Neuilly, il touche, range et dérange d'un air inquiet des piles de dossiers : les éléments du rire sont là-dedans. Enfin, il le croit, il le souhaite, il ne peut jamais en être sûr...

Parler avec Daninos, c'est parler avec quelqu'un de très appliqué, très modeste, qui fait toute la journée des fleurs en papier, en espérant qu'au dernier moment un ange passera — qui les rendra vraies.

— Comment avez-vous débuté dans la vie ?

PIERRE DANINOS. — En faisant des comptes rendus de tennis... Le journalisme, ça peut vous mener à énormément de choses.

— Quel âge aviez-vous ?

P. DANINOS. — Peut-être dix-sept ou dix-huit ans. Ça m'a permis d'aller en Angleterre, en Amérique. C'était quelque chose, les Etats-Unis à ce moment-là, pour un jeune homme ! Mes amis m'accompagnaient au bateau comme si je partais du temps de Colomb !

— Où écriviez-vous ?

P. DANINOS. — J'ai fait mes premières armes avec un oncle qui avait une revue qui s'appelait « Tennis et Golf », je venais juste de passer mes bachots et je croyais savoir écrire. Mon oncle me corrigeait mes papiers tout en m'engageant à autre chose.

Il me citait le cas de journalistes émérites, comme par exemple Hanotaux : « Regarde ces gens-là, on ne parvient pas à gagner sa vie avec une chronique. Ne fais jamais ça ! »

— Quand avez-vous commencé à écrire des livres ?

P. DANINOS. — Il y a eu la période journaliste. J'ai fait des chroniques pour « Marianne », puis je suis, peu à peu, entré dans l'équipe de « Paris-soir », « Match », « Marie-Claire », et puis il y a eu la période mi-journaliste, mi-écrivain. Je travaillais toute la journée à faire des articles, du rewriting, et puis, le soir, je me mettais à un roman. Je crois qu'il vaut mieux vendre de l'acier inoxydable, ou des tableaux, ou des lampadaires dans la journée, et puis faire des romans le soir, plutôt qu'écrire dans un journal et continuer encore après.

— Vous dites qu'il y a une grosse différence entre la littérature et le journalisme, mais ce que vous faites ne relève-t-il pas beaucoup du journalisme, est-ce que ça n'est pas très près du réel, pris sur le vif ?

P. DANINOS. — Evidemment. Au fond, ce que je fais, si vous voulez, c'est de la photographie. Les gens me répondent, pour me faire plaisir : « Mais non, vous exagérez, ça n'est pas si copié que ça ! », et ils ajoutent : « Ou alors, c'est de la photographie d'art ! », avec un petit sourire, mais moi j'appelle ça de la photo.

Par exemple, quand le major s'aperçoit que tous les Français disent : « *Allez, au revoir, allez !* », c'est vrai ! Les gens qui le disent peuvent le lire, se reconnaître, ça ne les empêchera pas de continuer à dire : « *Allez, au revoir, allez !* ». Comme si c'était un moyen de locomotion...

Ce qui m'a sauvé, c'est d'avoir trouvé — inconsciemment d'ailleurs — le moyen d'écrire des textes qui pouvaient à la fois être publiés dans les journaux et en librairie. Par exemple les « Chroniques » de Sonia, et le major.

Quel soulagement : ne plus avoir cette hantise d'écrire dans la journée pour gagner sa vie, pour satisfaire ses besoins matériels ! Dès que j'ai été dégagé de ça, tout a mieux marché. Mais je suis resté très lié au journalisme, sentimentalement.

— On y prend le goût d'écrire pour un grand public ?

P. DANINOS. — Oh ! ça n'est pas ça ! Je n'avais pas prévu le succès des « Carnets du Major Thompson ». Pas du tout. C'était un livre que je croyais destiné à une audience assez limitée.

Je n'avais jamais prévu que les « Carnets » feraient rire... euh... aussi bien un contremaître qu'un employé de bureau, ou un directeur.

— Vous connaissez maintenant votre public ?

→

3 romans "traduit de"
ESPAGNOL
J. M. GIRONELLA
L'ASSAUT DES TÉNÈBRES
HONGROIS
GUSZTAV RAB
UN JOUR À BUDAPEST
ANGLAIS
JEAN S. MACLEOD
L'ESCALE DU BONHEUR
FLAMMARION

HAAKON CHEVALIER
L'homme qui voulait être Dieu
roman
un savant atomiste face à la politique
SEUIL

LE JOUR LE PLUS LONG
6 JUIN 1944
par CORNELIUS RYAN
Vous pouvez gagner 1.000.000 de frs (10.000 NF) en lisant ce passionnant récit.
ROBERT LAFFONT

P. Daninos. — Par les lettres, un peu. Je reçois beaucoup de lettres. Tenez, les voici.

— Vous les gardez toutes ?

P. Daninos. — Certaines, les désagréables — s'il y en a ! — et les agréables aussi. Je répondrais volontiers aux lettres désagréables, mais, d'habitude, elles ne sont pas signées. « *Etes-vous Français ? Votre nom ne saurait le prouver. Vous avez certainement de gros intérêts à traduire les remarques désobligeantes du major Thompson à propos de la France.* »

Elle n'est pas signée, naturellement ! En voici une autre : « *Ce n'est pas que votre traduction ne me plaise pas, mais, vous savez, un texte anglais perd toujours de la saveur à la traduction, alors je vous serais reconnaissant de me donner le nom de l'éditeur de l'édition anglaise.* » N'est-ce pas merveilleux ?

Et puis il y a des lettres étonnantes de types qui ont pris le personnage tout à fait au sérieux : « *J'ai été appelé à voir très souvent le colonel Williams, de l'armée anglaise, pouvez-vous, je vous prie, demander au major Thompson s'il l'a connu, car il me semble que la mission des deux officiers était similaire...* » Ce qui m'étonne, moi, c'est que les gens écrivent. Il m'arrive de me dire : « *Je vais écrire à cet écrivain* », mais je ne le fais pas une fois par an.

— Trouvez-vous que vous soyez un auteur gai ?

P. Daninos. — L'humour n'est pas gai. Blot est un personnage un peu... chaplinesque. C'est le petit homme, quoi ! (toujours le même d'ailleurs, que vous preniez le mari de Sonia ou le personnage des vacances), c'est toujours l'homme aux prises avec la vie quotidienne, un peu écrasé par sa femme, ou ses enfants, ou la société.

Dans la vie, le tragique et le comique se chevauchent sans arrêt, comme dans les scènes conjugales, par exemple.

Ma matière première, c'est cela : ce que les gens me donnent, soit au restaurant, soit dans la rue, soit sur le trottoir, au garage, dans les hôtels...

Tout cela fait des éléments de base, des notes. Thompson, c'est une montagne de notes ; Blot, c'est une montagne de notes. Je me suis trouvé avec ces tas, ces paquets de notes sur la vie courante, le caractère des gens que nous rencontrons, des Français, et le problème a été : qui va prendre ces notes à son compte ?

— Pourquoi pas vous ?

P. Daninos. — Si j'avais repris ces notes à la première personne, ça aurait eu beaucoup moins de piment. Il fallait un déguisement. J'ai d'abord hésité entre un Chinois, un Turc, un Persan ; ça avait d'ailleurs déjà été fait ! Et puis, une nuit, j'étais en Suisse, en vacances avec les enfants, j'ai rêvé d'un major moustachu que j'avais vu pendant la guerre — j'avais été agent de liaison auprès d'un bataillon anglais. En me réveillant, j'ai revu mon rêve, et je me suis dit : voilà l'idée ! Un Anglais débarque en France, avec sa carabine, sur son chemin pour l'Afrique ou les Indes et, en voyant s'embrasser les Lillois, par exemple, une fois sur la joue droite et deux fois sur la joue gauche (je ne sais plus exactement !), ce qui est très drôle pour un Anglais, il se dit : « Pourquoi aller chercher plus loin, j'abandonne ma carabine ; voici une faune bien plus intéressante que le tigre de Malaisie ! » Et, au lieu de prendre la malle des Indes, il reste.

Ç'a été la même chose pour Blot...

C'est effrayant, n'est-ce pas, quand un auteur se met à parler comme ça ? Arrêtez-moi, parce que, moi, je m'effraye moi-même en vous racontant tant de choses...

— Pas du tout. Continuez...

P. Daninos. — Au fond, il n'y a qu'une chose pour laquelle j'ai acquis de l'entraînement et qui, maintenant, ne me fait plus peur : c'est le fait de se sentir « vide ». Il y a encore cinq ou six ans, depuis que j'ai quitté les journaux et la situation de salarié, j'étais effrayé de prendre tant de responsabilité, avec juste ce que j'avais dans la tête comme... employeur. Après chaque livre, je me disais : « *Cette fois-là, c'est fini, je n'ai absolument plus rien à dire.* » Alors que, maintenant — c'est peut-être ce qui va m'arriver d'ailleurs, parce que, maintenant justement, je me sens très vide ! — je sais que c'est une batterie d'accus qui se décharge et qui se charge. En ce moment, je suis dans l'état de complète décharge. Ce que j'avais à dire, je l'ai dit dans Blot. Cela faisait six ans que je n'avais pas publié un véritable livre

— Blot, c'est vous ?

P. Daninos. — Oui, évidemment, beaucoup... Un personnage, c'est toujours un peu moi. Dans Blot, il y a mon expérience de l'anonymat et puis celle de... de...

— Du succès ?

P. Daninos. — Je n'aime pas beaucoup ce mot-là...

— Alors, de la réussite ?

P. Daninos. — Vous me faites penser à une histoire : avant la guerre, quand je travaillais pour « Paris-soir », j'avais un jour un « chapeau » à préparer pour un académicien. Alors, je l'ai appelé au téléphone et je lui ai dit : « *Maître, je vais vous lire Le chapeau que j'ai préparé : « Nous publions aujourd'hui le premier article du célèbre écrivain...* » J'entends au bout du fil une exclamation. Je demande :

« *Qu'est-ce qu'il y a, Maître ?*

— Oh ! célèbre... célèbre...

— Ah ! oui, ça ne vous plaît pas ?

Et, connaissant mon bonhomme, je propose :

— Est-ce qu' « illustre », Maître, vous conviendrait mieux ?

— Oui, parfait, illustre... »

Et nous avons mis illustre.

Où en étions-nous ? Ah ! oui, en somme, pour Blot, il fallait un truc pour faire sortir ce type de sa vie grise, anonyme, et pour lui faire connaître les gens que j'ai connus, les snobs, sur lesquels j'avais accumulé des notes. Les gens qui ne vous invitent pas parce qu'ils vous aiment bien, mais parce qu'ils veulent pouvoir dire qu'ils ont eu M. X... ou M. Y... Alors, j'ai eu l'idée du concours. Cela arrive tous les jours, les concours, maintenant, en France ou aux Etats-Unis. Le type devient célèbre parce qu'il a gagné un concours...

— En somme, M. Blot n'est apparu dans la fabrication du livre qu'au dernier moment ?

P. Daninos. — Oui, je ne savais pas ce qui allait se passer, et il y avait déjà 60 % du livre d'écrit... Contrairement à ce que beaucoup de gens croient, le travail, pour moi, est un immense labeur, parce que les lecteurs, qui s'amusent, s'imaginent que ce qui est facile à lire est facile à écrire. Eh bien ! moi, je ne cache pas la peine que j'ai à écrire.

— On a le sentiment que votre écriture est spontanée, il y a des bonheurs d'expression...

P. Daninos. — Bonheurs d'expression !... C'est très gentil de dire ça ! Mais il s'agit de procéder par élimination. Si vous voulez, une idée me vient, elle me vient vite. Par exemple : « *La France est divisée en quarante-trois millions de Français.* »

— Formule qui a fait fortune !

P. Daninos. — Oui, et ça m'est venu très vite. Mais c'est après...

— Que s'est-il passé après ?

P. Daninos. — Eh bien ! j'ai perdu un temps considérable à vérifier si personne ne l'avait dit avant moi... Parce que je trouve ça tellement simple...

J'ai passé des jours à la Nationale. J'ai consulté des livres de moralistes, je regardais l'index, au mot « France » par exemple, ou bien dans des ouvrages où sont réunis tous les mots qui ont été dits sur les Français, pour voir s'il y a une citation qui corresponde à ça...

— Vous êtes d'un scrupule admirable !

P. Daninos. — Prenez le bureau de Blot, par exemple. J'avais au départ des notes personnelles sur les divers bureaux que j'avais connus, des bureaux de journaux, soit « Paris-soir » ou « Match » avant la guerre, ou « Le Figaro ». Mais je ne voulais pas situer mon type dans un journal : le journalisme n'est pas un métier pour M. Blot, il est trop effacé, trop tranquille. Alors, il a fallu que je complète mon information. Je suis allé dans les compagnies d'assurances, dans les banques, dans des compagnies d'aviation commerciale. J'ai contacté des amis, qui me donnaient des recommandations. « *Allez voir M. Untel.* »

Finalement, j'ai choisi de mettre Blot dans les Assurances, parce que cela rendait plus logique sa victoire dans un concours où la statistique joue un grand rôle : il est actuaire.

A partir de là, j'ai fusionné toutes mes notes, comme je vous disais. Il ne fallait laisser que l'essentiel. Ce que j'ai essayé de faire, c'est que le bureau de M. Blot soit le bureau idéal, celui où n'importe quel grand patron, n'importe quel secrétaire général d'une grande compagnie, d'une grande affaire, se reconnaîtra...

Enfin, vous voyez, je fais de la photo !

— Vous dites cela parce que vous êtes modeste... Vous êtes plutôt du côté des moralistes.

P. Daninos. — Quand on me donne du « moraliste », j'ai brusquement le sentiment d'être empaillé... Moi, je ne me vois aucune étiquette, on peut m'appeler comme on veut. Mais moraliste !...

— Connaissez-vous des écrivains de votre genre, qui ont travaillé comme vous ?

P. Daninos. — Je ne sais pas... Je crois que tout le monde travaille comme moi. Je les envie beaucoup, en tous les cas, ceux qui peuvent écrire des choses drôles directement, sans les avoir travaillées... Il y en a peut-être, mais moi je ne les connais pas. Il y a Giraudoux qui a écrit « Bella » sans ratures. Moi je ne suis pas comme ça.

— Qui aimez-vous comme écrivains de l'humour ?

P. Daninos. — J'aime énormément l'humour de Marcel Aymé, celui de Jacques Perret et celui de Valery Larbaud, qui a certainement eu beaucoup... euh... d'influence sur moi. Pas lorsque j'écris probablement, mais il m'a beaucoup emballé.

— Vous dites que vos livres font rire, mais au fond ils sont pessimistes. Vous aussi ?

P. Daninos. — Je ne me crois pas pessimiste... Vous savez quelle définition un Américain a donné du pessimisme et de l'optimisme ? Attendez, c'était très drôle. Pessimiste : femme qui pense qu'elle pourra ranger sa voiture dans un endroit visiblement trop étroit ; optimiste : homme qui pense qu'elle n'essaiera pas !

Non, je ne suis pas pessimiste, quoique je n'aie pas très confiance. Le fait d'avoir réussi un livre comme « Thompson » ne m'a pas du tout donné confiance dans ce que j'écris.

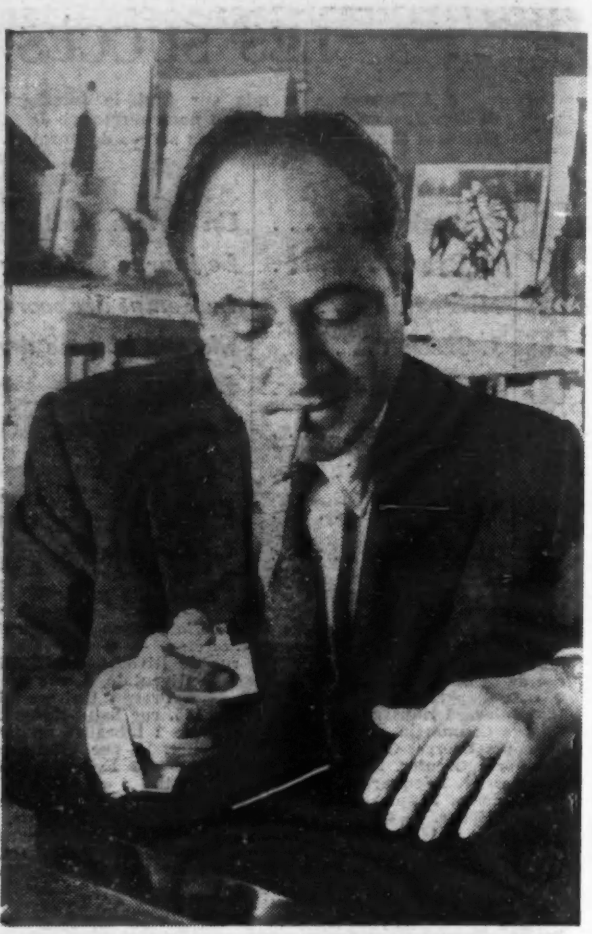
— Comment expliquez-vous ça ?

P. Daninos. — C'est cette crainte d'être complètement vide, de n'avoir plus rien à dire... Ainsi, quand mon éditeur m'annonce : « *Nous allons tirer à cent quarante mille* », je dis toujours : « *Vous êtes fou ! Mais non, attendez un peu !* » Il le fait tout de même — pour des raisons bassement matérielles : tirer un livre comme « Thompson » en plusieurs éditions de trente mille, cela revient plus cher que de tirer cent cinquante mille d'un coup... Mais comme je suis superstitieux, je n'aime pas ça, j'ai très peur...

Mais je ne suis pas du tout pessimiste. S'il y avait une école optimiste, j'irais tout de suite à l'école optimiste !

— Voilà un bel aveu d'inquiétude, avoir besoin d'une école !

P. Daninos. — Oui, peut-être... Au fond, l'humour, pour moi, c'est peut-être inconsciemment une forme d'évasion. Dès que je commence à réfléchir, comme Dostoïevski, par exemple, à l'inutilité de ce passage sur la terre, dès que je commence à me dire : Qu'est-ce que nous faisons ? Où allons-nous ? etc., je préfère fiche le camp, en écrivant, en faisant de la voiture, de la vitesse, n'importe quoi. Ça, alors, je ne suis pas du tout mauriacien ! Je n'écrirais pas de choses là-dessus. J'ai horreur de penser à ça, ça me fait peur... Mais je ne suis pas pessimiste. J'aime bien la vie, la



Pierre Daninos chez lui...
« Moi, j'appelle ça de la photo. » *« En Amérique, je serais le dixième. »*

« Les lettres désagréables ne sont pas signées. »

...AU COURS DE SON ENTRETIEN AVEC MADELEINE CHAPSAL.
« Le succès ? Je n'aime pas ce mot-là ! »

(J. Marquis.)
« Il est parti comme un bol vide. »

réussite de mon livre m'a fait beaucoup plaisir.

— A vous lire, on croirait plutôt que vous êtes un sceptique : si quelqu'un dit ou pense quelque chose, son voisin pense et dit exactement le contraire, ce qui n'empêche pas la vie de couler...

P. DANINOS. — Mais oui, nous vivons — à Paris surtout, dans les grandes capitales — la même comédie depuis toujours... Les snobs n'ont pas changé depuis La Bruyère ! Il n'y a que des gens qui font leur numéro, partout, au bureau, en dictant une note, en racontant, à déjeuner, comment ils ont fichu à la porte M. X... ou M. Y... Les femmes aussi font leur numéro, dans la rue, ailleurs... Et nous, ici, en ce moment.

— Qu'est-ce qui vous fait rire, vous ?

P. DANINOS. — Moi ? Je ne sais pas... Des tas de choses... Ce qui m'amuse beaucoup, ce sont les gens qui emploient les mots à tort et à travers. Ce concierge, par exemple, qui dit à la femme d'un de mes amis, qui lui demandait : *« Vous avez vu, mon mari ? — Oh ! il est parti si vite, vous savez, il est parti comme un bol vide... »*

Ou bien ce journaliste sportif qui écrivait, à propos d'un match disputé par le roi de Suède de l'époque, Gustave V : *« On n'entendait plus dans le silence que les boyaux du roi de Suède... »*

Ces histoires me font rire.

— Et dans la vie ?

P. DANINOS. — Dans la vie, ce qui me fait rire ? Attendez... Par exemple un dirigeant de Hachette me racontait les demandes extravagantes que reçoivent les petits libraires de province de la part de leurs clients. Ainsi, ils ont eu comme commande : « Le Bâton de Mauléard » ; il s'agissait du « Bâtard de Mauléon », par Dumas !

Ou bien « L'Israélite » de Maurois, pour « La Vie de Disraeli » ; « Le journalisme en valsant », pour « Le Journalisme en vingt leçons » ; « Le Guide des nourritures terrestres »...

Pendant la guerre, dans un train, j'ai entendu une dame dire à une autre :

« Tu devrais lire ça, c'est formidable !

— Qu'est-ce que c'est ?

— « Autant en emporte le vent ».

— De qui est-ce ?

La dame cherche :

— Je crois bien que c'est de Gallimard. »

C'est drôle, hein ?

— Il ne faut pas se faire trop d'illusions sur l'intérêt que les lecteurs portent à l'auteur...

P. DANINOS. — Non, pas trop... D'ailleurs, moi, ça m'est égal. J'aime mieux être grignoté par mon personnage que de ne pas être grignoté du tout, ça prouverait que le personnage n'a pas pris. Je n'ai au fond qu'une sorte de vœu à formuler : c'est que le personnage me grignote ; ça prouve qu'il est bon, qu'il est mieux que moi...

— Qu'est-ce qui vous amuse encore ?

P. DANINOS. — Des histoires qui sont arrivées. Celle de l'adjudant — vous savez, je l'ai racontée dans « Blot » — dont j'essayais de gagner les faveurs pour avoir une permission, auquel je donne un médicament en lui disant : *« Voilà pour votre femme »*, et qui me répond : *« Est-ce que ça vous tordrait-y la gueule que de dire « vot' dame » ?*

C'est merveilleux ! C'est le monde à l'envers !

Ou bien l'adjudant-chef, dont j'étais le secrétaire pendant une période, au début de la guerre, et qui ne savait pas très bien l'orthographe et se servait de moi comme d'un dictionnaire. Un jour, il s'arrête brusquement et me dit :

« Daninos, téléphone, c'est un f ou deux ?

Alors, je réponds :

— Chef, je crois bien que téléphone c'est ph !

— Nom de Dieu, je confondais avec télégraphe... »

Vous voyez, ces choses-là, qui sont bêtes, me font éclater de rire...

— Dans vos livres, il y a un effet que vous reprenez souvent. Les choses qui ratent.

P. DANINOS. — Oui, bien sûr... Tenez, prenez les voitures : ce qu'il y a de drôle, ce sont les pannes ! Pas sur le moment, mais ce qu'il y a d'amusant à raconter, c'est le garagiste, le langage du garagiste... Et les bruits ! En ce moment, j'en ai un dans une voiture. Je sais que l'usine ferme à cinq heures et demie et le bruit commence vers six heures. Ou bien, s'il commence plus tôt, à cinq cents mètres de l'usine le bruit s'arrête... Cela m'est déjà arrivé plusieurs fois. Les types me considèrent comme un cinglé.

Oui, évidemment, si tout marchait sur des roulettes, si le médicament que l'on vous donne s'appliquait exactement à ce que vous avez, si vous entriez dans un magasin pour acheter des boutons de manchette et que vous n'en sortiez pas avec un tire-bouton, si tout marchait dans les voitures... alors il n'y aurait plus rien de drôle, évidemment. Il faut que quelque chose cloche, et je crois que la vie est faite de choses qui clochent. C'est peut-être la clé de l'humour.

— Et le pain des humoristes ! Comprenez-vous pourquoi vos livres plaisent ?

P. DANINOS. — Eh bien ! parce que les gens ont besoin de rire, d'éclater de rire... Il y a trop de choses tristes dans la littérature. Alors moi, je m'explique ainsi cette faveur — que je suis très heureux de connaître — par l'absence presque totale de livres faisant rire les honnêtes gens (dans le bon sens du mot). Des livres comiques, il y en a relativement très peu, très très peu... Il y a pénurie. Il y a beaucoup plus de comiques au théâtre qu'il n'y en a en littérature. En Amérique, mon succès ne serait peut-être pas aussi grand, je serais le dixième, le quinzième... Ou le quatrième, qui sait...

— Vous êtes gentil et modeste !

P. DANINOS. — Mais non ! Tout cela est si simple. Je ne me fais aucune illusion. Les autres non plus. C'est ce qui fait justement que des personnes viennent voir mon éditeur : *« Vous savez, Daninos, c'est bien, gentil, mais ça n'est rien du tout ; moi, je vais vous apporter quelque chose qui fera vraiment rire les gens. »*

En effet, en effet... Ce sont souvent des trucs tout simples, le comique, qui vous crèvent les yeux, il y a beaucoup de choses qui crèvent les yeux et que je n'ai pas encore vues. Je ne peux pas dire que je vois tout. Ce qui plaît toujours le plus, ce sont les choses extrêmement simples. D'ailleurs, moi, je crois à la vertu des choses simples, des idées simples, de tout ce qui est simple. L'idée du major, c'est une idée simple, une idée bêbête comme pas une, cet Anglais, n'est-ce pas...

M. C.

POLITIQUE

« La fin d'une guerre » par Jean Lacouture et Philippe Devillers

● *Qui réclamaient la négociation ? Les chefs militaires.*

La fin d'une guerre — celle d'Indochine — telle que nous la décrit le livre de Jean Lacouture et Philippe Devillers (1), c'est tout autre chose que le récit d'« le moment de vérité » où la guerre elle-même apparaît dans toute sa réalité, le moment où les propagandes, les illusions, les calculs, les mythes s'effondrent.

La vérité, c'était d'abord une situation militaire que les documents et les témoignages réunis par les auteurs font apparaître tragique, presque catastrophique. Tout au long des méandres d'une négociation de près de quatre mois, les données militaires pèseront sans cesse plus lourd, balayant les premières acrobaties diplomatiques. Partisans et adversaires de la poursuite de la guerre sont mis en présence de la réalité sans aucune complaisance. Ainsi, peut-on lire à propos de M. Mendès France, accédant à la Présidence du Conseil : *« Si pessimiste qu'il fût touchant l'évolution de la guerre d'Indochine, il n'avait jamais imaginé — il l'a confié depuis lors — que les choses fussent en l'état que lui décrivirent alors les généraux Guillaume et Blanc : le corps expéditionnaire, menacé d'une véritable catastrophe, dans les semaines précédant la saison des pluies, Hanoï pratiquement indéfendable, la route de Haïphong en péril, l'éventualité d'une furieuse et sanglante bataille de repli... et l'armée française à tel point désorganisée qu'il faudrait des années et des années pour la reconstituer sur le plan mondial... »*

Dien-Bien-Phu

Ce jugement, les chefs de l'armée l'avaient prononcé depuis plusieurs mois déjà, de sorte que plus la négociation tardait, plus l'issue en était reculée, plus la « carte de guerre française » se détériorait. Il faut rendre cette justice aux militaires que leurs

→

(1) Ed. du Seuil, 385 p., 15 NF.

GEORGES WOLFROMM
COURTS-CIRCUITS
Des pensées brèves étincelantes, dangereuses !
"Un brillant recueil appelé à la discussion."
EMILE HENRIOT
de l'Académie Française
(Le Monde)
STOCK

→

avertissements avaient été très nets. Le plus pressant de tous fut, à plusieurs reprises, le général Blanc qui, dans le rapport remis au gouvernement Laniel le 1er mars, estimait que la « *solution au problème indochinois devait être trouvée dès 1954, car la France, selon lui, ne pouvait plus supporter ni matériellement ni moralement, l'effort qui lui était imposé... Continuer le combat dans le Delta, tombeau de nos troupes, constituerait un crime, tant vis-à-vis de nos forces que des populations non combattantes... Que fallait-il rechercher à son avis ? Une solution nous permettant de nous dégager du guêpier tonkinois et reporter massivement notre effort sur le Laos et les territoires vietnamiens situés au sud...* » Et Jean Lacouture et Philippe Devillers peuvent faire ce commentaire : « *N'était-ce pas là définir déjà ce que seront après Dien-Bien-Phu, cinq mois plus tard, les accords de Genève ?* »

La carte Bao Daï

L'essentiel du livre décrit le comportement du gouvernement Laniel tentant de sortir de l'impasse, puis celui du gouvernement Mendès France. C'est là que l'Histoire comporte un enseignement d'autant plus clair que la crise ministérielle du mois de juin 1954 la décompose en deux « temps » distincts. La méthode choisie par M. Laniel et surtout par son ministre des Affaires étrangères, M. Bidault, s'explique assez précisément par le raisonnement que tient M. Pleven, au retour d'une mission d'inspection en Indochine, au mois de février : « *Il est essentiel que toutes les possibilités que peut ouvrir la Conférence de Genève soient explorées pour permettre de trouver une solution raisonnable au conflit d'Indochine. Toute négociation directe avec le Vietminh devant être interprétée par les Vietnamiens comme une trahison, la Conférence de Genève est le seul moyen honorable de mettre fin à la guerre.* »

A côté du bilan militaire, apparaît ainsi le bilan politique du conflit : la carte Bao Daï jouée par le gouvernement français lui interdit maintenant, pense-t-il, toute négociation directe. Elle le contraint à l'internationalisation diplomatique, puis militaire. La longue histoire de « l'opération Vautour » et les autres tentatives pour obtenir la promesse d'une intervention militaire américaine ne sont, au fond, que la suite logique de ce point de départ. Ayant voulu inscrire la guerre d'Indochine dans le cadre de la guerre froide, ayant créé des « Etats associés » dont il a obtenu la reconnaissance par ses alliés, le gouvernement français en venait normalement à demander à Washington de lui fournir ses cartes pour la négociation de Genève puisqu'il avait perdu toutes les siennes à Dien-Bien-Phu et ailleurs. Dans cet effort, la diplomatie de M. Bidault s'épuisera vainement, se heurtant au scepticisme d'une partie des dirigeants militaires américains, aux craintes des leaders du Congrès à l'égard d'une nouvelle guerre de Corée, au refus de Londres de courir le risque d'un conflit mondial pour obtenir seulement des conditions un peu meilleures à Genève. La leçon de cette phase de la négociation, c'est que l'internationalisation ne pouvait profiter en rien à la position française parce que les conditions d'un soutien effectif de nos alliés ne dépendaient pas des simples désirs du gouvernement français.

« *Si artificiel que puisse être un parallèle figeant dans des phrases les comportements multiples de deux hommes d'Etat aux prises avec un problème identique,* écrivent Jean Lacouture et Philippe Devillers, *on ne peut résister à la tentation d'opposer la ligne politique de M. Bidault, fondée sur l'alliance américaine, étayée sur la menace permanente de l'intervention de l'U.S. Force et inscrite dans le cadre d'une conférence essentiellement multilatérale, à celle de M. Mendès France, tirant sa force d'une pression militaire, non plus demandée aux Américains, mais à la Nation même, grâce à l'éventualité de l'envoi du contingent français en Extrême-Orient et mise en œuvre par le moyen d'entretiens en tête à tête.* »

Parce que la position française, défendue par M. Mendès France, ne s'appuyait plus que sur des moyens dont il disposait réellement et librement, cette position est apparue telle qu'elle était : difficile mais défendable. L'histoire de la négociation acharnée qui se déroula durant les trois premières semaines de juillet en est la preuve ; le titre d'un des chapitres de « La fin d'une guerre » en est l'expression : « A l'escalade des parallèles... ».

Genève marque donc la faillite d'une certaine tentative d'internationaliser la paix, mais c'est toute l'histoire de la guerre qui avait conduit à cette internationalisation. On pourrait aujourd'hui, à propos de l'Algérie, se souvenir de ce précédent...

On s'en veut de ne parler du livre de Jean Lacouture et Philippe Devillers que comme d'un ouvrage d'histoire diplomatique, car on y trouve bien autre chose que le récit d'une négociation. On pourrait en tirer, par exemple, une galerie de portraits où les visages de Chou En Lai, de Pham Van Dong et de Walter Bedell Smith sont parmi les plus étonnants. La politique retrouve ici toutes les dimensions d'une tragédie qui éveille de nouveau, hélas ! des échecs bien proches.

P.-M. L. G.

1954 : M. BIDAULT PASSE LES POUVOIRS A M. MENDÈS FRANCE.
L'escalade des parallèles.

ROMANS

« Le Violon » par Louise de Vilmorin

● *C'est le diable qui tient l'archet.*

QU'ELLE a du talent ! Qu'elle s'amuse en écrivant, Mlle de Vilmorin. Un tout petit livre. Une toute petite histoire. Un rien. Rien (1).

Des mots qui bondissent les uns après les autres, avec bonheur, char-

(1) Gallimard, 154 pages, 4 NF.

me et, ce qu'il y a de plus rare aujourd'hui, avec esprit. Tout ce qu'il faut pour faire un écrivain. Où est l'écrivain ? Il paresse, ça le regarde.

« Le Violon » (1), c'est l'histoire d'une soirée manquée : un homme est malade d'une maladie bête, la rougeole (les hommes de Mlle de Vilmorin sont toujours forts et un peu bêtes), et demande à son frère de bien vouloir accueillir à Paris, à sa place, la jeune femme dont il est amoureux. Recevoir Maria ? La maîtresse de son frère, qu'il ne connaît pas, sûrement douce, sûrement ravissante, sûrement... Pour cette femme qu'il « aime déjà », Philippe rompt avec la femme qu'il « aime encore », effare sa concierge, ses amis, et, après diverses extravagances, se retrouve ému et palpitant au bas de l'ascenseur de l'hôtel Vendôme... Et voici Maria... Et voici la déception : Maria n'est qu'elle-même, la sotte : charmante, quelque peu provinciale et avide du « Gay Paris ». Insortable, quoi ! Comment Philippe, au cours d'une soirée qui lui paraît interminable, aura tout de même son heure de rêve est le secret d'un air de violon et de la conteuse — une enchanteresse qui sait probablement trop bien de quoi est fait l'amour pour en parler sérieusement.

M. C.

CONCOURS

LE PLUS MAUVAIS DESSIN DE LA SEMAINE

choisi par SINÉ

Siné, président et unique membre du jury, a eu cette semaine le choix entre des centaines de dessins judicieusement sélectionnés par nos lecteurs.

Finalement, Siné a retenu l'envoi (dessin ci-contre) de M. Pierre Henry, 7/43, rue Renoir, Lille, qui recevra deux disques microsillons à choisir dans le catalogue des éditions Philips qui lui sera envoyé.

Et le concours continue : les dessins découpés par nos lecteurs dans tous les journaux qui leur passent sous les yeux, et qui leur paraissent mériter le titre de « plus mauvais dessin de la semaine », doivent être postés avant le mardi, adressés à « L'Express », Service des Jeux, 91, Champs-Elysées, Paris (8ᵉ).

— Oui, mais moi je ne suis pas de « boa ».

ÉCONOMIE

« Les Rouages de l'Economie nationale » par J.-M. Albertini

« Les Moyens de la Grandeur » par Hubert Layssette

● ***Pour comprendre l'économie, il faut qu'on vous l'explique. Deux bons ouvrages s'en chargent.***

QUELQUES membres de l'équipe d' « Economie et Humanisme » se sont lancés dans une entreprise dont la nécessité n'a d'égale que la difficulté : expliquer le fonctionnement de l'économie française sans simplifier abusivement, et sans non plus faire repasser au lecteur les différentes étapes de la licence en droit. Pour ce faire, ils sont partis des actes de production par lesquels sont fabriqués les biens nécessaires à la satisfaction des besoins, et qui permettent d'obtenir sous forme de revenus l'argent avec lequel s'achèteront les produits et services désirés. Production et revenu s'affrontent sur le marché et se livrent à un chassé-croisé dont la théorie libérale ne rend qu'imparfaitement compte, comme en témoignent les fréquents déséquilibres entre offre et demande. Le livre (1) se termine donc tout naturellement par les interventions de l'Etat dans le fonctionnement de ces rouages si fréquemment détraqués.

Remarquablement didactique, n'utilisant qu'à bon escient les statistiques sans s'en alourdir, illustré de diagrammes extrêmement clairs, cet ouvrage d'initiation rendra service à tous ceux auxquels il s'adresse explicitement : les citoyens « conscients de la nécessité d'organiser la maîtrise de la nature par l'homme en faveur de l'homme » — et cela d'autant plus qu'en insistant sur les mécanismes économiques, il ne manque jamais de montrer les hommes et les centres de décisions derrière les rouages (« sous le quotidien, décelez l'inexplicable »), et de réclamer la nécessité d'assurer la participation de tous les hommes au pouvoir économique.

Le mépris de l'Intendance

Ce lien entre l'économique et la politique, nous le retrouvons dans un autre ouvrage collectif, celui qui, sous le pseudonyme heptarchique d'Hubert Layssette, traite des « moyens de la grandeur » (2). Contrairement à Serge Mallet, les rédacteurs de ce livre ne sont pas aussi sûrs que le pouvoir gaulliste soit celui que la logique de l'Histoire a assigné à un néocapitalisme conscient et organisé. Ils craignent que la poursuite de la politique de grandeur n'amène le régime à demander à l'économie française des efforts excessifs, que sa structure actuelle pseudo-libérale ne lui permettrait pas de supporter. Ils cherchent donc à définir un style d'économie concertée (l'expression commence à prendre corps), dont le Plan dûment rénové serait la cheville ouvrière.

Autour du Plan, expression des vues à long terme de l'Etat, s'articuleraient le budget (qui a inspiré de fort bons développements), la politique des prix et des revenus, les actions spécifiques par secteurs à moderniser. Les obstacles à la croissance sont dénoncés avec vigueur et sans démagogie, parfois de façon un peu elliptique (en ce qui concerne les grands Corps de l'Etat, on serait tenté de penser que les auteurs en disent trop ou trop peu).

Ecrit presque jusqu'à la fin dans le seul but d'éviter qu'un *« mépris trop grand à l'égard de l'Intendance »* n'aboutisse à *« des retraites de Russie »*, ce livre change de ton à la conclusion, lorsqu'il s'interroge sur les risques de voir une politique de grandeur mal comprise amener l'Etat à négliger la puissance interne qui devrait être son souci majeur, *« plus que la constitution de forces militaires, plus que la préparation de conférences internationales »*, car *« il n'y a pas de grandeur sans ses moyens : davantage de progrès économique, davantage de justice sociale »*. Colbert déplorait déjà les trop nombreuses guerres du Roi-Soleil : l'Histoire n'a pas, au fond, tellement de disques de rechange.

BERNARD CAZES.

(1) « Economie et Humanisme ». Les Editions ouvrières, 216 pages, 7,50 N.F.

(2) Ed. Plon, 192 pages, 6,15 NF.

Un certain Monsieur BLOT

Texte intégral

«Les Caractères de La Bruyère version 1960» (Elle)

«Puisque ce livre est bon pourquoi ne le dirait-on pas ?» (Le Monde)

«Il n'y a pas de bons mots dans "Monsieur BLOT" *il n'y a que des mots justes placés au bon endroit»* (Le Canard Enchaîné)

«Humoriste, mais aussi moraliste sans cesser de nous amuser. C'est l'art suprême» (Le Provençal)

DANINOS

HACHETTE

Les Temps Modernes

publient

Simone de Beauvoir

SUITE

aux "mémoires d'une jeune fille rangée"

*

numéros de juin et de juillet

REVUE MENSUELLE
abonnement annuel 38,00 N.F.
30, RUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS-7ᵉ

LA SEMAINE

Michèle Manceaux vous raconte

● *Comment naît un film d'amour dans une auberge à trois fourchettes.*

CETTE semaine, dans une auberge des environs de Paris, quelques messieurs, vêtus de chandails à col roulé, se sont réunis en un bizarre colloque.

Pendant des journées entières, leur conversation donnait à peu près ceci :

— *Si le père n'était pas d'accord pour le mariage...*

— *Et si Arlette ne revenait pas à Amiens pendant la permission de Marc...*

— *N'oubliez pas qu'il y a une crise au moment de la permission.*

— *Elle pleure ou elle ne pleure pas ?*

— *Tenez, Henri, j'ai une idée. Juste le contraire de ce que je disais tout à l'heure. Le père prendrait le parti de Marc contre Arlette.*

— *C'est idiot.*

— *Ne me parlez pas sur ce ton-là.*

— *Taisez-vous. Marc n'est pas conformiste, il est jaloux.*

— *Jacques a trouvé le mot. C'est épatant : Marc est jaloux. Nous tenons le ressort.*

— *Marc pourra dire ainsi : cette salope, elle m'a menti.*

(Charpentier.)

« L'ÉQUIPE » AU TRAVAIL (*)
« Tenez, Henri j'ai une idée ! »

— *Eugène, pourquoi tu la traites de salope, cette petite Arlette ?*

Des heures et des heures, dans la fumée des cigares, ces messieurs sérieux se sont penchés gravement sur le cas de la pauvre petite Arlette. Ils ne jouaient pas aux « petits papiers », ils ne s'amusaient pas à se contredire pour épancher leur bile, non, ils élaboraient un film.

Un film traitant de la prostitution, mais destiné à la clientèle des patronages.

On comprend qu'une dualité si complexe demande de l'habileté, de l'astuce, du tact, enfin des jaillissements de matière grise et nécessite un tel déploiement de cerveaux, un « brain-storming » (1), comme disent les Américains.

(*) De gauche à droite : Eugène Tucherer, Henri Decoin, André Tabet et Jacques Rémy.

(1) Tempête de cerveaux.

(Charpentier.)

HENRI DECOIN AVEC MICHÈLE MANCEAUX.
« Moi, j'en suis à mon cinquante-sixième film... »

La méthode est couramment appliquée depuis que le cinéma existe. Le « brain-storming » a lieu d'habitude dans des sites agréables où la chère est fine. Versailles, Saint-Germain sont ainsi très fréquentés par les hommes du septième art, qui pensent bien mieux avec la panse bien pleine.

Nous, nous étions à Dampierre (une étoile et trois fourchettes) et j'étais invitée à saupoudrer de mon grain de sel féminin ces débats délicats qui devaient statuer du sort d'Arlette, interprétée par Danielle Gaubert.

A noter, là encore, l'intrusion des femmes. Il est maintenant à la mode de leur demander leur avis de spécialiste sur le comportement des héroïnes cinématographiques.

Avant d'établir définitivement le scénario de « La Vérité », Henri-Georges Clouzot a consulté Christiane Rochefort, Michèle Perrein et Mᵉ Simone Drieu-Marescot. Chacun des metteurs en scène du film à sketches « La Française et l'Amour » a demandé conseil à des femmes : Françoise Giroud, Louise de Vilmorin, France Roche, Annette Wademant, etc.

Pour « Le Pavé de Paris », pavé glissant où trébuche notre provinciale et naïve Arlette, Henri Decoin avait besoin de réactions féminines.

— *Vous comprenez,* me disait-il, *il y a une scène d'amour par film. Pour faire du neuf, il faut des cœurs neufs. Moi, j'en suis à mon cinquante-sixième film, alors...*

Alors Henri Decoin sous-estime sa jeunesse d'esprit. Il n'a pas honte d'être tout seul à déclarer, devant ses producteurs effarés, qu'il a vu deux fois « Les Bonnes Femmes ».

De temps en temps, il s'écrie :

— *Ah ! ça c'est bon, c'est* 1960. *Chabrol, machin et tous les autres, ils ne feraient pas autrement.*

Il s'emballe, enthousiaste :

— *Là, tu comprends, Eugène, nous avons un décor qui bouge, et un héros. Un type qui vole dans les plumes, un genre Decoin, quoi !*

Et il se rassoit bien calé, bien droit sur sa chaise.

Eugène, c'est Eugène Tucherer, le producteur. Il fait ce métier depuis trente ans, et la durée dans cette profession est déjà un signe de réussite.

Eugène Tucherer est à moitié convaincu. Il a toujours un peu peur que les patronages ne comprennent pas bien la portée morale de son film. Mais il s'incline sportivement devant les propositions des autres. Il fait lui-même des suggestions, en mimant les scènes qu'il décrit. Il est aussi parfait en père digne, en infâme suborneur qu'en vierge effarouchée ou en « barmaid » au grand cœur.

Jacques Rémy, auteur du scénario original, insiste :

— *Chaque mot doit être visualisé. Le public oublie ce qu'il ne voit pas. Les intentions confiées aux phrases, il faut les répéter cinq fois.*

Lui aussi, c'est un vieux routier. Il a quarante-cinq films derrière lui. On l'écoute soigneusement.

Dès qu'il aura fini à Dampierre, il courra au Trianon-Palace pour travailler avec René Clair, de l'Académie française, au scénario d'une comédie très René Clair, dont René Clair est le producteur. Le premier tour de manivelle de « Tout l'or du monde » sera donné au printemps de l'année prochaine.

André Tabet, ancien avocat, devenu dialoguiste, et son frère Georges, ancien Tabet de « Pills et Tabet », sont les greffiers actifs de ces délibérations où l'imagination la plus folle succède aux clichés les plus rebattus.

— *S'il partaient pour Marseille...*

— *Eh bien, il n'y aurait plus de film. On ne fait pas « Le pavé de Marseille ».*

— *Réfléchissons un peu à la proposition de Jacques.*

— *C'est tout réfléchi.*

— *Enfin, on est là pour discuter. Il faut écouter les avis de tout le monde.*

— *Sardou disait : « Il faut surprendre les gens avec ce qu'ils attendent. »*

— *C'est cela : surprenons.*

— *On ne va tout de même pas rester cinq cents mètres* (2) *dans le même décor.*

(Archives.)

DANIELLE GAUBERT.
« Mais je ne sais pas nager. »

— *Tu l'as ton métrage, Henri.*

— *Ça va.*

Ainsi, pendant huit jours, chacun a apporté ses points à la tapisserie de « L'Hirondelle des Faubourgs » (ici d'Amiens).

« Elle aurait peut-être bien tourné
Si l'amour
Au lieu de l'abandonner
L'avait protégée de son ai-aile. »

Chaque soir ils se séparaient, persuadés d'avoir inventé des scènes immortelles.

Henri Decoin, le metteur en scène qui ne dit jamais de mal des autres et qui ne se prend pas pour le génie incarné, s'écriait :

— *C'est parti, les enfants, on nous projettera à la Cinémathèque !*

Et le lendemain matin :

— *Il faut tout recommencer, les enfants. On ne peut pas tourner ça.*

Immédiatement, s'ensuivait un désespoir généralisé.

— *S'il la cherche pendant trois bobines* (3), *ce sera un film sur la course à pied.*

— *Ce serait peut-être plus intéressant.*

— *Mais non,* disait le producteur, *ce que je veux, c'est l'antichambre de la prostitution. Le thème du frôlement, n'oubliez pas le frôlement. Tous ces hommes vicieux qui veulent perdre Arlette.*

— *Ils l'emmènent dans une « partouze ».*

— *Non, c'est trop. On sera interdit aux moins de dix-huit ans.*

— *Dans un bain de minuit.*

— *Ah ! très bon, le bain de minuit.*

— *Le vieux dirait à Arlette : « Mets-toi en maillot », et elle, innocente, répondrait : « Mais je ne sais pas nager. »*

— *Bravo, très bien. Continuez.*

Les idées fusent :

— *Et s'ils couchaient ensemble ? Qu'est-ce que vous en pensez, Henri ?*

— *Oh ! moi, je trouverais ça très sympathique...*

Pendant les repas, on cite Sacha Guitry et on évoque le temps passé.

— *Sacha Guitry disait : « Il y a de bons mariages, il n'y en a pas de délicieux. » On pourrait appliquer ça à tous les producteurs. Sauf à Eugène, bien sûr.*

Ce temps passé du cinéma, pour toute une génération, reste lié au souvenir de Jacques Companeez, scénariste d'origine russe, célèbre par son talent, sa paresse et sa rouerie.

On raconte encore une fois cette très jolie anecdote de Companeez, essayant de placer un sujet à un producteur. Il lui raconte l'histoire et le producteur dit :

— *Mais c'est le sujet de « Toute la ville danse ».*

— *Oui, et alors, c'était pas un bon film ?* réplique Companeez.

Le film fut tourné. Jeanson en trouva le titre : « Copie conforme ».

Le bourgogne aligoté coule dans les verres ballons.

Tout le monde est particulièrement gentil et bien intentionné. Mais qui a dit que le cinéma était un art ?

MICHELE MANCEAUX.

(2) Lorsque l'on prépare un film, on ne parle pas en vulgaires minutes, mais en mètres de pellicule.

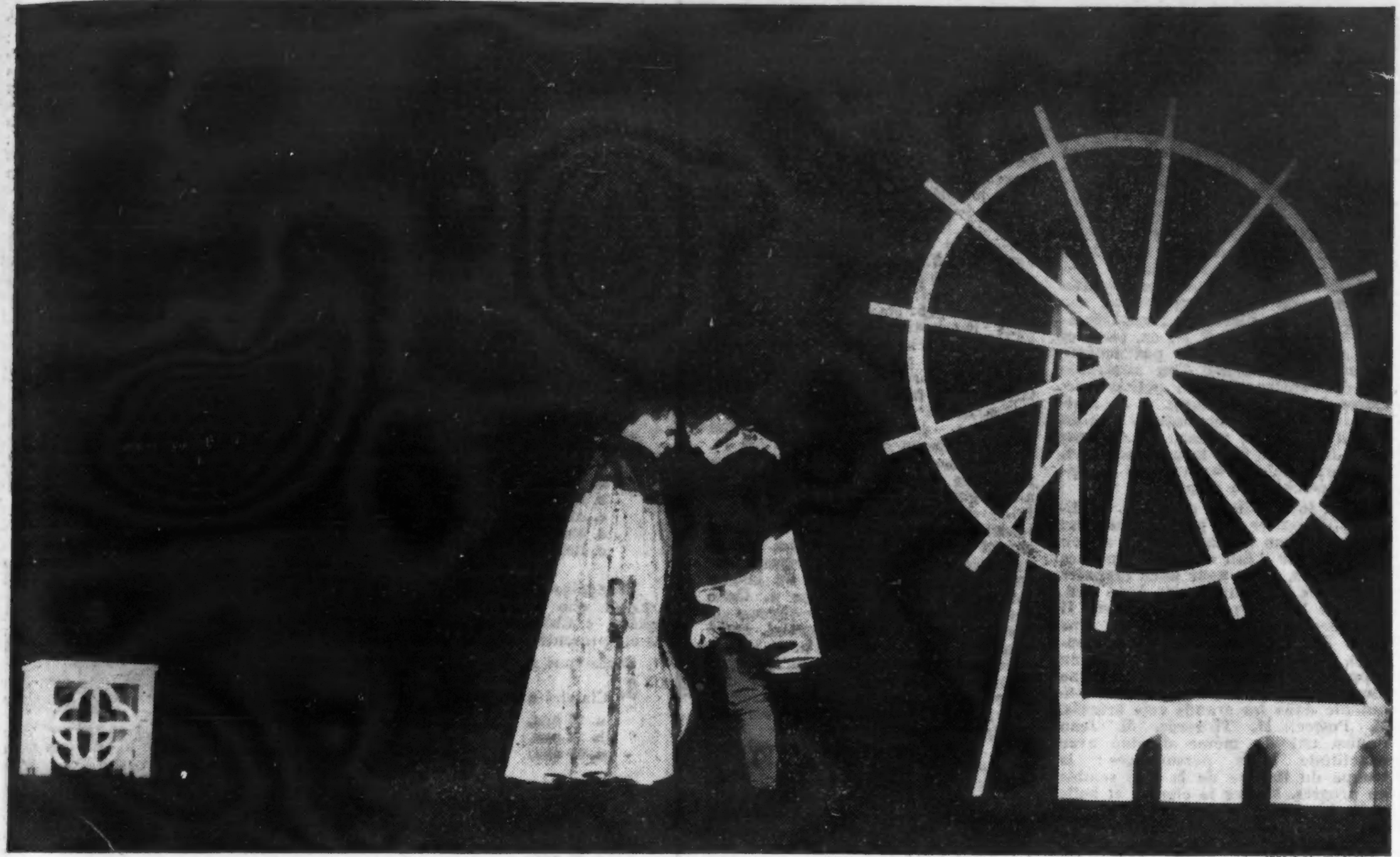
● *A Nice, Camille Rameau a passé la semaine parmi les Académiciens de la musique « sérieuse ».*

LA Côte d'Azur n'est pas exclusivement réservée aux milliardaires, aux campeurs, aux starlettes et aux jazzmen ; la musique dite « sérieuse », depuis quelques années, s'y est solidement implantée, et, de Monaco à Menton, combat le cha-cha-cha à coup de symphonies, de concertos et de sérénades. Mais, au soleil de la Côte, le musicien classique dépouille la carapace que l'hiver parisien semble lui imposer ; on s'aperçoit soudain qu'un violoniste peut fort bien être un champion du crawl, et que certains pianistes, à armes égales, lutteraient victorieusement avec les spécialistes du charme cinématographique ; tout le monde rajeunit — et par là-même, Mozart, Beethoven ou Brahms retrouvent, eux aussi, leurs vingt ans.

Ils les retrouvent surtout à Nice, dans le cadre de cette « Académie Internationale d'Eté » qui, fondée par A. Massis et F. Oubradous, attire sur les hauteurs de Cimiez l'élite des jeunes professionnels — de ceux qui, ayant terminé leurs classes, peuvent commencer leurs études. Cette mue, qui transforme l'élève en étudiant, se fait à Nice sous la surveillance —

(3) Les bobines de pellicule : une bobine dure environ dix minutes.

AU CŒUR DE SAINT-GERMAIN-DES-PRES
les petits pavés
4, rue Bernard-Palissy-6ᵉ - LIT. 99-58
OUVERT TOUT LE MOIS D'AOUT
(Fermé le dimanche)



(Michel Duteil.)

JEAN LEUVRAIS ET ROGER PLANCHON DANS « EDOUARD II ».
Karl Marx à la rescousse.

j'allais écrire médicale... — de professeurs dont la renommée est double, et qui ont su, au cours de leur carrière, unir les lauriers du virtuose aux succès du pédagogue.

Mais, comme nous sommes sur la Côte d'Azur, on ne saurait parler de professeurs en découvrant Henryk Szering ou Orazic Frugoni, bavardant avec leurs disciples. (On a en effet banni le terme d' « élève » de cette Académie, qui ne connaît que des disciples.)

Cet homme bronzé, c'est Robert Veyron-Lacroix, qui enseigne le clavecin dans une pièce voisine de celle où Jean-Pierre Rampal se démène au milieu de dix-sept flûtistes où domine le sexe faible. Magda Tagliaferro, André Navarra, Aline Van Barentzen, Alfred Lowenguth, Serge Lifar, Jeanne-Marie Darré, Fanely Revoil, Maria Branèze... quelle belle affiche ! Ils sont tous là, dispensant à des étudiants venus de Tokyo comme de Londres un enseignement qui vise avant tout à leur donner un peu de cet esprit de finesse qui est sans doute ce que nous avons de mieux à exporter. Le soir venu, on descend au Palais de la Méditerranée applaudir l'un ou l'autre de ces maîtres, qui ne craint point de prêcher l'exemple — à moins qu'on ne se retrouve aux arènes de Cimiez, en compagnie de Berlioz (celui des « Troyens », hélas !...) ou de Verdi.

Sienne possédait depuis longtemps une académie similaire : avec l'Académie d'Eté de Nice, la France marque un point — et c'est tout bénéfice pour la musique.

CAMILLE RAMEAU.

Simone Dubreuilh

Nous avons appris avec beaucoup de peine la nouvelle de la mort de Simone Dubreuilh, qui fut une collaboratrice de « L'Express ».

Simone Dubreuilh était journaliste depuis 1933. Elle se spécialisa dans le cinéma, dont elle devait devenir un de nos meilleurs experts.

Courageuse dans sa vie privée autant que dans sa vie professionnelle, elle n'hésitait pas à se battre pour ce qu'elle croyait juste. Elle élevait seule ses trois enfants et avait eu l'immense douleur de perdre, l'année dernière, son plus jeune fils. Elle s'est éteinte après une longue maladie, dont elle connaissait l'issue fatale.

THÉATRE

La chronique de Robert Kanters

● ***« Edouard II » à Orange : une longue chronique du Jean Genet de l'époque élisabéthaine, montée par « le Bourreau de Villeurbanne ».***

M. ROGER PLANCHON est un diable d'homme : il ferait du théâtre n'importe où, avec n'importe quoi et son sens de l'animation scénique est si grand qu'il serait bien capable de réussir. Si c'était la coutume de prendre des pseudonymes-devises dans son sport comme au catch, on l'appellerait « le Bourreau de Villeurbanne » comme on dit « le Bourreau de Béthune ». Dans le sublime amphithéâtre d'Orange, devant la haute et longue muraille romaine, il vient de monter l' « Edouard II » de Marlowe : il ne reste rien de la muraille, pas grand-chose de Marlowe, et pourtant il y avait, dans ce spectacle géant de plus de trois heures, des moments d'amusant et d'excellent théâtre (1).

On a tout dit de Christopher Marlowe, et même qu'il avait écrit les pièces de Shakespeare. Il en était bien capable. Aventurier, agent secret, braillard, lâche, athée avec arrogance, professant « que tous ceux qui n'aiment pas le tabac (c'était un vice) et les garçons sont des sots », c'est une sorte de Jean Genet de l'époque élisabéthaine : il meurt à vingt-neuf ans d'un coup de poignard dans l'œil reçu au cours d'un règlement de comptes, laissant une demi-douzaine de pièces qui sont des chefs-d'œuvre, dont un « Faust » qui supporte la comparaison avec celui de Gœthe et cet « Edouard II ».

Cette pièce fut montée il y a six ans déjà par M. Roger Planchon dans une adaptation de M. Arthur Adamov. En 1924, elle avait été adaptée pour la scène allemande par Bertolt Brecht (en collaboration avec Feuchtwanger) et c'est peut-être ce qui a éveillé la curiosité du jeune metteur en scène français. Cette fois, il présente son spectacle comme une « chronique en 2 parties et 35 tableaux d'après Christopher Marlowe » dans un texte, a-t-on annoncé, « du Théâtre de la Cité ». Marlowe était homme de théâtre autant que poète, il travaillait à la commande, tenant compte de la scène et des acteurs dont il disposait, supportant, bon gré, mal gré, les changements et les interpolations : il n'est donc pas question d'accuser M. Planchon d'avoir porté une main sacrilège sur un chef-d'œuvre, mais de se demander si ses modifications sont des améliorations.

Une rude simplicité

La pièce de Marlowe, plus qu'une chronique, est un raccourci saisissant, un montage des scènes les plus dramatiques du long règne d'Edouard II (1307-1327), roi faible et frivole qui, en sacrifiant tout à ses mignons, Gaveston puis Spencer, provoqua d'interminables révoltes des barons et finalement fut déposé par eux et par la reine en faveur de son fils, le jeune Edouard III, et assassiné d'une manière horrible, au moyen d'une barre de fer rougie au feu qu'on lui enfonça dans les entrailles sans laisser de trace apparente de brûlure...

Au contraire de Marlowe, M. Planchon a voulu faire une vraie chronique, portant sur tout le règne et au-delà, avec de brèves interventions d'un récitant pour fixer la chronologie. Il a composé, pastiche ou centon, un long texte dans le goût élisabéthain, dans lequel il a surtout mis l'accent sur deux points. D'abord, les goûts sexuels du roi, soulignés dès les premiers mots par une sorte de prologue qui semble inspiré par un épisode de la jeunesse de Frédéric II de Prusse, manifestés vingt fois dans le dialogue et illustrés enfin par une scène de travestis à la manière des cabarets spécialisés. Il y a un peu, chez M. Rocher Planchon, qui règle si bien les batailles rangées, de la rude simplicité du soudard : puisque Marivaux parle d'amour, mettons un lit sur la scène ; puisque le roi est homosexuel, habillons ses chevaliers en femmes...

D'autre part, dans cette chronique des conflits entre le roi et sa noblesse, on s'est donné un mal de chien pour introduire un troisième personnage, et c'est le peuple. Karl Marx, sinon Brecht, est appelé ici à la rescousse. Cela nous vaut de longues conversations historiques et politiques sur la royauté, la noblesse et les communes qui sont peut-être instructives, qui permettent à M. Planchon de manifester cet antimilitarisme et cet anticléricalisme gaillards que l'on aime chez lui, mais qui allongent peut-être le spectacle sans grand profit dramatique.

Du point de vue historique, je ne suis pas sûr d'ailleurs que la pièce ainsi modifiée éclaire bien le règne d'Edouard II : à cet instant, en Angleterre, la monarchie constitutionnelle est déjà inscrite dans les textes, j'aurais voulu mieux comprendre à travers quels heurts elle s'est inscrite dans les faits et quel rôle elle va jouer dans le grand conflit « européen » qui éclate tout de suite après la dernière scène, la guerre de Cent Ans. Du point de vue de Marlowe, la pièce est enrichie mais distordue : au surplus, n'est-il pas un peu contradictoire de vouloir à la fois souligner la singularité du roi, l'annuler en le montrant comme le jouet d'une fatalité historique inéluctable ? En jouant lui-même, avec son physique de bon garçon râblé, le rôle du mignon Gaveston, M. Roger Planchon écartait à l'avance toute gêne équivoque. Mais peut-être ni la poésie de Marlowe, dont il n'a pas gardé des vers admirables, ni sa sensualité ne sont-elles faites pour ce metteur en scène dont la secrète faiblesse est de confondre trop souvent la poésie avec la prédication et la sensualité avec l'érotisme.

Noblesse oblige

Quant au spectacle, M. Planchon et son décorateur, M. René Allio, avaient construit au pied du mur un immense cercle sur lequel on pouvait disposer quelques éléments scéniques, faire manœuvrer acteurs et figurants et jouer les 35 tableaux presque d'affilée et en tout cas à un très bon rythme. C'est ce rythme, cette ampleur dans

→

(1) Chorégie d'Orange 1960. Sur Marlowe, un excellent petit livre de Denis Marion (aux Editions de l'Arche).

FOLIES BERGÈRE
SUPER-SPECTACLE
Clients de province et de l'étranger
LOUEZ VOS PLACES
Ecrire : 8, rue Saulnier
PAR CORRESPONDANCE

10, rue des URSULINES (5e) ODE 39-19
En version INTEGRALE - v. o. st. fr.
ALEXANDRE NEWSKI
de S. M. EISENSTEIN, Mus. Serge PROKOFIEV

la conception, ce mordant dans l'exécution qu'il faut porter au crédit du metteur en scène. Il y eut des trouvailles drôles, des moments exaltants, des morceaux très bien venus dans le style de l' « Henry IV » et des « Trois Mousquetaires », et M. Planchon y a d'autant plus de mérite qu'il jouait, à la lettre, le dos au mur. Et c'est ce que l'on ne peut s'empêcher de regretter; disposant du théâtre d'Orange, il a fait une mise en scène pour le théâtre en rond. Mais si ses projecteurs se gardaient bien de jamais éclairer l'immense muraille inutile, pour le spectateur assis sur les gradins de pierre de l'amphithéâtre, la muraille était là, en face, et elle ne pouvait pas ne pas écraser comme les éléments d'un misérable jeu de construction les petites barrières, les petits créneaux et les maigres broussailles avec lesquels M. Allio faisait joujou. Le plateau nu de Jean Vilar était peut-être la seule solution, ou alors quelque immense et somptueuse machinerie d'opéra.

Il est fort difficile dans ces conditions, de porter un jugement sur les acteurs : Mme Silvia Monfort a peu de texte, elle a fait quelques superbes apparitions, assez pour nous rappeler qu'elle est très supérieure à ce rôle. M. Jean Leuvrais a été Edouard II avec beaucoup de vaillance, un sens exact de la psychologie du personnage, de sa montée de la frivolité au supplice, mais aussi, comme presque tous ses camarades, une certaine monotonie dans les grands cris brâmés. M. Postec, M. Thierrée, M. Jean Bouise ont de même dessiné avec exactitude leurs personnages : la troupe du théâtre de la Cité semble en progrès. Malgré la chaude et belle nuit, le public n'était peut-être pas venu assez nombreux à cette création. Un meilleur choix de l'œuvre (une « vraie » tragédie ? Une pièce « romaine » de Shakespeare ?) et surtout une meilleure adaptation du spectacle et du lieu, un travail un peu plus réfléchi et un peu plus poussé, et M. Planchon peut devenir un excellent « chorège ». Ce beau théâtre est un lieu qui oblige, comme la noblesse.

ROBERT KANTERS.

JAZZ

La chronique de Daniel Filipacchi

● « *L'inoubliable Charlie Parker* » *: le testament du plus grand musicien maudit.*

SANS Charlie Parker, le jazz d'aujourd'hui ne serait pas ce qu'il est : peu de jeunes jazzmen, en effet, peuvent se vanter de souffler une seule note qui ne soit puisée dans l'héritage immense de celui qui fut le chef incontestable de la nouvelle vague 1945.

Les enregistrements des œuvres de Charlie Parker que vient de publier la marque CID (1) datent de cette année 1947 qui fut une trêve dans la descente aux enfers du musicien. Ils ont ce rare intérêt de nous faire entendre un Parker au summum de sa force créatrice, éclatant de sûreté et d'invention. Entouré par une formation de premier ordre — Miles Davis, Max Roach, Tommy Potter, J. J. Johnson, Duke Jordan — Parker fait admirer d'un bout à l'autre du disque une maîtrise géniale dans l'exploration d'un domaine alors tout neuf.

(1) L'inoubliable Charlie Parker, 30 tours CID 42.000.

Un ami de la famille

Un tel disque révèle que, dans le fond, il ne s'est pas passé grand-chose de nouveau dans le jazz depuis la mort de Charlie Parker, le samedi 12 mars 1955.

Ce jour-là, devant le poste de télévision du luxueux appartement de la baronne Kathleen Annie Pannonica Rothschild de Kœnigswarter, Charlie Parker s'affaissait, terrassé par une crise cardiaque. Trois jours auparavant, il s'était plaint de troubles respiratoires et était venu s'installer dans l'appartement de la baronne Nica, protectrice et égérie des jazzmen new yorkais (mère de cinq enfants, sœur de Lord Rothschild et héritière de la famille, Thelonius Monk lui a dédié sa composition « Pannonica » le leitmotiv du film « Les Liaisons dangereuses 1960 »). Discrètement, la baronne fit transporter le corps de Parker dans un autre quartier de New York, où celui-ci demeura deux jours sans être identifié. Après que les détectives eurent remonté la filière, les grands quotidiens américains titrèrent sur huit colonnes : « Le roi du be-bop est mort chez la baronne ». Cette fin pitoyable était bien à l'image de Parker, cet « oiseau » génial, égaré dans un monde qui ne l'avait jamais accepté sans réticences et qu'il n'avait lui-même jamais affronté sans une perpétuelle et secrète souffrance.

« *Dès* 1932, *je menais une vie très dissipée,* confiait-il. *Trois ans plus tard, un ami de ma famille m'initiait à la drogue. L'héroïne. Un matin, je me réveillais malade comme un chien sans savoir pourquoi. J'étais fait... Et ainsi, j'ai gâché les années les plus importantes de ma vie, les années où j'aurais pu créer.* »

Une soirée de cauchemar

Au cours de l'année 1946, le drame quotidien atteint des proportions effrayantes. Parker se trouvait sur la côte ouest des Etats-Unis où il s'était rendu en tournée avec Gillespie. Le soir du 29 juillet, raconte Leonard Feather, « grelottant, les muscles et les membres incontrôlables, Parker se rendit au studio d'enregistrement pour une séance organisée par Ross Russell. Il ne put faire que deux faces (dont « Lover Man »). Cette nuit-là, il mit le feu à la chambre de son hôtel et s'enfuit nu comme un ver dans le couloir en hurlant. Après son arrestation, il fut envoyé à l'hôpital de Camarillo, grâce à Ross Russell, mais il ne pardonna jamais à ce dernier d'avoir publié son « Lover man » enregistré durant cette soirée de cauchemar ».

Revenu à New York, Parker vécut une courte accalmie pendant l'année 1947, mais ne tarda pas à chercher dans l'alcool les évasions que la drogue, tout de même vaincue, ne pouvait plus lui procurer. La mort de sa fille fut un choc terrible, une sorte de coup de grâce. Déjà physiquement ébranlé, Parker s'enfonça dans un état de prostration incurable. On le vit à Basin Street, le club new yorkais, s'agenouiller devant la table où se trouvaient des amis et rester là pendant de longues minutes, courbé sur lui-même, sans mot dire. Quelques jours plus tard, il tentait vainement de se suicider en avalant de la teinture d'iode.

Parker, pendant ces sombres années, n'avait jamais cessé de jouer. Son génie musical restait intact et résonnait haut et loin dans le monde du jazz. Ce message, cinq années de silence ne l'ont pas un seul instant terni.

DANIEL FILIPACCHI.

FERNAND HAZAN ÉDITEUR
Une collection nouvelle
STAËL
VIEIRA DA SILVA
LANSKOY
chaque porte-folio : 48 NF
12 planches en couleurs grand format

GALERIE CHARPENTIER
76, Faubourg Saint-Honoré - PARIS
DUNOYER DE SEGONZAC

SOURCES
3, rue Marius-Reinaud - AIX
LEBADANG
du 30 juillet au 15 août

MUSÉE FERNAND LÉGER
BIOT - Alpes-Maritimes (près d'Antibes)
Ouvert tous les jours, sauf le Lundi

UN JEU DE VACANCES 50

Un Sartre admirable, autant par la passion que par l'intelligence ; un Audiberti glapionnant et foisonnant ; une grande pièce de Jean Genet, admirablement montée dans un petit théâtre, « Les Nègres », et une pièce moins réussie, jouée par une grande artiste, « Le Balcon » ; et l'on joue toujours « Patate ».

Ionesco représenté jusque sur trois scènes différentes le même soir (Huchette, Mathurins et Théâtre de France) ; Anouilh faisant salle comble pendant une, deux ou trois saisons avec « L'Hurluberlu » ou avec « Becket » ; un

LES AUTEURS

Chacun de ces auteurs vous a emmené cette année dans un pays différent. Vous en souvenez-vous ?

1. Jean-Paul Sartre.
2. G.B. Shaw.
3. Arthur Adamov.
4. Françoise Sagan.
5. Marguerite Duras - Geneviève Serreau.

a. Suède.
b. Indochine.
c. Allemagne.
d. Russie.
e. Bulgarie.

Françoise Sagan avait 24 ans quand elle a écrit sa première pièce, « Château en Suède », qui a été présentée cette année à Paris.

Savez-vous à quel âge :

6. Claudel a écrit «Tête d'Or» ?
a. 22 ans.
b. 28 ans.
c. 65 ans.

7. Corneille a écrit «Sertorius» ?
a. 45 ans.
b. 56 ans.
c. 62 ans.

8. Sacha Guitry a écrit « Mon Père avait raison » ?
a. 22 ans.
b. 24 ans.
c. 27 ans.

9. Shelagh Delaney a écrit « Goût de Miel » ?
a. 16 ans.
b. 19 ans.
c. 23 ans.

10. Le principal personnage de la pièce de Jean Anouilh, « Becket ou l'Honneur de Dieu », a été déjà le héros d'une pièce fameuse. Quel en était l'auteur ?
a. Marlowe.
b. Claudel.
c. T.S. Eliot.

11. Deux des pièces suivantes de G.B. Shaw ont été présentées à Paris cette année. Lesquelles ?
a. La Profession de Madame Warren.
b. Le cas Dobedatt.
c. Le Héros et le Soldat.
d. Candida.

12. Jean Genet, qui s'est fait connaître par son œuvre poétique, a composé ensuite une œuvre théâtrale abondante.

Parmi les titres suivants, un seul n'est pas celui d'une pièce. Lequel ?
a. Haute Surveillance.
b. 'Adame Miroir.
c. Les Mères.
d. Les Bonnes.
e. Le Balcon.
f. Les Nègres.

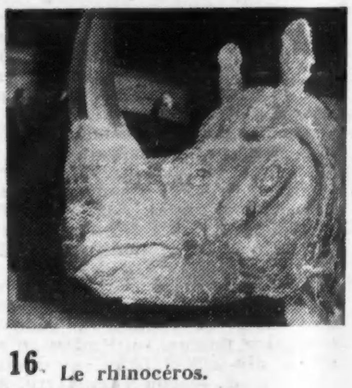
Le règne animal a été souvent à l'honneur sur les scènes parisiennes cette année.

Quels auteurs évoquent pour vous les animaux suivants :

13. L'âne.

14. Le crapaud.

15. Le crabe.



16. Le rhinocéros.
a. Ionesco.
b. J.-P. Sartre.
c. Shakespeare.
d. Armand Gatti.

LES COMEDIENS

17. « Poil de Carotte » a été repris cette année à la « Comédie-Française ». Le rôle principal est tenu en alternance par Jean-Paul Roussillon et Danièle Ajoret. Quelle comédienne célèbre s'est illustrée dans ce rôle ?
a. Madeleine Renaud.
b. Berthe Bovy.
c. Madeleine Ozeray.

18. Le rôle de Phèdre est le couronnement d'une carrière de tragédienne. Pouvez-vous retrouver les deux actrices qui l'ont tenu cette année à Paris ?
a. Edwige Feuillère.
b. Annie Ducaux.
c. Maria Casarès.
d. Marguerite Jamois.
e. Marie Bell.

19. Un grand nombre de comédiens ont appartenu, à un moment quelconque de leur carrière, à la « Comédie-Française », mais n'y sont restés quelquefois que peu de temps.

Parmi les dix acteurs suivants, quatre d'entre eux n'ont jamais fait partie de cette troupe. Lesquels ?
a. André Brunot.
b. Edwige Feuillère.
c. Pierre Brasseur.
d. Alain Cuny.
e. Daniel Ivernel.
f. Jacques Dumesnil.
g. Louis Jouvet.
h. Raymond Rouleau.
i. Pierre Fresnay.
j. Jeanne Moreau.

QUESTIONS SUR LE THÉATRE

nouvel auteur dont les brillants débuts attirent tout Paris : Françoise Sagan ; et l'on joue toujours « Patate ».

Pourtant on gémit du côté du tiroir-caisse ; écrasés par leurs erreurs et par leurs impôts, les directeurs ont mis fin exceptionnellement tôt à une saison exceptionnellement brillante. A la rentrée, on reprendra « Patate ».

Même si vous n'allez voir que des pièces à succès et même si vous n'allez voir que des bonnes pièces, vous avez été assez souvent au théâtre cette année pour considérer que vous êtes « à la page ». Pour le vérifier, voici cinquante questions. (Voir la solution page 19.)

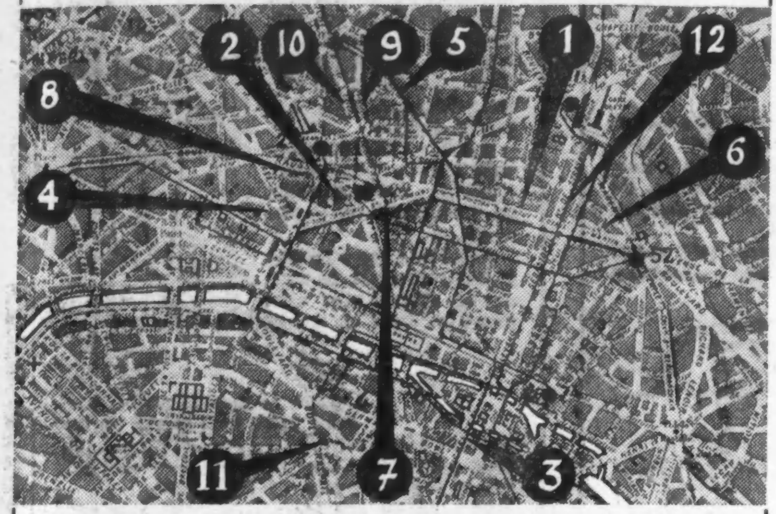
Pour chaque réponse exacte, marquez un point. (Vous trouverez trois bulletins-réponse au bas de cette page.)

Si vous atteignez 50 points, vous êtes le spectateur idéal dont rêvent les directeurs et le théâtre n'a pour vous aucun secret.

A 40 points, vous êtes encore très au courant. A 35 points, ce n'est pas mal. Mais si vous n'atteignez pas 30 points, eh bien, les directeurs de théâtre ont raison de se plaindre de vous.

LES SALLES

20. Si vous êtes un habitué des théâtres parisiens, vous savez sûrement par cœur où se trouvent les plus importants. Etes-vous capable de situer sur un plan de Paris les dix salles suivantes :



a) Théâtre de Paris - b) Saint-Georges - c) Antoine - d) Renaissance - e) Gymnase - f) Michodière - g) Athénée - h) Récamier - i) Huchette - j) Œuvre - k) Mathurins - l) Madeleine.

LES REPLIQUES

Les cinq pièces suivantes ont remporté un vif succès sur la scène parisienne, cette année :

21. « L'Effet Glapion », d'Audiberti.

22. « Electre », de Giraudoux.

23. « Les Séquestrés d'Altona », de Jean-Paul Sartre.

24 « Rhinocéros », de Ionesco.

25. « L'Opéra de Quat'sous », de Bertolt Brecht.

Voici cinq répliques tirées de ces œuvres. Pouvez-vous retrouver pour chacune, la pièce dont elle est extraite ?

a. « Alors, nous avons le droit de vivre. Nous avons même le devoir, vis-à-vis de nous-mêmes, d'être heureux indépendamment de tout. La culpabilité est un symptôme dangereux. C'est un signe de manque de pureté. »

b. « J'étais jolie, je suppose... Ils sont venus me dire que j'étais belle et je les ai crus. Est-ce que je savais moi, ce que je faisais sur terre ? Il faut bien justifier sa vie. L'ennui, c'est qu'ils s'étaient trompés. »

c. « Dans la diplomatie, nous employons volontiers de ces formules strictement mélodieuses qui trahissent notre état, je veux dire notre métier, sans toutefois rien révéler des secrets que nous transportons. »

d. « Sens-tu comme mon cœur bat, mon bien-aimé ? — Je le sens, ma bien-aimée. — Là où tu iras, j'irai aussi. — Et où tu resteras, c'est là que je veux être. »

e. « Ni l'Afrique ! Rien de l'Afrique n'est à moi. Les négresses peuvent piler le millet au seuil des cases, le jaguar enfoncer ses griffes dans le flanc du crocodile, pas un grain de leur bouillie, pas une goutte de leur sang n'est à moi. »

LES HEROS

Chacun de ces personnages est le héros d'une pièce. Laquelle ?

26. Franz.

27. Sébastien.

28. Adriana.

29. Prissypkine.

30. Bérenger.

31. Rubashov.

32. Gittel Mosca.

a. Un Beau dimanche de septembre.
b. Deux sur la balançoire.
c. Les Séquestrés d'Altona.
d. Rhinocéros.
e. La Punaise.
f. Château en Suède.
g. Le Zéro et l'Infini.

LA MISE EN SCENE

33. Le metteur en scène anglais Peter Brook a monté, cette saison, à Paris, « Le Balcon », de Jean Genet.

Ce n'était pas la première fois qu'il venait diriger des acteurs français.

Parmi les pièces suivantes, quelles sont les deux œuvres qu'il a mises en scène à Paris ?

a. La Chatte sur un toit brûlant.
b. Vu du Pont.
c. Troïlus et Cressida.
d. Un tramway nommé Désir.
e. L'Heure éblouissante.

Voici les noms de cinq décorateurs de théâtre. Pouvez-vous rendre à chacun la pièce dont il a fait les décors ?

34. Jacques Noël.

35. André Acquart.

36. Francine Gaillard-Risler.

37. Jean-Denis Malclès.

38. Wakhévitch.

a. La Vie Parisienne.
b. Rhinocéros.
c. Les Nègres.
d. Lucie Crown.
e. Tchin-tchin.

LES ADAPTATIONS

Plusieurs pièces, présentées à Paris cette année, étaient des adaptations de pièces étrangères.

Si l'on se souvient souvent du nom de l'auteur, on oublie parfois celui des adaptateurs, ces méconnus.

Pouvez-vous retrouver ceux des pièces suivantes ?

39. « Bon week-end, M. Bennett ».

40. « Carlota ».

41. « Gog et Magog ».

42. « Goût de miel ».

43. « Le cœur léger ».

44. « Le vélo devant la porte ».

a. Emmanuel Roblès.
b. Paule de Beaumont.
c. Claude André-Puget.
d. Marc-Gilbert Sauvageon.
e. Gabriel Arout.
f. Françoise Mallet-Joris.

45. « Un Garçon d'honneur », représenté cette année à Paris, est l'adaptation, par Paul Guimard et Antoine Blondin, d'une nouvelle d'Oscar Wilde. Laquelle ?

a. L'Ami dévoué.
b. Le crime de Lord Arthur Saville.
c. Le Millionnaire modèle.
d. Le Prince heureux.

46. Cette colonne Morris a subi les assauts du mauvais temps.

Pouvez-vous cependant retrouver les titres des pièces qu'elle annonce, toutes représentées à Paris cette année ?

LES COMPAGNIES

Chacune de ces quatre troupes a donné, cette saison, plusieurs spectacles :

47. La Compagnie Renaud-Barrault.

48 Le T.N.P.

49. La Comédie-Française.

50. La troupe de Roger Planchon.

Pouvez-vous rendre à chacune les pièces qu'elle a montées ?

a. Le Songe d'une Nuit d'été.
b. Les Trois Mousquetaires.
c. Les Bâtisseurs d'empire.
d. Le Pain de ménage.
e. Erik XIV.
f. Rhinocéros.
g. Le Crapaud-Buffle.
h. Le Roi.
i. Tête d'Or.
j. L'Heureux stratagème.
k. La Cerisaie.
l. La Seconde Surprise de l'amour.

Découpez suivant le pointillé pour obtenir trois bulletins-réponses. (Solutions en page 19.)

BULLETIN - REPONSE

1	18	35 ....
2	19	36 ....
3	20	37 ....
4	21	38 ....
5	22	39 ....
6	23	40 ....
7	24	41 ....
8	25	42 ....
9	26	43 ....
10	27	44 ....
11	28	45 ....
12	29	46 ....
13	30	47 ....
14	31	48 ....
15	32	49 ....
16	33	50 ....
17	34	

BULLETIN - REPONSE

1	18	35 ....
2	19	36 ....
3	20	37 ....
4	21	38 ....
5	22	39 ....
6	23	40 ....
7	24	41 ....
8	25	42 ....
9	26	43 ....
10	27	44 ....
11	28	45 ....
12	29	46 ....
13	30	47 ....
14	31	48 ....
15	32	49 ....
16	33	50 ....
17	34	

BULLETIN - REPONSE

1	18	35 ....
2	19	36 ....
3	20	37 ....
4	21	38 ....
5	22	39 ....
6	23	40 ....
7	24	41 ....
8	25	42 ....
9	26	43 ....
10	27	44 ....
11	28	45 ....
12	29	46 ....
13	30	47 ....
14	31	48 ....
15	32	49 ....
16	33	50 ....
17	34	

L'AGENDA DE VACANCES DE SINÉ

Ici, chaque semaine pendant le mois d'août, Siné s'en donne à cœur joie.

29 JUILLET

JE hausse les épaules en entendant déjà les ricanements malveillants ! Mauriac lui-même ne sait sans doute pas combien nous avons de points communs : je ne suis pas catholique, mais je suis très pratiquant et, à moi aussi, beaucoup de lettres m'expriment le trouble de certains lecteurs : sale youpin, ordure, fumier !...

En revanche, les quelques lettres reçues ce matin sont bienveillantes et compréhensives. Elles me remonteraient le moral si, malheureusement, elles n'étaient d'un esprit presque aussi stupide que celui de Saint-Exupéry et de son affreux petit prince.

AH ! si je pouvais faire un procès à l'Armée pour « atteinte au moral de Siné » : je ne manquerais pas de preuves !...

J'AIMERAIS bien, un jour, voir la France algérienne : on serait homme de peine, femme de ménage, homosexuel et en haillons. On ne saurait ni lire ni écrire. On serait fainéant, couvert de poux et vicieux : on violerait souvent des enfants. Les belles maisons luxueuses que les Arabes nous donneraient, on en ferait des bidonvilles.

Il y aurait peut-être des musulmans de gauche, traitres à leur patrie et réprouvés des leurs, qui auraient le culot d'aider les Français luttant pour leur indépendance !

30 JUILLET

MAINTENANT je fais attention quand je loue une maison pour mes vacances... A Pâques, j'avais loué pour 15 jours une maison à Conflans - sur-Loing. J'étais voisin de Massu ! L'agence a été correcte : elle m'a remboursé !...

« ALLO ! cher Siné, venez dîner ce soir, ce sera plein d'hommes de gauche ! — Pas de femmes ? — Oh si ! toutes du P.S.U. »

La soirée a été formidable, mais je ne crois pas qu'ils me réinviteront !

JE passe aux yeux de certains pour un « anarchiste bourgeois ». Ils ne me pardonnent ni mon appartement, ni ma Mercédès, ni mes idées. Ils trouvent que cela ne « colle » pas bien ensemble ! Pauvres demeurés !...

Ils n'ont pas encore compris qu'il valait toujours mieux être riche et bien portant que pauvre et malade.

ILS s'imaginent aussi, probablement, que j'étais un cancre à l'école. Eh bien, non !... je suis désolé, mais j'étais toujours le premier de la classe et j'ai fait de très brillantes études !

Mais déjà à 12 ans, j'en voulais au Père de Foucauld et à Savorgnan de Brazza.

1er AOUT

RENCONTRÉ hier un « copain de régiment ». Je l'ai vu sans aucun plaisir. J'ai horreur des copains de régiment. Mais je ne suis pas si antimilitariste qu'on le prétend, puisqu'une fois, en septembre 1949, à Nogent, j'ai accepté de serrer la main d'un capitaine ! J'étais au régiment, et cet officier avait demandé 10 volontaires sur les 15 « copains de régiment » que nous étions pour fusiller un type, le lendemain, au fort de Montrouge.

Il y en eut 14 ! Mais c'est moi que le capitaine a tenu à remercier !...

« DEVANT un peloton d'exécution, si je devais crier « Vive la France » pour éviter d'être fusillé, je le ferais, et je tomberais mort, de honte. » C'est Genet qui a écrit quelque chose comme ça. Je crois d'ailleurs qu'à part Genet, on ne trouve que Sade qui manifeste d'aussi bons sentiments.

AUJOURD'HUI je prépare mes valises pour la Grèce. J'ai reçu une lettre de Genet que je vais retrouver là-bas :

« Satané Siné, apportez du camembert. Il fait beau, on se couronnera d'asphodèles — apportez aussi du saucisson à l'ail — n'oubliez pas surtout ce que réclament tous les exilés de nos films : un ticket de métro poinçonné, ça sent si bon la France.

« P.S. — Pendant que vous y êtes, et moi avec, apportez une bouteille de beaujolais. Amicalement... »

Je ne sais pas où caser le camembert et le saucisson. Entre mes chemises ou dans les affaires de toilette ?

JE ne serai jamais prêt à tendre l'autre joue quand on me giflera ! Œil pour œil, dent pour dent !... et même, je préfère attaquer ! Est-ce que les gens qui sont choqués par mes dessins (et mes écrits maintenant) croient ne pas me choquer, eux, avec la tête qu'ils ont ? J'ai toujours eu horreur des gens moches.

2 AOUT

UN lecteur m'écrit : « J'ignore qui vous êtes. Je ne sais même pas si Siné est votre vrai nom. »

Eh ! si, cher monsieur, c'est mon vrai nom. Mais je dois vous avouer que j'aurais moins honte à m'appeler Mohammed ou Mustapha en ce moment !

Il ajoute :

« Vous devriez faire un dessin qui vous représenterait en train de ramasser les miettes que vous jettent vos maitres bourgeois ! »

Voilà, c'est fait !

SINE.

L'EXPRESS

DIRECTION

Jean-Jacques Servan-Schreiber

REDACTION

Réd. en chef : Philippe Grumbach

91, Champs-Elysées, Paris (8e). Tél. : ELY. 88-61

ADMINISTRATION

Secrétaire général : Jacques Huteau

29, rue de Marignan, Paris (8e). Tél. : BAL. 69-20 (angle Champs-Elysées)

Les jours fériés : ELY. 03-02

VENTE AU NUMERO :

France et Afrique du Nord : 1,25 NF.
Suisse : 1 fr. 90.
Belgique et Luxembourg : 18 francs.
Italie : 250 lires.

PAR AVION :

Algérie, Tunisie, Maroc : 72 NF.
Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie : 79 NF.
Belgique : 1 an : 625 francs belges. Souscription chez M. Henry STEVENART 35, avenue Wolvendael - BRUXELLES C.C.P. 7141-66 Bruxelles
Etats-Unis : 1 an : 12 dollars. Souscription chez HOWARD PUBLICATION 206 East 17th Street, New York 3 (N.Y.) Tél : Spring 7-0819

ABONNEMENTS (1 an) :

France et Communauté : 50 NF.
Etudiants, militaires : 40 NF.
Etranger : 60 NF. (Etudiants : 50 NF.)
(Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 7378-19 Paris)
(L'abonnement donne droit aux services de Madame Express)

INSTITUT DE CHAILLOT

93, rue Lauriston - PARIS (XVIe)
KLE. 46-24 et 24-04
(METRO BOISSIERE VICTOR-HUGO)

Cours de Vacances

Préparation intensive à l'entrée dans les différentes classes, de la 6e à la 1re, au B.E.P.C. et au baccalauréat. Session de septembre

Révision des programmes - Exercices d'entraînement Compositions de contrôle

★

EFFECTIFS LIMITES
EXTERNAT ET DEMI-PENSION
4 SEMAINES

22 août - 17 septembre